

VILLE

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE N° 13085 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 22-LUNDI 23 FÉVRIER 1987

Un tournant dans le conflit libanais

L'armée syrienne fait un retour en force dans le secteur musulman de Beyrouth

Une entreprise risquée

Après cinq jours de combats meurtriers entre ses alliés théoriques, le président Assad s'est résolu à intervenir directement à Beyrouth-Ouest pour tenter de rétablir une situation qui devenait de plus en plus difficile pour son principal vassal, la milice chiite Amal. Chassées de la capitale libanaise par l'armée israélienne durant l'été 1982, les troupes syriennes, dont certains éléments étaient progressivement revenus depuis 1985, vont avoir fort à faire pour ramener le calme dans une ville en proie à toutes les milices.

Ce retour en force de Damas est d'abord une défaite pour M. Hafez el-Assad, dont la milice s'est révélée incapable malgré l'aide syrienne de mater les camps palestiniens et d'exercer un minimum de contrôle sur la partie musulmane de Beyrouth.

En reprenant directement les choses en main, le président Assad risque cependant gros, et on peut penser qu'il va mettre le prix pour arrêter l'érosion du pouvoir syrien au Liban. Un pouvoir contesté d'abord et avant tout par le Hezbollah pro-iranien, allié, dans la circonstance, aux Palestiniens.

Que va faire et que peut faire le Hezbollah, qui n'est pas intervenu dans les combats de ces derniers jours ? C'est la première question. Le retour direct de la Syrie ne va pas de toute façon arranger les relations syro-iraniennes, déjà passablement tendues.

Deuxième point d'interrogation : les Palestiniens. L'entrée des troupes syriennes dans la ville, dans un premier temps, permettra la levée définitive du siège des camps et leur ravitaillement. Mais où vont aller les trois mille habitants de Chatila, dont les maisons sont détruites à 95 %, et quel sort sera réservé aux combattants ? De ce point de vue, le président Assad reprend l'initiative face à M. Yasser Arafat, qui n'a strictement pas dit son dernier mot.

L'entrée des troupes syriennes constitue aussi un camouflet pour le président Amine Gemayel, dont, symboliquement, le retour à Beyrouth au terme de sa visite en Europe a coïncidé avec l'arrivée des Syriens. Or le président libanais a été complètement absent des négociations de Damas, et lui-même reconnaissait, vendredi soir, qu'il n'avait pas été consulté.

Reste à savoir toutefois quelle forme va revêtir cette nouvelle intervention. Damas va-t-elle, comme en 1976, prendre entièrement les choses en main ou se contenter de calmer le jeu pour tenter de mettre sur pied un système réglementaire politique ?

Il est encore trop tôt pour tirer toutes les leçons de ce retour, qui en tout état de cause n'est pas une victoire pour la Syrie.

En laissant pourrir jusqu'au bout la situation, le président Assad s'est prému contre les objections que pourrait susciter son action. Qui voudrait, en effet, dans les circonstances actuelles, reprocher à l'armée syrienne de chercher à imposer une trêve dans une guerre de plus en plus folle ? Même si Damas est pour une large part à l'origine de cette situation.

Un contingent de 3 000 à 4 000 soldats syriens s'apprête samedi matin 21 février à rentrer à Beyrouth-Ouest, secteur à majorité musulmane, pour mettre fin aux combats qui opposent depuis cinq jours la milice chiite Amal aux milices druzes et communistes. Ce retour en force est la conséquence d'un accord imposé en grande partie par Damas à tous les responsables musulmans.

BEYROUTH
de notre correspondant

Se prévalant de la couverture légale de l'islam libanais, la Syrie s'apprête à rendre plus efficace son retour militaire à Beyrouth-Ouest, qui remonte à 1985. Après une semaine de combats meurtriers et dévastateurs, qui se poursuivaient samedi 21 février d'une manière sporadique, malgré l'annonce de l'arrivée imminente de renforts syriens, les plus hautes instances politiques musulmanes du Liban se sont réunies à Damas vendredi pour solliciter l'aide du président syrien, M. Hafez el-Assad, qui l'a accordée. La requête était signée par le président de l'Assemblée, M. Hussein Huseini (chiite, rival féu de M. Barri), le chef du gouvernement, M. Rachid Karamé (sunnite, démissionnaire la veille),

le ministre de l'éducation, M. Hos (sunnite, pourfendeur actuel des milices) et les alliés ennemis, M. Wafid Joubilati (druze, soutenu par les Soviétiques, qui fait tandem avec le PC) et Nabih Barri (chiite, le plus fidèle des alliés de la Syrie).

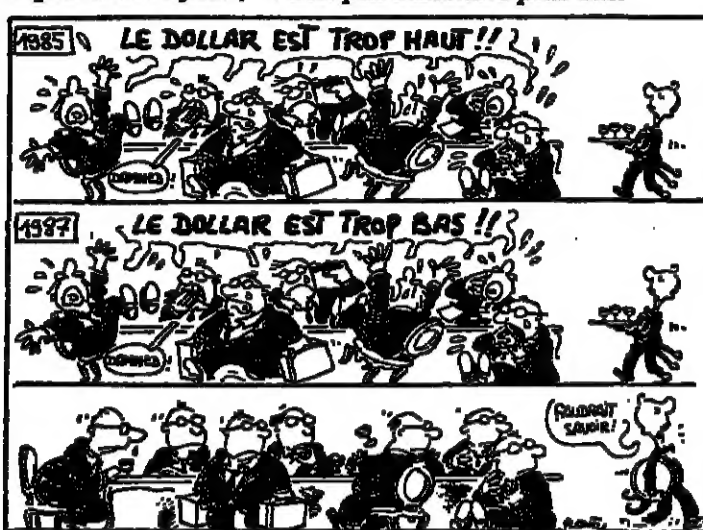
Elle comporte neuf points, tournant autour de deux idées : cessez-le-feu et élimination des milices, des miliciens et des armes de Beyrouth-Ouest, prise en charge de la sécurité - y compris des institutions publiques, des ambassades, de l'aéroport et des routes menant à la capitale venant du sud comme de la montagne - par l'armée syrienne, mais dans le cadre d'une force légale comportant l'armée et les forces de sécurité intérieure libanaises.

LUCIEN GEORGE
(Lire la suite page 4.)

Les réunions monétaires de Paris

L'objectif des pays industrialisés est d'arrêter la chute du dollar

Des réunions bilatérales entre les ministres des finances des cinq pays les plus industrialisés (Etats-Unis, Japon, RFA, Grande-Bretagne, France) ont eu lieu samedi 21 février, à Paris, pour préparer la rencontre élargie des Sept (les mêmes plus l'Italie et le Canada) prévue pour dimanche. Leur objectif est d'arrêter la chute du dollar, lequel à leurs yeux, ne doit pas descendre plus bas.



Lire page 13 les articles de PAUL FABRE, ERIC ISRAELWICZ et FRANÇOIS RENARD.

L'« Irangate » et le pouvoir présidentiel

Washington guetté par la paralysie

WASHINGTON
de notre correspondant

Entre un flot de révélations dans la presse du matin et le traditionnel départ en week-end (chasse à grande carreaux rouges, visage fermé de Nancy et fracas des questions hurlées en vain par des journalistes tenus à distance de l'hélicoptère), M. Reagan a lancé, vendredi 20 février, une phrase de contre-attaque.

« Les oracles politiques (...) essaient de tirer le rideau avant la fin du spectacle, est-il allé dire devant un parterre conservateur, [mais] laissez-moi vous donner un rayon : nous gardons le meilleur pour le dernier acte. » Peut-être, puisqu'il est vrai que, à toutes les étapes de sa carrière politique, M. Reagan a toujours su dépasser l'échec, mais le problème pour les Etats-Unis et le monde est que le dernier acte, on a bien l'impression d'y être déjà - deux ans avant la relève qui résul-

tera de la prochaine élection présidentielle.

A soixante-seize ans, le président américain ne peut plus guère compter sur le temps pour l'aider à faire oublier les tempêtes. Bien qu'il se remette chaque fois de toutes les opérations possibles, sa santé n'est également plus de fer. Le rapport de forces avec la majorité démocrate du Congrès, enfin, est d'autant plus déséquilibré que l'ombre du scandale pèse à nouveau sur la Maison Blanche.

Tout cela fait beaucoup, mais ce ne serait pas grand-chose si trois raisons ne menaçaient aussi de précipiter les Etats-Unis dans une durable et profonde paralysie de leur pouvoir exécutif. Tout d'abord, loin de retomber, l'affaire des ventes d'armes à l'Iran est sur le point de rebondir avec la publication, jeudi prochain, du rapport de la commission d'enquête créée, en novembre 1986, par M. Reagan lui-même pour étudier le fonctionnement du Conseil national de sécurité. Cha-

que jour plus nombreuses, les fuites laissent prévoir que ce rapport sera très embarrassant pour les actuels et anciens collaborateurs directs du président américain. L'état de suspensions se resserre ainsi autour de lui alors qu'il ne parvient toujours pas à retrouver son charisme, et que ses rares tentatives pour reprendre l'initiative politique en tournant le dos à l'« Irangate » ont toutes fait long feu.

Plus les semaines passent, moins on voit donc ce qui pourrait sonner le retour du « grand communicateur ». Une situation de vacance du pouvoir s'esquisse ainsi car les divergences entre les deux principales personnalités du gouvernement, le secrétaire d'Etat George Shultz, et le secrétaire à la Défense Casper Weinberger, ne laissent pas présager que le cabinet puisse gouverner à défaut du président.

Etrangement pourtant, on n'en est pas pour l'instant à la veille d'une crise ouverte car M. Reagan conserve un tel capital de

sympathie auprès de l'opinion, qui lui garde majoritairement son affection, que les démocrates se retiennent soigneusement de l'attaquer de front. Au moment où s'ouvre à eux une perspective incertaine de reconquête de la Maison Blanche, il serait en effet de la dernière des maladroites de passer pour les pourfendeurs d'un homme resté populaire. Leur réserve est d'ailleurs d'autant plus marquée qu'ils sont eux-mêmes très divisés, entre une droite ouvrant à un recadrage du parti, une gauche partiellement fidèle à l'Etat-providence et les différents clans, surtout, de la dizaine de candidats qui organisent déjà leur campagne pour 1988.

Côté républicain, la situation est assez comparable puisqu'il y a, là aussi, pléthore de candidats et hésitation entre un retour au centre-droit et le maintien des options néo-conservatrices prises avec l'élection de M. Reagan en 1980.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 4.)

Le « cactus » calédonien

M. Mitterrand accusé par M. Toubon de favoriser l'« extrémisme ».

PAGE 6

M. Giscard d'Estaing en campagne

Une visite dans le Sud-Ouest de l'ancien président de la République.

PAGE 16

Le dispositif « Epervier » au Tchad

A Biltine, avec les « mar-souins ».

PAGE 3

M. Michel Noir à Washington

« Mieux vaut parler que se battre ».

PAGE 13

Procès de Georges Abdallah

M. Chalandon n'a pas l'intention d'adresser des réquisitions au parquet.

PAGE 7

Le Monde RÉGIONS

Un tour de France avec nos correspondants.

Page 12

Le sommaire complet se trouve page 16

Des sites pour les déchets nucléaires

Prospection dans les Deux-Sèvres

Les déchets radioactifs s'accumulent dans le monde. A la fin du siècle, la France en aura produit près de 1 million de mètres cubes, et, dès aujourd'hui, la question du stockage souterrain - pour les plus radioactifs d'entre eux - se pose avec acuité. Depuis quelques années, l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) prospecte le territoire français. Le site granitique de Neuvy-Bouin (Deux-Sèvres) vient d'être retenu pour une étude détaillée. Ce choix, annoncé vendredi 20 février, par la préfecture du département, risque de susciter des polémiques dans la région, même s'il n'est pas définitif.

Mais, pour plus de précautions, l'ANDRA souhaite étudier d'autres sites dans des terrains de nature différente, allant du schiste à l'argile en passant par les

dômes de sel. Ces sites seront connus dans les semaines qui viennent. Pendant trois ans, ils feront l'objet, tout comme celui de Neuvy-Bouin, d'études détaillées.

Le meilleur sous-sol sera retenu pour abriter un laboratoire destiné à vérifier que les conditions de sûreté nécessaires au stockage de ces matières sont remplies. Ce n'est qu'après qu'on pourra construire les entrepôts pour ces déchets nucléaires. Ainsi, l'ANDRA pourra compléter son dispositif, qui comprend déjà un centre de stockage en surface pour les matières faiblement radioactives à la Hague (Manche), en attendant celui, prévu pour le même usage, à Soulaire-Dhuys (Aube).

(Lire nos informations page 7.)

MARIE CARDINAL

La Médée d'Euripide

Avant-propos et texte français de Marie Cardinal

Euripide était un auteur subversif. Marie Cardinal a su voir dans la vie de Médée l'histoire de toutes les femmes exploitées. C'est pour rendre Euripide accessible à tous qu'elle a travaillé sur une nouvelle version de Médée.

La Médée d'Euripide

avec une introduction de Marie Cardinal

Grasset



GRASSET

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Maroc, 6 dir.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 2 \$; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA; Danemark, 8 kr.; Espagne, 170 pes.; G.-B., 55 p.; Grèce, 140 dr.; Irlande, 55 p.; Italie, 2 000 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 40 f.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,50 fl.; Portugal, 120 esc.; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 sh.; Suisse, 1,50 S.; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$.

سكنا في الامم

هكذا من الامل

Dates

Il y a cent ans

Pour ou contre la tour Eiffel ?

RENDEZ-VOUS

Mardi 24 février. — **London**: élection législative partielle à Greenwich; **Madrid**: discours de M. Felipe Gonzalez devant le Parlement sur le bilan de l'action gouvernementale.

Mercredi 25 février. — **Genève**: reprise des négociations « indirectes » Pakistan-Afghanistan; **Manille**: lancement du programme de « réconciliation ». Premier anniversaire de la prise de pouvoir de M^{re} Aquino.

Jeudi 26 février. — **Alger**: élections législatives.

Samedi 28 février. — **Stockholm**: premier anniversaire de l'assassinat d'Olof Palme; **New-Delhi**: présentation du budget de l'Inde.

Dimanche 1^{er} mars. — **Pékin**: visite de M. Shultz (jusqu'au 6).

Le 14 février 1887, il y a exactement un siècle à huit jours prêts, le Temps publiait un manifeste signé par un nombre respectable d'artistes, tous indignés par le projet de Gustave Eiffel: une tour de 300 mètres en plein Champ-de-Mars. L'existence de cette pétition est connue. Ses termes exacts le sont moins, et moins encore la réponse que Gustave Eiffel leur opposa.

Comme la tour Eiffel, le Centre Pompidou, voilé dix ans, et maintenant la pyramide de Poi ont suscité et suscitent des passions antagonistes violentes. De façon caractéristique, les partis opposés en présence font les uns et les autres appel à l'histoire, les uns et les autres à des normes esthétiques, les uns et les autres à des « certitudes » techniques. Ce dernier aspect est le plus facile à trancher: il était entendu, pour certains de ses détracteurs, que la tour devait s'effondrer, il est entendu aussi que le Centre Pompidou s'apprête à mourir d'usure prématurée, et il est évident (là, c'est plus rigolo) qu'il sera impossible de nettoyer la pyramide du Louvre.

Les références historiques sont, elles, à double tranchant. L'emballement spontané de quelques intellectuels, contre ce qui n'était pas, alors, le symbole de Paris, mais contre un pari dont l'équivalent actuel serait... un building de 2 kilomètres de haut ou le prolongement jusqu'à la mer du boulevard Saint-Michel, ne saurait disqualifier tous leurs arguments. Ni, des décennies plus tard, les arguments hostiles à certains projets contemporains: le succès populaire du Centre Pompidou n'atténue en rien la brutalité de son architecture, si splendide soit-elle, ni la rupture qu'il a entraînée dans l'urbanisme de Paris. De même, l'intelligence théorique du projet Poi laisse intacte la question du gigantisme du futur Grand Louvre. Dans tous les cas, c'est la force, la réussite architecturale, qui a entraîné ou pourra entraîner l'adhésion de l'avenir. Mieux, les débats suscités par des projets de telle envergure sont nécessaires à la cité, font avancer la réflexion de tous, spécialistes ou non, élus ou électeurs.

Le drame est que la réussite architecturale passe pour imprévisible. Des ratages comme celui du man-

ifeste contre Eiffel (il y en a d'autres exemples), l'inculture architecturale notoire des Français, mais aussi leur sentiment d'impuissance devant les forces « telluriques » de l'urbanisme contemporain, de brillantes opérations comme le massacre des Halles... autant d'éléments disparates qui laissent l'impression que tout se vult, qu'il n'y a rien à faire, sinon à rouscanner au café du coin. Or non seulement les différences existent, mais aussi les critères de jugement, et bien sûr les professionnels capables de choisir, de corriger, quand les responsables de l'Etat et des villes savent faire appel à eux plutôt qu'à leurs relations personnelles.

Juste ou injuste, le manifeste des artistes contre la tour Eiffel remet à l'ordre du jour la nécessité de véritables débats publics — comme la ville de Florence en avait si habilement suscité pour les portes de Brancelleschi — et la nécessité d'intégrer, serait-ce de façon embryonnaire, quelques notions d'architecture dans l'enseignement public.

FREDERIC EDELMANN

La protestation des artistes

L'ombre odieuse de l'odieuse colonne de tôle boulonnée

NOUS venons, écrivains, peintres, sculpteurs, architectes, amateurs, passionnés de la beauté jusqu'ici intacte de Paris, protester de toutes nos forces, de toute notre indignation, au nom du goût français méconnu, au nom de l'art et de l'histoire française menacés, contre l'érection, en plein cœur de notre capitale, de l'inutile et monstrueuse tour Eiffel, que la malignité publique, souvent empreinte de bon sens et d'esprit de justice, a déjà baptisée du nom de « Tour de Babel ».

Sans tomber dans l'exaltation du chauvinisme, nous avons le droit de proclamer bien haut que Paris est la ville sans rivale dans le monde. Au-dessus de ses rues, de ses boulevards élargis, le long de ses quais admirables, du milieu de ses magnifiques promenades, surgissent les plus nobles monuments que le génie humain ait enfantés. L'âme de la France, créatrice de chefs-d'œuvre, resplendit parmi cette floraison auguste de pierres. L'Italie, l'Allemagne, les Flandres, si fières à juste titre de leur héritage artistique, ne possèdent rien qui soit comparable au nôtre, et de tous les coins de l'univers Paris attire les curiosités et les admirations. Allons-nous donc laisser profaner tout cela? La ville de Paris va-t-elle donc s'associer plus longtemps aux baroques, aux mercantiles imaginations d'un constructeur de machines, pour s'enlaidir irrémédiablement et se déshonorer? Car la tour Eiffel, dont la commerciale Amérique elle-même ne voudrait pas, c'est, n'en doutez pas, le déshonneur de Paris. Chacun le sent, chacun le dit, chacun s'en afflige profondément, et nous ne sommes qu'un faible écho de l'opinion universelle, si légitimement alarmée. Enfin lorsque les étrangers viennent visiter notre Exposition, ils s'écrieront, étonnés: « Quoi? C'est cette horreur que les Français ont trouvée pour nous donner une idée de leur goût si fort vanté? » Ils auront raison de se moquer de nous, parce que le Paris des gothiques sublimes de Paris de Jean Goujon, de Germain Pilon, de Puget, de Rude, de Barye, etc., sera devenu le Paris de M. Eiffel.

Il suffit d'ailleurs, pour se rendre compte de ce que nous avançons, de se figurer un instant une tour vermineusement ridicule, dominant Paris, ainsi qu'une noire et gigantesque cheminée d'usine, écrasant de sa masse barbare Notre-Dame, la Sainte-Chapelle, la tour Saint-Jacques, le Louvre, le dôme des Invalides, l'Arc de triomphe, tous nos monuments humilisés, toutes nos architectures rapetissées, qui disparaîtront dans ce rêve stupéfiant. Et pendant vingt ans, nous verrons s'allonger sur la ville entière, frémissante encore du génie de tant de siècles, nous verrons s'allonger comme une tache d'encre l'odieuse colonne de tôle boulonnée.

C'est à vous qui aimez tant Paris, qui l'avez tant embelli, qui l'avez tant de fois protégé contre les dévastations administratives et le vandalisme des entreprises industrielles, qu'appartient l'honneur de le défendre une fois de plus. Nous nous en remettons à vous du soin de plaider la cause de Paris, sachant que vous y dépenserez toute l'énergie, toute l'éloquence que doit inspirer à un

artiste tel que vous l'amour de ce qui est beau, de ce qui est grand, de ce qui est juste. Et si notre cri d'alarme n'est pas entendu, si nos raisons ne sont pas écoutées, si Paris s'obstine dans l'idée de déshonorer Paris, nous aurons du moins, vous et nous, fait entendre une protestation qui honore.

(Dans nos longues listes de signataires qui n'ont généralement pas passé le cap de la postérité, on relève les noms des peintres Léon Bonnat, Ernest Meissonier, William Bouguereau, du musicien Charles Gounod, de l'architecte de l'Opéra Charles Garnier, des écrivains François Coppée, Alexandre Dumas fils, Lucien de Laide, Guy de Maupassant, Sully-Prudhomme, Victorien Sardou, de l'archéologue Alexandre Lenoir, etc.)

La réponse de Gustave Eiffel

La preuve éclatante des progrès réalisés en ce siècle

QUELS sont les motifs que donnent les artistes pour protester contre l'érection de la tour? Qu'elle est inutile et monstrueuse! Nous parlerons de l'inutilité tout à l'heure. Ne nous occupons pour le moment que du mérite esthétique sur lequel les artistes sont plus particulièrement compétents.

Je voudrais bien savoir sur quoi ils fondent leur jugement. Car, remarquez-le, monsieur, cette tour, personne ne l'a vue et personne, avant qu'elle ne soit construite, ne pourrait dire ce qu'elle sera. On ne la connaît jusqu'à présent que par un sim-

ple dessin géométral; mais, quoiqu'il ait été tiré de ces centaines de mille exemplaires, est-il permis d'apprécier avec compétence l'effet général artistique d'un monument d'après un simple dessin, quand ce monument sort tellement des dimensions déjà pratiquées et des formes déjà connues?

Et, si la tour, quand elle sera construite, était regardée comme une chose belle et intéressante, les artistes ne regretteraient-ils pas d'être partis si vite et si légèrement en campagne? Qu'ils attendent donc de l'avoir vue pour s'en faire une juste idée et pouvoir la juger.

Je vous dirai toute ma pensée et toutes mes espérances. Je crois, pour ma part, que la tour aura sa beauté propre. Parce que nous sommes des ingénieurs, croit-on donc que la beauté ne nous préoccupe pas dans nos constructions et qu'en même temps que nous faisons solide et durable nous ne nous efforçons pas de faire élégant? Est-ce que les véritables conditions de la force ne sont pas toujours conformes aux conditions secrètes de l'harmonie? Le premier principe de l'esthétique architecturale est que les lignes essentielles d'un monument soient déterminées par la parfaite appropriation à sa destination. Or, de quelle condition ai-je eu, avant tout, à tenir compte dans la tour? De la résistance au vent. Eh bien! je prétends que les courbes des quatre arêtes du monument telles que le calcul les a fournies, qui, partant d'un énorme et inutile empâtement à la base, vont en s'effilant jusqu'au sommet, donneront une grande impression de force et de beauté; car elles traduiront aux yeux la hardiesse de la conception dans son ensemble, de même que les nombreux vides ménagés dans les éléments mêmes de la construction accuseront fortement le constant souci de ne pas livrer inutilement aux violences des ouragans des surfaces dangereuses pour la stabilité de l'édifice.

La tour sera le plus haut édifice qu'aient jamais élevé les hommes. Ne sera-t-elle donc pas grandiose aussi à sa façon? Et pourquoi ce qui est admirable en Egypte deviendrait-il hideux et ridicule à Paris? Je cherche et j'avoue que je ne trouve pas.

La protestation dit que la tour va écraser de sa grosse masse barbare Notre-Dame, la Sainte-Chapelle, la tour Saint-Jacques, le Louvre, le dôme des Invalides, l'Arc de triomphe, tous nos monuments. Que de choses à la fois! Cela fait sourire, vraiment. Quand on veut admirer Notre-Dame, on va la voir du parvis. En quoi du Champ-de-Mars la tour gênera-t-elle le curieux placé sur le parvis Notre-Dame, qui ne la verra pas? C'est d'ailleurs une des idées les plus fausses, quoique des plus répandues, même parmi les artistes, que celle qui consiste à croire qu'un édifice élevé écrase les constructions environnantes. Regardez si l'Opéra ne paraît pas plus écrasé par les maisons du voisinage qu'il ne les écrase

lui-même. Allez au rond-point de l'Étoile, et, parce que l'Arc de triomphe est grand, les maisons de la place ne vous en paraîtront pas plus petites. Au contraire, les maisons ont bien l'air d'avoir la hauteur qu'elles ont réellement, c'est-à-dire à peu près quinze mètres, et il faut un effort de l'esprit pour se persuader que l'Arc de triomphe en mesure quarante-cinq, c'est-à-dire trois fois plus.

Reste la question d'utilité. Ici, puisque nous quittons le domaine artistique, il me sera bien permis d'opposer à l'opinion des artistes celle du public.

Je ne crois point faire preuve de vanité en disant que jamais projet n'a été plus populaire; j'ai tous les jours la preuve qu'il n'y a pas dans Paris, de gens, si humbles qu'ils soient, qui ne le connaissent et ne s'y intéressent. A l'étranger même, quand il m'arrive de voyager, je suis félicité du retentissement qu'il a eu.

Quant aux savants, les vrais juges de la question d'utilité, je puis dire qu'ils sont unanimes.

Non seulement la tour promet d'intéressantes observations pour l'astronomie, la météorologie et la physique, non seulement elle permettra en temps de guerre de tenir Paris constamment relié au reste de la France, mais elle sera en même temps la preuve éclatante des progrès réalisés en ce siècle par l'art des ingénieurs.

Le pays des ingénieurs

C'est seulement à notre époque, en ces dernières années, que l'on pouvait dresser des calculs assez sûrs et travailler le fer avec assez de précision pour songer à une aussi gigantesque entreprise.

N'est-ce rien pour le globe de Paris que ce résumé de la science contemporaine soit érigé dans ses murs?

La protestation gratifie la tour d'*odieuse colonne de tôle boulonnée*. Je n'ai point vu ce ton de dédain sans une certaine impression irritante. Il y a parmi les signataires des hommes qui ont toute mon admiration; mais il y en a beaucoup d'autres qui ne sont connus que par des productions de l'art le plus inférieur ou par celles d'une littérature qui ne profite pas beaucoup au bon renom de notre pays.

M. de Vogüé, dans un récent article de la *Revue des Deux Mondes*, après avoir constaté que dans l'importe quelle ville d'Europe on l'appelle il entendait répéter les plus ineptes chansons alors à la mode dans nos cafés-concerts, se demandait si nous étions en train de devenir les Grecs du monde contemporain. Il me semble que n'est-ce pas d'autre raison d'être que de montrer que nous ne sommes pas simplement le pays des amateurs, mais aussi celui des ingénieurs et des constructeurs qu'on appelle de toutes les régions du monde pour édifier les ponts, les viaducs, les gares et les grands monuments de l'industrie moderne, la tour Eiffel mériterait d'être traitée avec considération.



Le Monde
7, RUE DES ITALIENS,
75497 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 450572 F
Télécopieur: (1) 45-23-06-91
Tél: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant:
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs:
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Larroque (1982-1985)

Durée de la société:
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social:
620.000 F

Principaux associés de la société:
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général:
Bernard Wauters.

Rédacteur en chef:
Daniel Vernet.

Correspondant en chef:
Claude Salas.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél: (1) 45-35-91-92 et 45-35-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN: 0395-2037

Le Monde
TELEMATIQUE

Comptez 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS
Tél: (1) 42-47-98-72

	1 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 932 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messagerie)	L. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	584 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisaires: nos abonnés sont invités à
fournir leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie.

Le Monde USPS 705-810 is published daily,
except Sundays for \$ 450 per year by Le
Monde S/O Speedpost, 45-45 35th St,
New York, N.Y. 10014. Second class
postage paid at New York, N.Y.,
postmaster: send address changes to Le
Monde S/O Speedpost U.S.A. P.O.C.
45-45 35th Street, L.L.C., N.Y. 10014.

TCHAD : le redéploiement du dispositif « Epervier »

Dans le vieux fort de Biltine les « marsouins » veillent...

BILTINE de notre envoyé spécial

Le piton Dominique domine l'horizon de sa masse imposante : c'est un tumulus fait d'énormes blocs de pierre dans le désert. L'œil s'efforce de vaincre la réverbération et les brumes de chaleur, en vain. « Un doigt à gauche de l'horizon, c'est la piste d'Arada », nous sommes sur une sorte de col, au pied de Dominique, avec la dizaine d'hommes qui composent l'un des éléments avancés d'une « sonnette », disent les militaires - du groupement de Biltine. Jour et nuit, ils tentent de déceler tout mouvement suspect qui romprait l'harmonie désertique et belle de ce désert de roches et d'épaves. Au nord-est, à 65 kilomètres, Arada, au sud-est, la piste d'Irba. Dix « marsouins » du 21^e RIMA (régiment d'infanterie de marine), à qui, avant de quitter Bouar, en Centrafrique, où leur régiment était stationné, on a fait un « topo » sur la situation politique et militaire du Tchad, les conditions géographiques et climatiques du pays, la nature du combat qu'ils auront peut-être à mener contre les Libyens.

Équipés de moyens radio et de jumelles à vision nocturne, ils sont un maillon du système « Epervier ». En cas d'alerte, de doute, ils rendent compte au groupement de Biltine, à un quart d'heure de jeep par une piste de cailloux. Les vieux murs du fort se sont un peu écroulés depuis le départ des soldats de l'opération « Manta », en novembre 1984, mais des enfants passent toujours à l'ombre des murailles, conduisant à la badine des ânes dont les flancs sont bariolés d'outres d'eau. La ville, assoupie en cette heure caniculaire, offrira, plus tard dans la journée, le spectacle inattendu de ces femmes accroupies devant des petits tas d'olives et de pistaches.

Les « marsouins », bien sûr, ont placé un camp, sur le front du fort, l'alignement de leur régiment. Sur l'une des terrasses, quelques-uns s'affairaient autour d'une unité de missiles antichars Milan. Une demi-compagnie d'infanterie, assistée d'une section sol-air, soit actuellement cent trois hommes, est stationnée à Biltine, sous les ordres d'un capitaine. Sur l'axe est, ce groupement est le plus avancé pour faire face à une menace qui peut surgir du nord, mais aussi et surtout de l'est, c'est-à-dire du Soudan.

Comme à Abéché, où se trouvent le PC et le gros des troupes déployées au nord dans l'est du Tchad, le détachement de Biltine a rapidement installé son système de défense autour du fort : un périmètre de « sûreté immédiate », avec des « sûretés rapprochées » avec des « sûretés » dans un rayon de 10 kilomètres, enfin des patrouilles profondes qui pourrissent, en concerta-

tion avec les Forces armées nationales tchadiennes (FANT), effectuer des « coups de sonde » dans toute la région. Les « marsouins » doivent entretenir les meilleures relations possibles avec la population locale et les soldats tchadiens. De cette cohabitation harmonieuse dépend en partie leur sécurité. Comme partout en Afrique, il est

pilotes, des oiseaux volent à quelques mètres devant le véhicule, et s'éloignent quand celui-ci rebrousse dans des cas où frêne brusquement dans des fondrières de sable. Ce désert-là est étrangement fréquenté. Parfois, on distingue les cases rondes d'un village en miniature, on croise plusieurs dizaines de dromadaires qui s'enfuient devant le

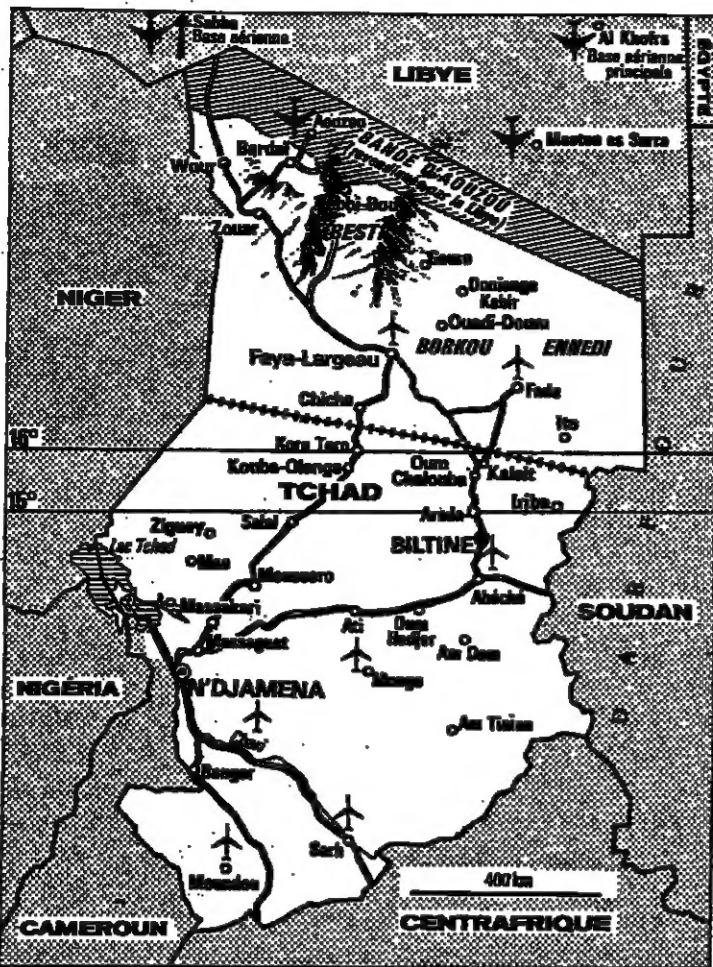
envoyés entre-mer. « Ici, on est « marsouins », et - faut-il le préciser ? - ce sont les meilleurs ». Au matin, alors que les Transalpins continuent leur route pour décharger le ravitaillement, à deux reprises deux Jaguars vont fondre sur la ville. Leur passage permettra de « calibrer » les radars de visée des batteries de missiles sol-air Crotale qui protègent Abéché.

La crainte des infiltrations

La menace africaine n'est pas la plus dangereuse, et personne ici ne croit vraiment à une grande guerre offensive terrestre. Le danger, en revanche, peut provenir des « infiltrations » ennemies, voire d'éventuelles actions de commandos pour détruire un radar, enlever ou tuer quelques soldats.

Le redéploiement sur l'axe est sera achevé prochainement. Déjà, les douze véhicules blindés Sagais munis de canons de 90 mm - dont les obus fêlés peuvent percer l'importance quel blindage existant - sont arrivés. Cet escadron, précédé sur les effectifs du RICM (régiment d'infanterie et de chars de marine) de Vannes va, dans les jours qui viennent, patrouiller dans la région. Les effectifs français sur l'axe sont actuellement d'environ six cents hommes. D'autres devraient arriver, en provenance de Bouar. Les troupes françaises basées en Centrafrique, les EFAO (éléments français d'assistance opérationnelle), soit près de mille cinq cents hommes, ont été désignés pour renforcer le dispositif « Epervier ». Depuis que la piste de l'aéroport de N'Djamena a été agrandie aux normes des Boeing-747, ce redéploiement peut s'effectuer plus rapidement. Le but de l'état-major est de disposer d'un dispositif extrêmement souple. L'important est que la Libye sache que, si la menace se précise, Paris « mettra le paquet » en un minimum de temps. De toute façon, disent, dans le vieux fort de Biltine, les « marsouins », « on est prêts ».

LAURENT ZECCHINI.



renforcement de la jeep; d'autres, montés par un homme antenne, s'écarteront, et l'on se salue de la main. Au camp Moll, qu'ils finissent de remettre en état, les « marsouins » montent la garde, en compagnie de quelques soldats tchadiens. « Mieux vaut ne pas s'aventurer dehors la nuit : les Tchadiens tirent, et s'informent après ». Le médecin-commandant, le capitaine « appro » (chargé de l'approvisionnement), l'ambulancier d'origine polyglossique, le colonel, discutent, à bâtons rompus, sans jamais oublier pourtant que leurs deux hôtes sont des journalistes.

Ils veulent savoir pourquoi la presse s'énerve à parler d'« alerte au Tchad » depuis des semaines... Et pourquoi aussi les journaux présentent toujours comme des « paras » les soldats français

et le Royaume-Uni, demande que chaque citoyen des trente-cinq Etats membres jouisse de l'utilisation, sans restriction et sans coupure, du téléphone et puisse recevoir librement du courrier.

Par ailleurs, M. Zimmermann, chef de la délégation américaine à la CSCE, a déclaré vendredi en séance plénière que Moscou et certains de ses alliés continuait d'enfreindre d'importants points des accords d'Helsinki sur les droits de l'homme et avaient même commis de nouvelles violations, mais il a admis qu'une « vent nouveau » a commencé à souffler en URSS et qu'il fallait reconnaître des progrès vers le respect accru des engagements pris à Helsinki.

Le délégué américain a cité parmi les « actes positifs » de l'URSS la libération de prison de la poétesse Irina Ratushinskaya et d'autres dissidents, la solution de nombreuses affaires de familles américaines divisées, l'autorisation donnée à près de cent anciens citoyens soviétiques de regagner l'URSS, la fin de l'exil à Gorki du dissident Andreï Sakharov et la cessation du brouillage des émissions de radio de la BBC. (AFP, Reuters.)

A l'ONU

Veto américain et britannique contre des sanctions à l'égard de Pretoria

New-York (Nations unies). - Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont mis en échec une résolution réclamant l'imposition de sanctions sélectives obligatoires contre le gouvernement de Pretoria, en recourant à leur droit de veto, vendredi 20 février, au Conseil de sécurité de l'ONU, au terme d'un débat de quatre jours sur la situation en Afrique du Sud.

Le désaccord régnait parmi les pays de la Communauté européenne sur l'opportunité de telles sanctions a été illustré lors du vote : l'Italie a voté en faveur de la résolution, la France s'est abstenue (comme le Japon) et l'Allemagne fédérale s'y

est opposé, comme la Grande-Bretagne.

Les Occidentaux ne sont pas revenus sur leurs positions traditionnelles lors du scrutin, bien que certains aient durci le ton à l'égard de Pretoria (le Monde du 21 février).

A l'issue du vote, les milieux diplomatiques africains se déclaraient déçus par les veto américain et britannique. L'ambassadeur du Zimbabwe, M. Isack Mudenge, a accusé les Etats-Unis et la Grande-Bretagne d'avoir fait échouer le courant international en faveur des sanctions, pour des « raisons égoïstes et nationalistes étroites ».

● L'Afrique du Sud annonce l'arrestation de terroristes entrainés en Libye. - Le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, M. Adrian Vlok, a annoncé vendredi 20 février l'arrestation de « cinq terroristes ayant reçu un entraînement en Libye », ainsi que deux de leurs « complices ». Au nombre de personnes arrêtées figurent des membres du Gbiba, une organisation extrémiste opérant sous le bannière du Congrès pan-africain (PAC), un mouvement anti-apartheid en exil, rival du Congrès national africain (ANC, également interdit). Le ministre a par ailleurs annoncé qu'il était déterminé à rapporter les propos de M. Tom Sebin, porte-parole de l'ANC, à Lusaka. (AFP.)

● Conflit Cisjordanie-Israël : un ressortissant français recherché. - Un citoyen français, M. Jean-Michel Desbiol, soupçonné d'être mêlé au conflit qui oppose le Transjordanien et le Cisjordanien, deux bantoustans sud-africains (le Monde du 21 février), est recherché en Afrique du Sud, a annoncé le gouvernement du Cap, le vendredi 20 février.

Un porte-parole de l'ambassade de France au Cap a cependant déclaré tout ignorer de la présence de M. Desbiol en Afrique du Sud, de sources consulaires à Johannesburg, on indique qu'un Français de ce nom n'y a été enregistré. (AFP.)

A la Conférence de Vienne

Nouvelles propositions occidentales sur la liberté d'information

Vienne. - Deux propositions occidentales, l'une sur la liberté d'information et l'autre sur le respect des accords postaux, ont été présentées vendredi 20 février à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), dont les travaux se poursuivent depuis le 4 novembre dernier à Vienne.

La proposition sur la liberté d'information présentée par l'Espagne, le Royaume-Uni, l'Irlande et le Luxembourg demande aux trente-cinq Etats participants (toute l'Europe moins l'Albanie, plus les Etats-Unis et le Canada) de s'engager à encourager l'utilisation de systèmes modernes d'information comme le câble et les satellites, à ne pas entraver la libre réception d'émissions radiodiffusées et télévisées étrangères, à réduire à une durée maximale de deux mois le délai de délivrance des visas ou des accréditations aux journalistes, enfin à supprimer les restrictions à la possession ou à l'utilisation de machines à écrire ou de reproduction de films, de films et bandes magnétiques.

La deuxième proposition sur le respect des accords postaux internationaux, présentée par les Etats-Unis

Asie

CHINE

Le rédacteur en chef d'une revue littéraire est limogé

PÉKIN de notre correspondant

Tous les journaux du samedi 21 février ont publié à la « une » une information et un commentaire du Quotidien du peuple concernant la « révocation temporaire » et « l'ordre de faire [son] auto-examen » infamé au romancier Liu Xiaowa, rédacteur en chef de la revue de l'Union des écrivains littéraires du peuple. M. Liu est critiqué pour avoir publié un roman d'un auteur répondant au nom de Ma Jian, Maître du couloir de la langue ou rien, « diffamant et insultant le peuple tibétain », « une œuvre dégoûtante, de bas étage et sensationnelle déformant l'image des Tibétains » et misant à l'unité de la nation chinoise... la revue a été retirée des kiosques.

M. Liu est un protégé de l'actuel ministre de la culture, M. Wang Meng, qu'il a remplacé à la tête de l'Union des écrivains littéraires du peuple il y a seulement quelques mois. M. Wang, dont le départ est évoqué depuis le durcissement de ces dernières semaines, passe pour un libéral. Il est même possible que M. Liu n'ait fait que publier une œuvre déjà sélectionnée par M. Wang. M. Liu, pour sa part, s'est fait connaître par un roman sur

la vie quotidienne des Pékinois, la Tour du tambour, présenté à la télévision, puis par deux nouvelles sur les incidents xénophobes du stade des ouvriers à Pékin de mai 1985 et sur les difficultés des transports en commun dans la capitale.

La Commission des nationalités a organisé un forum pour le critiquer. Il a été publiquement dénoncé par son adjoint. Le Quotidien du peuple écrit qu'il faut étudier les prescriptions de M. Deng Xiaoping pour éviter que ne se reproduisent ces « violations de la politique du parti et de l'Etat sur les nationalités, la religion, la littérature et l'art ». Cette leçon doit s'appliquer également à toutes les maisons d'édition, les théâtres, les studios de film, la rédaction des publications afin qu'ils s'assurent de la « pureté politique des œuvres littéraires selon les principes de servir le peuple et le socialisme, laisser aux fleurs s'épanouir. Ils doivent suivre fermement les instructions de M. Deng, considérer sérieusement l'effet social de leurs œuvres afin de fournir au peuple la meilleure nourriture pour l'esprit ». Mais pour le moment, contrairement à ce qu'il s'est passé pendant la révolution culturelle, peu de gens ont été enclenchés de parti ou arrêtés.

PATRICE DE BEER.

PHILIPPINES

Sept ministres candidats aux élections sénatoriales vont être remplacés

Manille. - Le président Cory Aquino a choisi, vendredi, sept membres de son cabinet pour figurer parmi ses vingt-cinq candidats aux prochaines élections sénatoriales, rendant ainsi inévitable un large remaniement gouvernemental dans les prochaines semaines.

Les sept membres du cabinet qui devront renoncer à leurs fonctions pour se présenter aux élections, prévues le 11 mai en vertu de la nouvelle Constitution, sont les ministres de la justice, M. Neptali Gonzales, de la réforme agraire, M. Heherson Alvarez, du budget, M. Alberto Romulo, et de l'administration, M. Victor Ziga. MM. Jovito Salonga, président de la commission pour l'amélioration du fonctionnement du gouvernement, René Saguisag et Aquilino Fimentel, conseillers présidentiels, tous trois membres du cabinet, figurent également sur la liste.

En cas d'élection, M. Fimentel devra être remplacé à la tête de la délégation gouvernementale conduisant les négociations avec les autonomistes musulmans. Deux anciens ministres, remplacés lors d'un premier remaniement en décembre der-

nier, MM. Augusto Sanchez (travail) et Ernesto Maceda (ressources naturelles), font également partie des candidats de M. Aquino, ainsi que les secrétaires d'Etat aux affaires étrangères, dont l'un est la sœur du chef d'état-major général.

Embassade menétrière

D'autre part, dix-neuf personnes au moins ont été tuées jeudi et vendredi au cours d'une embassade tendue par des guérilleros de la Nouvelle armée du peuple (NAP, communiste) dans la province d'Isabela (nord du pays). Au moins sept soldats gouvernementaux et douze membres de la NAP ont été tués au cours de l'embassade et des combats qui ont suivi.

Enfin, une grenade lancée, vendredi soir, dans une salle où s'étaient réunis cinq mille personnes, a fait neuf tués et cinquante-six blessés - pour la plupart, des femmes et des enfants - à Morgostubing, ville de l'île méridionale de Mindanao. (AFP, Reuters.)

Europe

GRANDE-BRETAGNE

Émeutes dans une ville du centre après la mort d'un jeune Noir

Wolverhampton. - Des échauffourées ont opposé des groupes de jeunes aux forces de l'ordre à Wolverhampton dans le centre de l'Angleterre, vendredi 20 février, après la mort d'un jeune Noir lors que la police essayait d'arrêter. Les vitrines des magasins du centre-ville ont été brisées et deux policiers ont été blessés au cours des incidents. Dix personnes ont été arrêtées.

Clinton Davis, vingt-trois ans, est mort pendant une lutte violente avec des policiers qui voulaient l'arrêter dans une boutique de vêtements pour utilisation d'une carte de crédit volée. Avant même que le corps ait été emmené de la boutique, un policier a été assailli dans la rue, et l'agitation s'est rapidement propagée dans la ville. La police a estimé le nombre des émeutiers à une centaine.

En 1985, de violentes émeutes avaient éclaté à Brixton, quartier à majorité noire du sud de Londres, après qu'une mère de famille noire eut été grièvement blessée par la police pendant une perquisition. Les incidents avaient duré deux jours et fait cinquante blessés.

En septembre 1986, des émeutes similaires avaient fait quarante blessés à Bristol, à la suite d'une rafle de la police dans les milieux de la drogue, du jeu et de la prostitution. (AFP, Reuters.)

Visas français... et américains

La décision du gouvernement français d'instaurer des visas obligatoires pour tous les étrangers, à l'exception des ressortissants de la CEE de la Suisse et du Lichtenstein, prise le 15 septembre dernier pour une période de six mois, va être maintenue.

Un communiqué de l'hôtel Matignon, publié vendredi 20 février, estime que « la situation [rend] nécessaire de maintenir jusqu'à nouvel ordre les dispositions mises en œuvre en matière de visas ». Ces visas, délivrés par les consulats français, sont payants et accordés pour une durée de trois mois seulement, ce qui oblige les personnes désirant de prolonger leurs séjours à refaire de nouvelles demandes en payant à chaque fois le prix du visa.

L'ambassade des Etats-Unis en France a indiqué, d'autre part, que Washington appliquera, à partir du 1^{er} avril, une stricte réproché quant au coût et à la durée des visas pour les Français désirant de se rendre aux Etats-Unis.

Les visas américains ne seront donc plus délivrés que pour une durée initiale de trois mois, pour une centaine de francs, jusqu'à ce que la pratique du visa d'entrée en France soit annulée.

سكزا من الامم

هكذا من الاعمال

Amériques

L'« Irangate » et le pouvoir présidentiel

Washington guetté par la paralysie

(Suite de la première page.)

Chacun des deux partis, en un mot, hésite sur son identité et a besoin de temps pour trouver son équilibre. Aucun des deux, de surcroît, ne pourrait souhaiter que le vice-président George Bush, au demeurant éblouissant lui aussi — ait à prendre la relève puisque les républicains seraient alors obligés de se rallier à lui en 1988 et que les démocrates seraient privés de deux années d'agonie républicaine.

A tous points de vue, l'intérêt de tous est que l'actuel mandat présidentiel dure jusqu'à son terme normal et, à moins que la santé de M. Reagan ne vienne à brutalement faiblir ou qu'il ne soit prouvé demain qu'il a délibérément et personnellement ordonné quelque chose d'illégal, il n'est pas parti pour être un deuxième Nixon. Il est bien en place, mais avec la perspective de devoir vivre, en attendant que la campagne présidentielle ne batte son plein des septembrés prochains, avec le développement des enquêtes de la presse, d'un procureur spécial, de la Chambre des représentants, du Sénat et de cette commission dite « Tower » (du nom de son président, l'ancien sénateur républicain John Tower) qui a mis la main, il y a une dizaine de jours, sur deux semaines de correspondance par messagerie électronique entre les principaux membres du Conseil national de sécurité.

Les pièges de l'informatic

Cette découverte est explosive car les messages retrouvés ont été enregistrés au milieu du mois de novembre — à un moment où le conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale, l'amiral Poindexter, son prédécesseur immédiat, M. McFarlane, ainsi que le lieutenant-colonel Oliver North (qui a été leur collaborateur à l'un et à l'autre) tentaient d'établir une version des faits qui mette M. Reagan à l'abri de toute accusation d'illégalité.

Les uns et les autres correspondaient sur ce système d'ordinateurs en totale confiance car ils étaient fondés à croire que ces échanges étaient plus sûrs que le téléphone et seraient régulièrement détruits. Ils auraient en effet dû l'être, routinièrement, de quinzaine en quinzaine, si un haut responsable de la Maison Blanche ne s'était alors avisé qu'une enquête était ouverte, un feu vert à cette destruction de preuve pourrait être considéré comme une complicité d'obstruction à la justice et qu'il importait donc de l'empêcher.

Un de ces dialogues d'autant plus franc qu'il n'aurait jamais dû être entendu sera donc largement diffusé dans quelques jours, un peu comme l'avaient été, à l'époque du Watergate, les enregistrements masqués des conversations de M. Nixon dans le bureau Ovale. L'histoire se répète et se caricature, mais ce n'est

plus le vocabulaire ordurier et cynique de M. Richard Nixon qui sera donné à entendre mais le détachement d'un président qui s'en tient à quelques idées générales mais qui n'est aucunement soucieux de savoir comment elles sont mises en pratique.

Que M. Reagan ait réellement ou qu'il s'engageait dans l'illégalité ou qu'il l'ait seulement laissé se développer à partir de lignes directrices n'a pas au bout du compte qu'une importance relative. Un fait va s'imposer : il aura présidé, par passion idéologique, à la transformation d'un simple organisme de coordination de la politique étrangère américaine — le Conseil national de sécurité — en un instrument de politique étrangère parallèle, permettant d'échapper au contrôle du Congrès, de circonvenir l'influence modératrice du département d'Etat et de promouvoir, à l'abri de toute réflexion, une politique d'opposition armée au terrorisme et au renforcement de mouvements ou de gouvernements soutenus, dans le tiers-monde, par l'Union soviétique.

« Révélation »

Vendredi, passant de la une d'un quotidien à l'autre, on avait ainsi l'impression que la presse américaine ne publiait plus que de mauvais romans d'espionnage. On pouvait lire, dans le *Washington Post*, qu'il avait fallu, durant l'été 1985, les énergies conjuguées de M. Shultz, du Pentagone et de l'ambassadeur américain au Caire pour dissuader les « *clings de la Maison Blanche* » (expression du département d'Etat) de travailler à une invasion américano-égyptienne de la Libye.

Le *Wall Street Journal* indiquait, lui, que malgré l'opposition du directeur du FBI mais avec, cette fois-ci, l'aval de M. Shultz, M. Reagan avait autorisé, l'an dernier, le CIA à enlever à l'étranger des personnes terrorisées pour les faire juger aux Etats-Unis.

Le *Washington Post*, encore, racontait comment le lieutenant-colonel North avait pris sur lui de fournir personnellement aux Iraniens des informations secrètes classées « *NOFORN* », c'est-à-dire dont aucun étranger n'était censé connaître l'existence.

La maison des quotidiens est plus ou moins riche suivant les jours, certaines « *révélation* » n'en étant pas ou ne révélant rien d'obligatoirement contestable, mais dans ce déballage de révélation présidentielle, c'est tout le régime qui est enterré à travers sa fascination pour la manière forte et les raisonnements simples. Symboliquement, la Maison Blanche vient d'ailleurs de céder aux pressions des personnalités les plus modérées de l'opposition armée à l'égard du régime iranien en acceptant de parer à un remaniement à la tête de la gendarmerie qui écarte ses diri-

geants les plus à droite et les plus hostiles à un compromis politique avec le gouvernement de Managous.

Favorablement accueilli par le Congrès, ce mouvement ne garantit pas, loin de là, que les parlementaires renouvelleront l'aide militaire américaine aux « *contras* », mais on entre par là dans une ère nouvelle, celle de l'après-Reagan, d'un centrisme qui se cherche — à 1000 lieues de la rhétorique de l'antologisme nationale dont le triomphe a déjà été bien mis à mal par la montée de la morosité économique.

Autre symbole de l'évolution : le seul vrai lapin que M. Reagan pourrait sortir de son chapeau pour faire applaudir un « *dernier acte* » serait la signature d'un accord de réduction des armements avec l'Union soviétique. L'hypothèse est plausible, puisque M. Gorbatchev ne demande que cela et que M. Shultz travaille activement. Outre que le temps commence sérieusement à manquer et que M. Weinberger ne veut pas d'accord, M. Reagan devrait cependant, pour en arriver là, faire de grandes concessions sur son initiative de défense stratégique — c'est-à-dire se renier lui-même.

On n'en est pas encore là, et, en attendant, on commençait à se dire, à la veille du week-end, que ce ne serait pas seulement par ignorance que le président avait donné tant de fausses explications sur les tractations avec l'Union soviétique de sa dernière conférence de presse, il y a trois mois. Si cela se confirmait, la situation se dégraderait encore car le mensonge politique constitue, aux Etats-Unis, un crime beaucoup plus grave que la méconnaissance des choses.

Bref, rien ne va plus et la Maison Blanche, pour ne rien arranger, est en plein remue-ménage. Cédant apparemment, au bout de trois mois, aux pressions de sa femme et de ses vieux amis californiens qui veulent donner un coup de balai général, M. Reagan a marqué, mercredi dernier, qu'il n'est maintenant plus assuré d'obtenir l'appui de son secrétaire général à la présidence.

Son maintien à ce poste dépend de la « *taille* » de la dette pour dire qu'il ne pourrait son départ sans chagrin excessif. D'autres auraient obtenu, mais « *Don* » Reagan a, lui, aussitôt rétorqué que c'était au seul président que la décision revenait. On en est ainsi au stade qu'on ne peut plus dire que c'est la parole au secrétaire général de la Maison Blanche, qui lui a, pour sa part, rattaché au nez la semaine dernière et ne trouve plus de candidats pour remplacer les collaborateurs de la présidence qui le quittent comme des rats le navire.

La paralysie s'installe — au moment où M. Gorbatchev s'est lancé dans sa « *reconstruction* » de l'Union soviétique.

BERNARD GUETTA.

PÉROU

Une voiture piégée explose pendant la fête du parti au pouvoir

LIMA de notre correspondante

Une voiture piégée a volé en éclats à quelque 300 mètres de l'estrade où étaient rassemblés, vendredi 20 février, le président Alan García, les membres de l'APRA, le parti au pouvoir, et les délégués de la COPPAL (Conférence permanente des partis politiques de l'Amérique latine), qui célébraient la fête apostrophe de la fraternité. Quatre personnes ont été grièvement blessées.

Peu après, la foule s'est mise à scander les vieux slogans apaisés. Dans la tribune, les dirigeants de l'APRA, les délégués de la COPPAL, et particulièrement le ministre

de l'intérieur du Nicaragua, Tomas Borge, agitaient des mouchoirs blancs.

Le président Alan García ne s'est guère attardé sur l'attentat. Il n'y a fait qu'une courte allusion : « *En cette nuit de commémoration, nos adversaires ont voulu se joindre à nous pour fêter l'anniversaire d'Elvira de la Torre, mais ils savent bien que nous sommes ici présents pour prouver que l'APRA ne mourra jamais, parce qu'il s'agit d'une fête du peuple ; et si du sang a été versé, nous sommes là pour donner le nôtre.* »

Une bombe avait déjà explosé le matin devant l'université dirigée par l'APRA, très près de l'endroit où se tient la conférence de la COPPAL. Un autre grave attentat avait également eu lieu mercredi matin sur la base militaire de l'aviation de Las Palmas, où l'explosion a provoqué la mort d'un soldat et blessé plusieurs autres.

Le même jour, les guérilleros du mouvement Tupac Katari ont pris d'assaut une douzaine de radios pour diffuser un communiqué dénonçant le régime apaisé d'une part, et les guérilleros du Parti communiste Sentier lumineux de l'autre, car « *ils sont le prétexte d'une croissance militarisation du pays.* »

NICOLE BONNET.

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES



Equipe expérimentée - Services - Magasin
25 années d'expérience
E.M. Leroy, fabricant - 200 av. de la République
75014 Paris 14e

● CANADA : nouvelle démission au sein du gouvernement. — M. Mulroney, premier ministre canadien, a accepté, jeudi 19 février, la démission de M. Roch LaSalle, ministre d'Etat. Seul député conservateur québécois de 1980 à 1984 sous le règne du libéral Pierre Trudeau, M. LaSalle avait vu récemment son intégrité mise en cause. Sa démission, la septième d'un ministre de M. Mulroney en quelques mois, intervient à un moment où son gouvernement atteint un record d'impopularité. — (AFP.)

M. Mario Cuomo se retire de la course à l'investiture pour l'élection présidentielle

Le gouverneur de l'Etat de New-York, M. Mario Cuomo, a annoncé jeudi 19 février qu'il ne serait pas candidat à l'investiture démocrate pour la présidentielle de 1988. La classe politique américaine s'interrogeait vendredi sur les raisons et les conséquences de cette décision.

Brillamment réélu gouverneur en novembre 1986 (avec 66 % des suffrages), M. Cuomo avait multiplié depuis peu les voyages hors de son fief de New-York. Mais son image de libéral du Nord-Est n'aurait sans doute pas été si bien acceptée dans le Sud conservateur, notamment l'accueil qui lui avait été récemment réservé en Californie, d'autre part, avait été un peu froid.

M. Cuomo n'a pas vraiment expliqué les raisons de son retrait de la compétition, se contentant de souligner que sa décision « *était la meilleure pour [son] Etat, [sa] famille et [son] parti.* » Cependant, le gouverneur de New-York n'a pas exclu de mener campagne pour d'autres candidats.

L'échiquier démocrate est donc désormais quelque peu bouleversé. M. Gary Hart, candidat malheureux à l'investiture en 1984, est toujours le grand favori, mais les « *petits candidats* » espèrent tirer profit de cette nouvelle donne. Ainsi M. Dukakis, gouverneur du Massachusetts, serait susceptible de remplacer M. Cuomo comme représentant de l'aile gauche du parti et d'obtenir le précieux soutien des syndicats. — (AFP, Reuters.)

Proche-Orient

La guerre du Golfe

L'URSS et l'Irak se prononcent pour un « arrêt immédiat » des hostilités

L'URSS et l'Irak se sont prononcés vendredi 20 février pour un « *arrêt immédiat des hostilités* » dans les plus brefs délais des combats dans la guerre du Golfe et l'ouverture de négociations avec l'Iran. Recevant à Moscou le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, le chef de l'Etat soviétique, M. Andreï Gromyko, a estimé qu'il ne fallait pas « *chercher les voies vers un règlement des différends entre l'Irak et l'Iran sur les champs de bataille, mais autour d'une table de négociations.* » Le chef du gouvernement soviétique, M. Mikhaïl Rykov, qui a également reçu M. Aziz, a répété que l'URSS se « *prononçait fermement en faveur d'un arrêt immédiat du conflit.* » Arrivé jeudi en URSS pour une « *brève visite* », M. Aziz a affirmé que son pays est prêt à « *contribuer à un arrêt immédiat de la guerre entre l'Irak et l'Iran.* » La veille, dans le camp de l'Iran, de sa direction politique, a-t-il dit, ajoutant que les Irakiens sont « *prêts à s'associer immédiatement à la table des négociations si les Iraniens manifestent la même attitude.* »

A Vienne, l'Iran a annoncé vendredi devant le conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) que des matières nucléaires se trouvaient depuis lundi dans la centrale iranienne de Bouché et que « *toute attaque militaire sur cette centrale pourrait provoquer une émission radioactive qui aurait des effets au-delà des frontières.* » La centrale de Bouché a fait l'objet de quatre attaques aériennes irakiennes ces trois dernières années. Pour sa part, le délégué irakien a déclaré, toujours devant le conseil des gouverneurs, que l'Irak a toujours affirmé son adhésion à son engagement de ne pas attaquer d'installations nucléaires pacifiques, en particulier

celles soumises aux garanties de l'Agence atomique. Les matières nucléaires que l'Irak a déclaré avoir placées à Bouché sont soumises au système de garantie de l'Agence, car l'Irak a signé le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

A Bonn, l'ambassadeur iranien en RFA, M. Mohamed Djavar Selari, a annoncé vendredi que Téhéran attendait des « *excuses formelles* »

de Bonn pour l'émission satirique de la télévision ouest-allemande qui a ridiculisé l'imam Khomeiny. Le porte-parole du gouvernement ouest-allemand a rappelé que la RFA avait exprimé ses regrets pour cette affaire, mais qu'il ne pouvait s'excuser pour une émission dont il n'est pas responsable. La télévision n'étant pas, en RFA, une télévision d'Etat. — (AFP.)

Un Turc et un Allemand enlevés dans le Kurdistan irakien

Téhéran. — Deux ingénieurs, un Allemand de l'Ouest et un Turc, ont été enlevés il y a cinq jours dans le Kurdistan irakien par l'Union patriotique kurde.

L'UPK, dirigée par Jalal Talebani, a déclaré que les deux hommes étaient en bonne santé, sans préciser ni le lieu ni les circonstances de leur enlèvement.

Selon l'UPK, l'ingénieur turc serait M. Atalay Hukun, quarante et un ans, originaire d'Istanbul. Il travaillait pour la compagnie turque Enka, spécialisée dans les travaux publics. L'ingénieur allemand, qui s'appellerait Manfred Burn, est âgé de trente et un ans.

L'UPK exige de la Turquie la libération de deux cents prisonniers politiques kurdes et turcs avant de libérer l'ingénieur turc. De l'Allemagne fédérale le mouvement exige qu'un diplomate ouest-allemand en poste à Téhéran ou à Bagdad se rende dans « *les zones libérées du Kurdistan* » irakien, avant de relâcher l'ingénieur allemand. Dans l'un et l'autre cas, aucun délai n'est fixé par l'UPK.

L'Union patriotique kurde, soutenue par l'Iran, agit essentiellement dans une région située entre Arbil et Soleymanieh. — (AFP.)

Un tournant dans le conflit libanais

(Suite de la première page.)

La Syrie se présente, en tout cas, de façon musclée. Mais va-t-elle changer la nature du rôle qu'elle s'était attribué l'été dernier, lorsqu'elle avait déployé une troupe symbolique — moins de mille hommes dont à peine trois cents combattants — qui avait, d'ailleurs, octroyé deux à trois mois de tranquillité à la population de Beyrouth-Ouest ?

Le volume des troupes qui seront déployées et la nature des armes dont elles seront dotées constitueront une indication des intentions syriennes. Il est question de quatre mille hommes et de blindés.

En continuant, samedi matin, une bataille condamnée à l'échec.

LUCIEN GEORGE.

Le retour progressif des forces de Damas

Beyrouth. — Les forces syriennes, dont des responsables politiques musulmans libanais ont demandé vendredi 20 février l'aide au président Hafez el-Assad pour ramener l'ordre à Beyrouth-Ouest, avaient dû quitter le secteur à majorité musulmane de la capitale libanaise à la suite de l'invasion israélienne de l'été 1982.

Elles ont timidement entamé leur retour le 17 juin 1985 à la suite d'un accord signé à Damas pour mettre fin à la « *guerre des camps* » de Beyrouth entre le Mouvement chrétien Amal et les organisations palestiniennes. Deux officiers syriens étaient alors venus dans la capitale libanaise pour siéger à la commission chargée de la pacification des camps palestiniens.

Le 14 juillet de la même année, trente observateurs syriens étaient chargés de faire appliquer un plan de sécurité de Beyrouth-Ouest, à la suite d'une réunion qui avait regroupé cinq jours plus tôt à Damas les principaux dirigeants politiques et religieux musulmans libanais.

Un an après, le 2 juillet 1986, quatre-vingts observateurs militaires syriens arrivaient à Beyrouth-Ouest, suivis, trois jours plus tard, de deux cents soldats d'élite des Forces spéciales de l'armée syrienne.

Ce samedi, trois mille soldats syriens doivent prendre le contrôle du secteur musulman de la capitale libanaise. — (AFP.)

son chargée de la pacification des camps palestiniens.

Le 14 juillet de la même année, trente observateurs syriens étaient chargés de faire appliquer un plan de sécurité de Beyrouth-Ouest, à la suite d'une réunion qui avait regroupé cinq jours plus tôt à Damas les principaux dirigeants politiques et religieux musulmans libanais.

Un an après, le 2 juillet 1986, quatre-vingts observateurs militaires syriens arrivaient à Beyrouth-Ouest, suivis, trois jours plus tard, de deux cents soldats d'élite des Forces spéciales de l'armée syrienne.

Ce samedi, trois mille soldats syriens doivent prendre le contrôle du secteur musulman de la capitale libanaise. — (AFP.)

EN BREF

● Trois députés britanniques ne peuvent se rendre en URSS. — Trois députés britanniques qui entendaient se rendre à Moscou pour rencontrer des dissidents juifs soviétiques se sont vu refuser leurs visas, a-t-on appris vendredi 20 février de sources informées. L'un des parlementaires, M. Greville Janner, a déploré ce qu'il a appelé « *le genre de décision stupide qui convertit des amis en ennemis.* » Le ministre adjoint au Foreign Office, M. Timothy Renton, a exprimé la « *déception* » des trois députés dans un message transmis à l'ambassade soviétique à Londres, à ajouté M. Janner. — (AFP.)

● ALBANIE : réélection de M. Alla. — Le Conseil populaire albanais issu des élections du 1^{er} février a réélu à l'unanimité, jeudi 19 février au cours de sa session constituante, M. Ramiz Alla, secrétaire général du PC, à la présidence du pays, a annoncé vendredi l'agence de presse ANA reçue à Vienne. M. Alla avait succédé à ce poste à M. Haxhi Lleshi en janvier 1982 et était devenu, à la suite de la mort de M. Enver Hoxha, chef du PC albanais en avril 1986.

M. Adil Canani a été réélu premier ministre sur la proposition de M. Alla. Les trois adjoints de M. Alla au président, M. Riza Marko, M. Xhafer Spahiu et M^{me} Enne Guri, garderont également leurs fonctions. — (AFP.)

mode plus

“Parce que votre façon de vous habiller parle pour vous.”

Vous travaillez, et vous aimez la mode. Vous êtes consciente du rôle et de l'impact qu'ont vos vêtements sur vos interlocuteurs. Comment aujourd'hui adapter votre garde-robe à vos fonctions et ceci dans un cadre qui vous donne le confort et l'assurance ? Comment lui donner ce “plus” qui sera l'atout de votre carrière ?

Mode Plus, le nouveau service des Galeries Lafayette et Jacqueline Murray, directrice de Mode Plus, organise autour d'un petit déjeuner ou d'un dîner plusieurs séminaires sur le thème “le langage du vêtement” :

- le samedi 28 février à 10 h,
- le samedi 7 mars à 10 h,
- le mercredi 11 mars à 17 h,
- le jeudi 12 mars à 17 h,
- le samedi 14 mars à 10 h.

Pour réserver votre place, téléphoner au 48.74.50.13. (Frais de participation 50 F.)

GALERIES LAFAYETTE

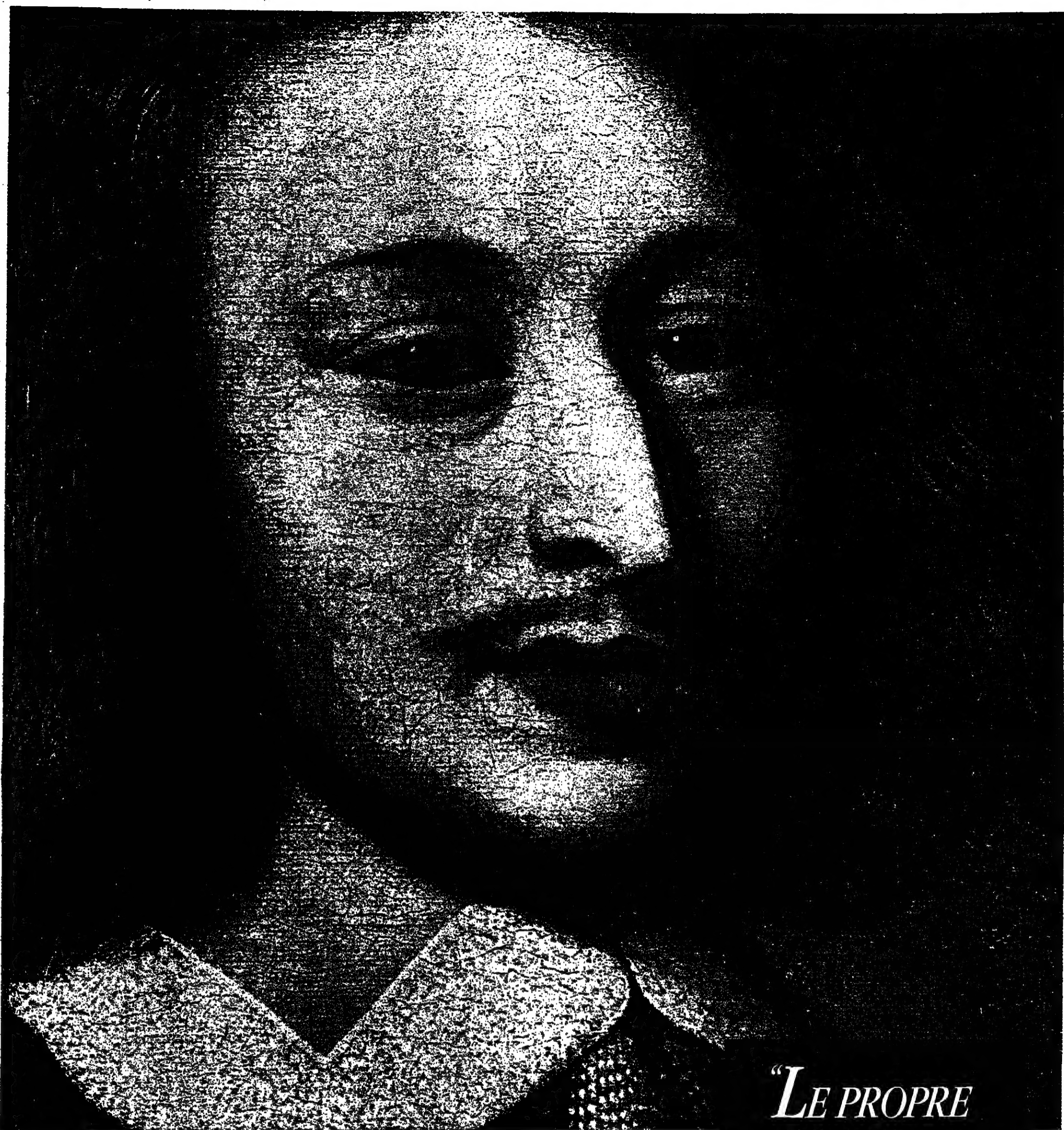
Hausmann

guerre du Golfe
l'Irak se prononce
immédiat - des hostilités

Un Turc et un Allemand
dans le Kurdistan irakien

Le tournant dans le conflit

plus



Philippe Larin pour MEF

Voici que, soudain, on découvre que la citation de l'un des plus grands penseurs français est aussi l'un des principes essentiels d'une grande marque automobile.

En effet, Mercedes-Benz constitue le plus bel exemple d'équilibre entre puissance et protection.

De toute sa puissance, Mercedes-Benz reste à l'écoute de l'individu, de ses aspirations et de ses craintes, et lui offre sans cesse plus de plaisir en même temps que plus de sécurité.

Depuis cent ans, l'histoire de l'automobile ne se fait pas sans Mercedes-Benz. Ses contributions sont toujours essentielles, ses découvertes toujours déterminantes.

Avec l'absence de compromis et la générosité qui caractérisent les vrais chercheurs, Mercedes-Benz œuvre surtout pour l'homme. Préserve sa vie. Assure sa sécurité. Améliore son confort.

ABS, ASD, ASR, 4Matic: Mercedes-Benz invente des réflexes qui vont plus vite que les réflexes humains. Rétracteur de ceinture, air bag: Mercedes-Benz optimise la sécurité par l'électronique. Véhicules industriels: l'EPS, commande électropneumatique de boîte, améliore confort et sécurité des chauffeurs.

Aujourd'hui comme hier, Mercedes-Benz construit l'avenir automobile. Un avenir où conduire comporte toujours moins de risques. Et toujours plus de plaisirs.

*"LE PROPRE
DE LA
PUISSANCE
EST DE
PROTÉGER."*

Pascal



MERCEDES-BENZ

هكذا من الاميل

سكزا من الاميل

Politique

Le différend sur la Nouvelle-Calédonie devient polémique

M. Toubon accuse M. Mitterrand de « favoriser l'extrémisme »

La controverse sur la situation en Nouvelle-Calédonie, que MM. François Mitterrand et Jacques Chirac paraissent vouloir gérer en douceur, a pris un tour polémique extrême vendredi après-midi 20 février par M. Jacques Toubon à l'égard du président de la République.

Au moment même où M. Chirac s'appuie, pour sa part, à faire une « pause » de trois jours pour « prendre un peu de sommeil » — selon l'expression de son entourage — au solilo du Maroc, le secrétaire général du RPR prononçait un véritable réquisitoire contre M. Mitterrand en s'employant à réfuter point par point, devant la presse, les arguments résumés mercredi par le chef de l'Etat pour exprimer son « désaccord » sur la politique conduite en Nouvelle-Calédonie depuis le 16 mars.

Selon M. Toubon, le président de la République est un faux démocrate : « Il favorise, dit-il, comme avant mars 1986, la loi de la minorité et de la force par rapport à la loi démocratique, constitutionnelle, et notamment celle qui met en œuvre le principe sacré du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Et, plus encore, un fauteur de trouble : « Ce que je reproche directement au président de la République, ajoute M. Toubon, ce n'est pas du tout d'être en désaccord avec nous — le contraire eût été étonnant — mais c'est que ses positions vont à l'encontre de l'apaisement, favorisent l'extrémisme et le jusqu'aboutisme, et ne peuvent qu'entraver les efforts du gouvernement pour que la Calédonie reste une terre française de liberté et de progrès ».

Cet argument avait déjà été employé par le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, à la veille du conseil des ministres. Il vise à rejeter à l'arrière l'attitude présidentielle la responsabilité des violences qui risqueraient de se produire à nouveau dans le territoire à l'initiative des indépendantistes, avant le référendum d'autodétermination prévu l'été prochain. Implicitement accusé par M. Mitterrand de mettre de l'huile sur le feu canaque, le RPR renvoie l'accusation à M. Mitterrand.

Par le hasard des circonstances, le président de la République avait décidé, de son côté, de même vendredi après-midi, de participer, au siège de la Ligue des droits de l'homme, à une cérémonie commémorant la fondation, il y a quatre-vingt-neuf ans, en pleine affaire Dreyfus, de cette organisation

A la Réunion

Les élections cantonales de Sainte-Suzanne sont annulées

SAINT-DENIS de notre correspondant

Le Conseil d'Etat a annulé, vendredi 20 février, un jugement du tribunal administratif de Saint-Denis proclamant l'élection de M. Jacques de Châteauneuf (div. d.), dans le canton de Sainte-Suzanne, le 17 mars 1985, contre M. Lucien Langenier (maire, conseiller sortant du Parti communiste réunionnais).

M. de Châteauneuf, devenu depuis porte-parole de l'Union départementaliste RPR-UDF au conseil régional, avait enlevé la victoire avec quatre-vingt-deux voix d'avance sur M. Langenier à l'issue d'un dépouillement. Le soir du scrutin, le président du bureau centralisateur de la commune avait refusé de proclamer les résultats, qui le furent le lendemain devant le tribunal administratif de Saint-Denis. Le candidat communiste fit notamment valoir la présence dans l'urne d'une centaine de bulletins portant des « signes de reconnaissance », en l'occurrence le « d » et le « e » de la particule de M. de Châteauneuf étaient reliés par un trait.

Dans ses considérations, le Conseil d'Etat estime que « les résultats définitifs du scrutin ne peuvent être établis avec certitude et, en l'absence de l'écrit de quatre-vingt-deux voix séparant les deux candidats à la suite des opérations de dépouillement effectuées par le tribunal administratif de Saint-Denis, aucun candidat ne pouvait être proclamé élu ».

De nouvelles élections cantonales partielles se tiendront donc dans le canton de Sainte-Suzanne prochainement. Après sa défaite de 1985 dans cette commune, le PCR a refait une partie de son retard puis, aux dernières législatives, la liste conduite par M. Paul Vergès, député apparenté PC, a recueilli plus de la moitié des suffrages exprimés, loin devant celle de l'union RPR-UDF, conduite par M. Michel Debré (37,12 %).

A. D.

humanitaire, qui prend une part active à la défense des droits de la communauté canaque. Dans sa réponse à l'allocution du président de la Ligue, M. Yves Jost, qui avait stigmatisé à la fois « l'injustice projet de réforme du code de la nationalité » et « l'attitude gouvernementale sur le problème calédonien », M. Mitterrand a insisté sur la « charge symbolique » de sa présence en ces lieux, afin que nul ne se trompe sur la portée de ce qu'il allait dire ensuite. Et ce qu'il a dit ensuite faisait singulièrement écho aux commémorations du RPR : « L'injustice, c'est l'injustice, qu'elle soit de type économique, social ou colonial. Les grands principes servent parfois d'alibi à ceux qui les désertent. Lorsque certains me disent qu'ils se battent pour que la Nouvelle-Calédonie demeure française, je les interroge : combien de médecins canaques, combien de sous-préfets canaques, combien de chefs d'entreprise canaques ? On habille de grands mots la défense d'intérêts particuliers ».

Inquiétudes

Conversant ainsi avec des délégués de la Ligue des droits de l'homme revenant de Nouvelle-Calédonie, le chef de l'Etat a conclu : « Je suis méfiant sans le vouloir à l'égard de polémiques pour vouloir en créer d'autres, mais j'agis selon mes convictions et selon le sentiment que j'ai de mon rôle. Je cherche à dire des choses raisonnables mais à les dire. Je respecte le gouvernement mais plus encore les grands principes ».

La tonalité de cette polémique confirme que le « cactus » calédonien n'a pas fini de provoquer des démangeaisons politiques dans le fonctionnement cohabitationniste tant Mitterrand-Chirac. D'autant que les parlementaires socialistes ont évidemment embobiné le pas au chef de l'Etat : le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, a indiqué à son tour, vendredi, que la perspective d'une saisine du Conseil constitutionnel « sera très sérieusement étudiée ».

Par ses amis, les changements en cours en Nouvelle-Calédonie paraissent contraindre au principe fondamental d'égalité des citoyens inscrit dans la Constitution.

Comme aux plus sombres jours de l'hiver 1984-1985, alors que la Nouvelle-Calédonie subissait une situation insurrectionnelle de la part des Canaques des régions de brousse, le dossier calédonien va donc peser lourdement sur les autres débats de politique intérieure au cours des prochains semaines, et cette perspective inquiète certains membres du gouvernement.

Outre les partisans de M. Raymond Barre, qui prennent ostensiblement leurs distances vis-à-vis des orientations du RPR, certaines voix se sont déjà élevées, parmi les proches du premier ministre, pour mettre en doute l'opportunité d'organiser une consultation référendaire dans des conditions aussi aléatoires que celles qui prévalent aujourd'hui. Le ministre de l'Economie et des Finances, M. Edouard Balladur lui-même, se serait inquiété des risques de dérapage et de leurs effets éventuels sur le climat « hexagonal ». Quant à ceux des experts chiraquiens qui se préoccupent surtout de la préparation de la compétition présidentielle, ils craignent aussi les lendemains d'un référendum boycotté par la majeure partie des Canaques, et dont le résultat ne résoudrait rien.

A tel point que dans certains cabinets ministériels autres que celui de la rue Oudinot, où travaille M. Pons — dont l'alignement sur les thèses de M. Jacques Laflotte, député RPR, homme fort du territoire, est évidemment commenté — on s'embarrasse allègrement sur des issues de rechange au cas où la voie suivie actuellement par le ministre des DOM-TOM s'aboutirait pas à succès escompté. On repart de partition éventuelle du territoire et même d'un retour à un régime d'administration directe, dans l'hypothèse où toutes les tentatives de conciliation se révéleraient vaines.

Considérés dans ce contexte, l'agressivité manifestée par M. Toubon à l'encontre de M. Mitterrand est peut-être aussi le signe de ces inquiétudes.

ALAIN ROLLAT.

En visite dans les Bouches-du-Rhône

M. Barre prêche « l'union des Français de bonne volonté »

Après son passage à l'Heure de vérité d'Antenne 2, le 7 janvier, et son discours « présidentiel » de Bordeaux, à la fin du même mois, M. Raymond Barre avait donné l'impression d'un retour de plein-pied dans la vie politique nationale. En visite les jadis 19 et vendredi 20 février dans le département des Bouches-du-Rhône, l'ancien premier ministre a renoué pourtant avec la règle de discrétion qu'il s'était imposée au lendemain du 16 mars. Un déplacement qui sera été presque de boot en bout off the record sans micro et sans caméra, jusqu'à l'intervention publique qui en a marqué le terme, à Marseille, devant un millier de sympathisants.

MARSEILLE

De notre correspondant régional

D'un débat très ouvert avec les étudiants de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence à une visite d'entreprise et à des rencontres avec les élus locaux et les professionnels, l'ancien premier ministre a pendant ces deux journées multiplié les contacts « pour se rendre compte sur place des manifestations et des contenus du changement ». L'intérêt de ces contacts ? « Le dialogue, qui est la caractéristique du monde moderne » et que M. Barre joue pleinement « en s'efforçant d'endocliner le malin possible ».

L'ancien premier ministre a donc « écouté ce qu'on lui a dit et répondu aux questions qu'on lui a posées ». A ses interlocuteurs, M. Barre a rappelé « certaines notions de base ». Notamment à propos de l'emploi, « lié à l'activité individuelle », et de la situation des jeunes, « qu'il faut aider à retrouver un peu de chaleur humaine ».

A la mairie de Salon-de-Provence, où le maire (CDS), M. Jean-François, arrivait « en ami », M. Barre a évoqué aussi « les tortues qui croquent lentement mais qui vont toujours et elles veulent aller ». Après avoir été accueilli à huis clos par l'État-major au grand complet de la chambre de commerce de Marseille et tenu une réunion de travail avec les clubs baristes régionaux, l'ancien premier ministre a présidé un banquet républicain, au cours duquel il a abordé la préparation de l'élection présidentielle. « Nous sommes aujourd'hui au milieu du gué, a-t-il déclaré, il nous faut faire en sorte que la bataille gagnée en

1986 puisse être couronnée par une vraie victoire décisive en 1988 (...). Il y a, j'en suis persuadé, un grand nombre de Français de bonne volonté qui s'appartiennent à aucun courant, à aucune formation, mais qui sont bien conscients qu'il y a une partie nationale à jouer. Un moment viendra où ce qui comptera avant tout, au-delà de l'union de la majorité, c'est l'union des Français de bonne volonté (...). Ce n'est pas par un coup de baguette magique que nous allons transformer la situation économique et sociale du pays. J'ai toujours dit que ce serait très difficile d'en sortir. Comment voulez-vous qu'en l'espace de dix-huit mois il soit possible de remettre en ordre une situation comme celle que les socialistes nous ont laissée ? Il faut éviter aussi bien l'optimisme de commande que le scepticisme systématique. Pour obtenir des résultats satisfaisants, il faut du temps. Laissez croire qu'en l'espace de dix-huit mois il serait possible d'obtenir des résultats merveilleux, que la population serait capable de percevoir, est extrêmement dangereux. Il veut mieux connaître les faits tels qu'ils sont et ne pas cacher qu'il y a des difficultés durables (...). Ce que nous devons pratiquer, c'est la lucidité. C'est pour cela qu'il faut une politique qui s'inscrive dans la durée et qui puisse être menée dans des conditions de cohésion institutionnelle ».

M. Barre avait été accompagné tout au long de son voyage par M. Jean-Claude Gaudin. Le député (PR) des Bouches-du-Rhône, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a appelé de ses vœux, de façon transparente, une candidature de l'ancien premier ministre en 1988.

GUY PORTE.

Entre la direction du PCF, les « renovateurs » et le PS

Les électeurs et les élus communistes sont de plus en plus sollicités

L'électorat communiste est l'enjeu d'une rivalité entre trois forces : la direction du PCF, les opposants au sein de ce parti et le PS. Cet électorat est fragmenté. Il comprend, outre les électeurs qui avaient voté pour les listes du PCF aux dernières élections législatives, ceux qui s'étaient abstenus et ceux qui avaient opté pour d'autres partis, le PS principalement. Des différences étaient apparues en outre, marginalement, le 16 mars 1986, dans le vote communiste aux élections régionales et aux élections municipales de mars 1983 avaient montré, auparavant, que, dans certaines villes administrées par le PCF, le vote en faveur de la liste du maire sortant était supérieur aux suffrages recueillis par ce parti aux élections présidentielle et législatives de 1981.

Minoritaires dans les instances du parti, les opposants sont convaincus d'exprimer des préoccupations partagées par une large fraction des électeurs restés fidèles au PCF. Dans la mesure où elle souhaite éviter un résultat catastrophique à l'élection présidentielle de 1988, la direction a estimé nécessaire d'en finir avec ces « renovateurs », plutôt que de voir chaque étape de la préparation de cette élection et du congrès, prévu en décembre, se transformer en nouvel épisode d'un débat qu'elle considère comme clos et auquel elle ne pour rait motiver un terme, alors, que par des mesures disciplinaires, du plus mauvais effet à l'approche du scrutin.

Les réactions possibles des électeurs devant les propositions des minoritaires et les réponses que leur donne la direction préoccupent particulièrement les élus du parti. Aussi les opposants bénéficient-ils, dans plusieurs départements, de l'appui de ces élus. Ceux d'entre eux qui se partagent pas les opinions des « renovateurs », mais qui ne sont pas trop engagés dans un conflit qui pourrait avoir des conséquences négatives pour eux dans l'opinion de leurs électeurs directs ou des socialistes, dont les voix leur sont nécessaires.

Que ce soit par rapport à l'image du PCF ou à travers ses élus, les sen-

timents de l'électorat sont une donnée majeure du débat interne et un atout pour les opposants plutôt que pour la direction. Surtout lorsque les minoritaires en appellent aux électeurs perdus par le PCF et que celui-ci, officiellement, prétend reconquérir. La direction fait état d'une légère remontée dans les élections partielles, et en conclut que sa politique est mieux comprise. Ses adversaires observent que le retour de certains électeurs à un vote revendicatif en faveur du PCF est ténu et ne garantit pas que ce mouvement se confirmerait lorsqu'il faudra émettre un vote plus politique.

Les minoritaires mettent l'accent, dans leur manifeste (Le Monde du 20 février), sur la contradiction entre la bataille que le Parti communiste mène nationalement contre le Parti socialiste et le fait qu'il gère avec ce parti de nombreuses communes, des départements et deux régions. Cette contradiction a été relevée aussi, par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui a mis en garde les dirigeants communistes. Ceux-ci ne pourront pas, a-t-il en substance M. Jospin, faire obstacle au PS en 1988 et, l'année suivante, compter sur les voix de ses électeurs pour conserver leurs municipalités. Le PCF a réagi dès le lendemain, par la plume de M. Madeleine Vincent, membre du bureau politique, qui a dénoncé le « dilkist » de M. Jospin et lui a renvoyé la question : s'ils rompent leurs alliances locales avec les communistes, avec qui les socialistes s'associeront-ils ?

La loi électorale, qui, dans les communes de 3 500 habitants et plus, ne permet le maintien, au second tour de scrutin, que des listes ayant obtenu au moins 10 % des suffrages exprimés au premier tour, limite la marge d'action des communistes. Déjà en mars 1983, les maires socialistes de deux villes de plus de 30 000 habitants, Amiens et Laval, avaient refusé de reconduire leur accord avec les communistes. Ceux-ci avaient donc présenté leurs propres listes, qui n'avaient pas atteint 10 % des voix. Le maire socialiste de Lens avait fait de même, et les communistes avaient obtenu 16,55 % des voix, mais la

liste du PS l'avait emporté dès le premier tour avec 55 % des suffrages. A Saint-Malo, en revanche, la rupture de l'accord avec les communistes n'avait pas permis au PS de conserver une mairie menacée par la droite.

Là où les socialistes avaient refusé de reconduire une liste commune derrière un maire sortant communiste, ces « primaires » avaient partout tourné à l'avantage du PCF, sauf à Reims. Cette dernière ville n'avait pas moins passé à droite au second tour, de même que Chelles, Athis-Mons, Gagny, Poissy, Franconville et Sète. Dans quatre autres villes, où le PS avait tenté de disputer au PCF la mairie, celle-ci était restée au maire communiste, avec, à chaque fois, une déperdition de voix socialistes dans le report des suffrages au second tour.

« Tant qu'il est encore temps »

« Quand les accords interviennent trop tard et apparaissent artificiels, la victoire déserte », écrit M. Georges Sarre, membre du secrétariat national du PCF, chargé des relations extérieures, dans la lettre de son club, *Maintenant et demain*. Cet avertissement quant à des accords « artificiels » s'adresse aux dirigeants communistes pour 1988, et M. Sarre invite les élus du PCF à « penser, tant qu'il est encore temps », pour susciter plus de cohésion entre la politique nationale de leur parti et les accords qui le lient localement au PS.

Les socialistes estiment qu'ils seraient prêts à perdre que le PCF à une mise en cause de ces accords. Ceux-ci n'ont été dénoncés nulle part jusqu'à maintenant, sauf à La Roche-sur-Yon, où le maire socialiste a retiré leurs délégations, puis leurs indemnités, à trois élus communistes, parce qu'il reproche au PCF de critiquer la gestion municipale à laquelle il était associé. M. Vincent soulignait d'ailleurs, dans *L'Humanité* du 18 février, que, lorsque des problèmes apparaissent, « les élus communistes s'emploient à les résoudre ». Les communistes ne montrent donc aucune disposition à rompre avec les accords, mais à Marseille, où Gaston Defferre avait dû se résoudre à faire liste commune avec le PCF en 1983, c'est aux socialistes que la rupture pourrait coûter cher.

Il reste que la perte de nouvelles municipalités serait désastreuse pour le PCF, dont elles sont une des dernières bases d'implantation et auquel elles apportent, par le biais de sociétés commerciales qu'il contrôle, une ressource financière. En outre, en faisant pression sur les élus communistes au moment où ils mettent en place les conseils départementaux de la gauche, les socialistes invitent implicitement ces élus à l'empêcher de maintenir ces élus à la tête d'un soutien au candidat du PS lors de l'élection présidentielle.

PATRICK JARREAU.

Un colloque organisé par Socialisme et République

« L'Europe face aux empires »

STRASBOURG de notre correspondant

« J'ai, parmi les hommes politiques français, la réputation, bonne ou mauvaise, je ne sais, de cultiver un patriotisme intrinsèque. (...) Et, pourtant, en même temps, je suis passionnément européen. Cette profession de foi a été formulée à Strasbourg par M. Jean-Pierre Chevènement, lors du colloque « L'Europe face aux empires », que Socialisme et République a organisé, le jeudi 19 février, dans l'immeuble du Parlement européen. L'ancien ministre y a plaidé pour « une confédération européenne (...) qui ne cherche pas dans la lutte au début de volonté politique chez les Etats membres, mais s'attaquerait de manière pragmatique, et, le cas échéant, en utilisant des formules à géométrie variable, aux grands enjeux de notre époque ».

Plusieurs exemples ont été cités par les intervenants. Ainsi M. Max Gallo a proposé des projets pour un « Europa culturel », entre autres dans le domaine de la télévision et de l'enseignement des langues, tandis que le député socialiste du Haut-Rhin, M. Jean-Marie Bockel, a jugé que ce colloque dénonçait que la pensée européenne de Socialisme et République est « au cœur de la réflexion du PS, et non à la marge ».

J. F.

A Paris

Un « cactus » autrichien au menu de l'Internationale libérale

Un « cactus » autrichien figure à l'ordre du jour des travaux du comité directeur de l'Internationale libérale, qui devait se réunir à huis clos, ce week-end à Paris, avec la participation des délégués des partis libéraux et réformateurs de quelque quarante pays membres. Au nombre de ceux-ci figurent pour la France le Parti radical et, depuis le mois de novembre dernier, le Parti républicain, dont le ralliement a provoqué le retrait des Radicaux de gauche regroupés dans l'Association Liberté et Démocratie, présidée par M. Jacques Follot, leader du groupe la Gauche démocratique au Sénat.

Cette instance doit se prononcer, en principe, sur l'exclusion formulée à l'encontre du Parti libéral autrichien, le FPÖ. Cette exigence est présentée par plusieurs membres de l'Internationale, notamment le parti hollandais VVD, qui menace même de faire scission si le FPÖ, qu'il désigne comme « presque fasciste », n'est pas exclu.

En effet, le FPÖ vit actuellement, en même temps qu'un fulgurant regain de popularité en Autriche, un certain retour aux sources, qui n'est pas sans rappeler le climat des années d'avant son adhésion à l'Internationale libérale en 1979. Issu notamment d'un regroupement d'anciens nazis après la guerre, le FPÖ a joué pendant longtemps un rôle équivoque à la chambre de l'échiquier politique autrichien, cultivant un pangermanisme discret et des échanges avec l'extrême droite non parlementaire, tout en se couvrant dans le moule des institutions démocratiques de la nouvelle Autriche.

Dans les années '70, le FPÖ opéra un réel recentrage. Processus encouragé par l'ancien chancelier socialiste M. Bruno Kreisky, qui préparait une coalition entre son propre parti et le FPÖ. Ce projet se réalisa entre 1983 et 1986. Fait significatif : le leader historique du FPÖ, le Dr Friedrich Peter, abandonné par une majorité RPR-UDF-FN. Si le projet initial prévoyait une hausse de cet impôt de 67 % (et non de 17 %), les élus du Front national se sont finalement satisfaits d'une augmentation de 55 %, et non de 5 %, comme nous l'indiquions.

RECTIFICATIF. — Plusieurs coquilles ont été relevées, dans nos éditions du 19 février, la publication des pourcentages relatifs à l'augmentation de la fiscalité dans le cadre du budget de la région Franche-Comté, adopté par une majorité RPR-UDF-FN. Si le projet initial prévoyait une hausse de cet impôt de 67 % (et non de 17 %), les élus du Front national se sont finalement satisfaits d'une augmentation de 55 %, et non de 5 %, comme nous l'indiquions.

DANNY LEDER.

Le ministère de la santé arrête la diffusion d'une brochure sur les MST

Le tabou de la vulgarité

La diffusion d'une brochure d'information sur les maladies sexuellement transmissibles (MST) par les directions départementales de l'action sanitaire et sociale d'Ille-et-Vilaine, du Val-d'Oise et du Bas-Rhin, vient d'être arrêtée par la direction générale de la santé à la suite de plaintes émanant des milieux catholiques. Trente mille exemplaires de cette bande dessinée, intitulée *Le Dernier des tabous* et éditée par la Fédération mutualiste, qui dépend de la Mutualité de France, avaient été achetés par le ministère de la santé pour alimenter, avec d'autres documents, une campagne d'information expérimentale organisée par la direction générale de la santé et de la recherche médicale (INSERM) dans les trois départements cités.

Mais, tout en indiquant, vendredi 20 février, au ministère de la santé,

que la diffusion n'en avait pas été approuvée par M. Michèle Barzach, on précise qu'il n'est pas question d'empêcher la mutualité française de distribuer sa BD sous sa propre responsabilité. L'agitation autour de cette brochure, distribuée depuis le début du mois de février à des médecins, des pharmaciens, des responsables de centres sociaux et des lycéens, a commencé en Ille-et-Vilaine, où des associations familiales et des directeurs de lycées privés ont protesté auprès du préfet et de l'archevêché.

Mgr Jacques Jupien, archevêque de Rennes et président de la commission familiale de l'épiscopat, a publié, le 10 février, dans *Ouest-France* une tribune mettant en cause la brochure de la mutualité française dans laquelle, écrit-il, « la vulgarité des dessins frôle la provocation [...] ».

Si l'archevêque ne nie pas la nécessité d'une information sur les MST et le SIDA, même humoristique, il souligne que « l'homme est gravement menacé physiquement et moralement par d'autres tabous », comme le racisme et la violence.

La mutualité française, de son côté, se déclare étonnée par la publicité donnée par les autorités religieuses à sa bande dessinée : « Pour toucher les jeunes, il faut parler leur langage », précise-t-on.

De fait, *Le Dernier des tabous*, dont le texte a été rédigé par le docteur Louis-Dominique Lachiver, attaché de consultation à l'hôpital Saint-Louis de Paris, et les dessins réalisés par Moloch, présente les MST à la manière crue d'une bande dessinée pour adultes. On y voit un sexe masculin coiffé d'un béret basque se détacher de ses homologues africains, mexicains et japonais, pour figurer le danger de certains rapports, ou une femme tricotant avec ses pieds tout en faisant l'amour.

Le caractère très cru du graphique affaiblit sans doute la démonstration, mais la brochure a le mérite d'aborder de front des questions d'une manière sans doute plus pertinente que des planches anatomiques.

Quant à l'envoi des milieux catholiques, rapidement suivi de la décision du ministère de retirer la brochure, il constitue le premier succès dans les campagnes de prévention tant publiques que privées menées depuis peu en France sur les MST et le SIDA et confirme que « le dernier des tabous » n'est pas mort.

PHILIPPE BERNARD.

Prospection dans les Deux-Sèvres pour le stockage des déchets nucléaires

L'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), filiale du Commissariat à l'énergie atomique, vient d'annoncer qu'elle avait décidé d'entreprendre une campagne de prospection géologique dans la région de Neuilly-Bouin (Deux-Sèvres) pour déterminer si le sous-sol était en mesure d'accueillir, en toute sécurité, un centre de stockage de déchets radioactifs souterrain. Comme l'a précisé le préfet du département qui a annoncé, vendredi 20 février, à Parthenay, la nouvelle aux élus, il n'est question pour le moment que d'effectuer des forages, des mesures sismiques et des analyses hydrogéologiques pour mieux connaître la nature réelle de ce terrain.

Il n'est pas certain cependant que le site de Neuilly-Bouin soit retenu par les experts. Comme tous les pays du monde qui travaillent sur le sujet, la France avance avec prudence dans ce domaine. Pas question de se tromper et de choisir à la hâte un site de stockage profond dont on s'apercevra dix ou vingt ans plus tard qu'il ne convient pas pour toute une série de raisons : eaux de ruissellement, fissures, manque de stabilité, etc. Aussi, est-il envisagé d'effectuer des recherches sur des terrains de nature différente : argile, schistes, domes de sel. Dans les semaines à venir, les noms de ces trois sites complémentaires devraient être connus. Cette phase de sélection entraînera la présence

nant accès à des chambres, les spécialistes procéderont pendant deux à trois ans à tout une campagne de mesures destinée à s'assurer que le site offre toujours toutes les garanties de sécurité nécessaires à l'entreposage de déchets radioactifs pendant plusieurs centaines d'années. Alors seulement, on pourra envisager, si les pouvoirs publics donnent leur accord, d'utiliser le site à des fins de stockage et d'accueillir enfin les premiers fûts de déchets (1).

30 000 mètres cubes de déchets

Pour l'heure, il n'y a pas d'urgence. Mais il est clair qu'il ne faut pas tarder car chaque année, les industries, les hôpitaux, les centres d'études nucléaires et les réacteurs du parc électronucléaire français produisent leur lot de déchets radioactifs. Bien sûr, les centres d'EDF fournissent, indirectement, la plus grande part de ces déchets par le biais des opérations de retraitement des combustibles irradiés. A titre d'exemple, il faut compter de l'ordre de cinq cents mètres cubes de déchets de radioactivité faible et moyenne et quatre mètres cubes de déchets fortement radioactifs par réacteur et par an.

A telle enseigne que l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs estime, qu'à la fin de ce siècle, le volume cumulé des déchets nucléaires de faible et de moyenne activité sera de l'ordre d'un million de mètres cubes et de deux à trois millions de mètres cubes au plus pour ceux de très haute activité que l'on ne stocke aujourd'hui à Marcoule (Gard) et demain à la Hague (Manche) dans des piscines de verre très résistantes (2). Naturellement, il n'est pas question d'abriter dans le centre de stockage souterrain dont se dotera l'ANDRA l'ensemble de ces ordures un peu particulières.

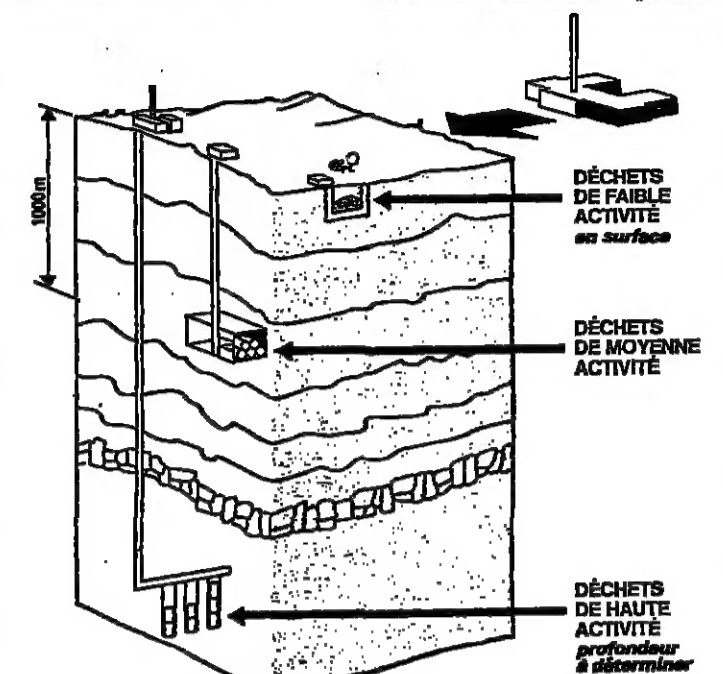
En effet, tous ne sont pas également dangereux et tous ne le sont pas pendant le même temps. C'est pourquoi la majeure partie d'entre eux — ceux qui ont une radioactivité faible ou moyenne — disparaissent après quelques dizaines d'années (au maximum trois siècles) — sont entreposés en surface comme cela se fait à proximité du centre de retraitement de la Hague (Manche) et comme cela se fera à Soulaire. D'autres, dans l'Aube où l'on s'apprête à ouvrir un nouveau site de stockage.

Seuls les plus dangereux et ceux dont la vie s'étend sur des centaines, voire des dizaines de milliers d'années seront stockés sous terre. A

savoir les déchets « alpha » dont les quantités cumulées devraient être, à la fin du siècle, de l'ordre de 30 000 mètres cubes et qui seront peut-être stockés un jour à Neuilly-Bouin et les déchets de très haute activité qui, à la même époque, représenteront un volume d'environ 2 000 à 3 000 mètres cubes mais dont les caractéristiques particulières — fort dégagement de chaleur — nécessitent la construction d'une installation particulière.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Il n'y aura pas de déchets étrangers dans ce centre de stockage.
(2) A titre de comparaison la quantité de déchets engendrés par le nucléaire est d'environ 1 kilo par habitant et par an contre 5 000 kilos pour les déchets domestiques et industriels.



Pendant trois ans, les géologues vont étudier cette région, située à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Parthenay et à une cinquantaine de kilomètres au nord de Niort, où existe une énorme bulle de granit d'environ trois kilomètres d'épaisseur s'étendant sur près de 250 kilomètres carrés. C'est là, dans une petite zone, peu perméable et peu fracturée, située entre les communes de La Chapelle-Séguin, Vernoux-en-Gâtine et Neuilly-Bouin, que pourrait être construit, si le terrain donne satisfaction, le centre de stockage souterrain de déchets radioactifs à vie longue dont la France a besoin.

d'une vingtaine de personnes en moyenne par site. Elle devrait coûter quelque 70 millions de francs.

Ce n'est qu'au terme de cette longue étude sur les quatre terrains sélectionnés que sera choisi, au début des années 90, celui sur lequel sera construit, par au moins 1000 mètres de fond, un laboratoire souterrain expérimental. Sa construction demandera deux à trois ans. Dans cette installation, constituée d'un puits de descente d'environ cinq mètres de diamètre d'où partiront quelques centaines de mètres de galeries souterraines don-

Les laboratoires souterrains dans le monde

La France n'est évidemment pas le seul pays à travailler sur le problème du stockage des déchets radioactifs. Indépendamment des structures géologiques repérées dans les autres pays — elles sont généralement de même nature que celles envisagées par l'ANDRA — on peut classer les laboratoires souterrains, déjà existants ou en projet dans le monde, en deux catégories :

— Les laboratoires de première génération. Ce sont les premières installations réalisées pour étudier des phénomènes de base (effets thermiques, comportement mécanique, migrations, hydraulique, perméabilité de la roche) et mettre au point des méthodes de mesure : Hanford (bessite) et Nevada (granite) aux Etats-Unis ; Aase (sel) en Allemagne fédérale ; Strippe (granite) en Suède ; Mol (argile) en Belgique ; Grimsel (granite) en Suisse.

— Les laboratoires de deuxième génération. Ce sont des installations destinées à obtenir des informations plus détaillées. Plusieurs laboratoires de ce type sont en projet : un aux Etats-Unis, pour les déchets nucléaires civils, en un lieu encore choisi (Hanford, Nevada Test Site ou autre) ; un en Allemagne fédérale, à Gorleben, et un en France, à Vocation militaire, est en cours de réalisation à Carlsbad (Nouveau-Mexique) aux Etats-Unis (projet Wipp).

La publicité sur les alcools à la télévision

Le ministère de la culture invoque le « principe d'égalité »

Après la démission du professeur Claude Got, jeudi 19 février, du haut comité d'étude et d'information de l'alcoolisme (*Le Monde* du 21 février), pour protester contre l'autorisation accordée aux télévisions privées de diffuser des publicités sur les boissons alcooliques de moins de 9 degrés, le ministère de la culture précise :

« La publicité télévisée pour les boissons alcooliques (bière, cidre et poiré) de moins de 9 degrés a été autorisée en janvier 1986 sur la cinquième chaîne, en février sur la sixième chaîne et en mars 1986 sur Canal Plus. Le principe d'égalité interdit le maintien d'une discrimination en matière de publicité entre les chaînes du secteur privé : il était donc impossible d'interdire à TF1, après sa privatisation, de diffuser ce type de publicité ».

« La France dispose en ce domaine d'un des régimes les plus sévères de publicité pour les boissons alcooliques », rappelle le ministre.

« D'autre part, cette réglementation s'accompagne de la diffusion périodique à la radio et à la télévision de campagnes de lutte contre l'alcoolisme et les excès de boissons alcooliques ».

JUSTICE

Avant le procès de Georges Abdallah

M. Albin Chalandon n'a pas l'intention d'adresser des réquisitions au parquet

Interrogé, vendredi 20 février, à Lyon, sur le procès de Georges Ibrahim Abdallah, M. Albin Chalandon, ministre de la justice a déclaré : « Le procès a lieu à la date que j'avais souhaitée. Nous sommes tous habitués à ses menaces. Elles ne m'impressionnent pas. Nous n'avons pas avec des magistrats professionnels d'incidents comme ceux qui ont émaillé le procès Schœlcher. Enfin, le ministre a précisé qu'il n'était pas dans ses intentions d'envoyer des réquisitions écrites particulières à l'avocat général chargé de soutenir l'accusation.

LYON
de notre
correspondant régional

Le ministre, qui a passé la journée de vendredi à Lyon, a successivement rencontré — à huis clos — le personnel et quelques détenus des prisons Saint-Paul et Saint-Joseph, des responsables politiques à la préfecture du Rhône, les principaux magistrats du ressort de la cour d'appel du Rhône et des représentants du barreau.

Point fort de la journée : la rencontre de Georges et de son frère, le cardinal Albert Decourtray, qui était attendu en raison des réserves que le primat des Gaules avait formulées, en son temps, contre certains aspects de la politique gouvernementale. Une polémique publique avait notamment opposé Mgr Decourtray à M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, sur le code de la nationalité.

Selon M. Chalandon, l'entretien n'est décalé dans une atmosphère confidentielle (« Nous avons pu constater une grande communauté de vues sur ce sujet »), et l'échange a été « fructueux ». Le retrait — confirmé en raison de son caractère « sans doute trop hâtif » du projet de loi sur le code de la nationalité — n'est sans doute pas étranger à cette description. M. Albin Chalandon a indiqué au cours d'une conférence de presse qu'il avait fait part à son interlocuteur du souhait de son ministère de voir l'Eglise s'impliquer dans l'accueil des réfugiés.

« Nous manquons de communautés thérapeutiques », a indiqué le ministre, soucieux de voir abordées les questions du « humain, moral et psychologique » des réfugiés et, notamment, des jeunes. Mgr Decourtray n'a pas commenté cet entretien.

L'affaire Apap

Interrogé sur l'affaire Apap, le ministre de la justice a estimé que cette affaire avait été « rendue compliquée par l'intervention du président de la République ». Sur le fond, il a souligné : « Le procureur de la République de Valence a tenu des propos que l'on peut considérer comme incompatibles avec l'exercice de sa fonction. En faisant d'une certaine façon l'apologie de la drogue, en suggérant qu'elle puisse être placée en vente libre, il n'est pas aujourd'hui le mieux placé pour faire appliquer la loi ».

Cependant, M. Chalandon n'a pas encore décidé entre une nouvelle proposition de mutation et une procédure disciplinaire. « L'essentiel est qu'il quitte Valence et qu'il cesse sa fonction de procureur », a-t-il conclu.

Le garde des sceaux — qui a annoncé le désengagement, « dans quelques années », des prisons vétustes situées dans le centre de Lyon, — a estimé d'autre part que le

procès de l'ancien chef de la gestapo de Lyon, Klaus Barbie, devrait bien se tenir — « sans procédures juridiques dilatoires, notamment de la défense » — à la fin du mois de mai prochain.

CLAUDE RÉGENT.

Une lettre de M^{me} Martine Toulotte

M^{me} Martine Toulotte, que nous avions citée dans l'article publié à propos de l'affaire Abdallah (*Le Monde* du 21 février), et qui, selon l'accusation, aurait reçu d'Abdallah un communiqué de revendication d'un des attentats reprochés, nous écrit :

« 1) Cela est totalement faux. Vous reprenez, sans l'annoncer à vos lecteurs, une thèse qui n'est pas nouvelle et qui est elle-même avancée par la DST depuis deux ans.

« 2) Deux juges d'instruction n'ont entendu sur cette affaire pendant une quinzaine d'heures, ont fait procéder à des vérifications exhaustives à ce propos, qui les ont conduits à ne pas retenir ces accusations policières.

« 3) Mon dossier fait aujourd'hui l'objet d'une ordonnance de disjonction de l'affaire Abdallah. »

« Le cour de cassation rejette le pourvoi de M. Bernard Patout, ancien préfet de police à Marseille. — La chambre criminelle de la cour de cassation vient de rejeter le pourvoi formé par M. Bernard Patout, ancien préfet de police à Marseille, condamné le 26 février 1985 à 10 000 F d'amende pour avoir « par de fausses nouvelles, surpris ou détourné des suffrages » entre les deux tours de l'élection municipale de 1983. M. Patout avait été condamné par la cour d'Alençon à 10 000 F d'amende et à des dommages et intérêts.

Aux assises de Paris

Soigner ou punir ?

Gérard Azy, vingt-trois ans, a été condamné, vendredi 20 février, à cinq ans de réclusion criminelle par la cour d'assises de Paris, pour avoir, le 21 septembre 1984, étranglé son amie, âgée de seize ans (*Le Monde* du 21 février).

Criminologue ou geste d'un dément ? Les experts n'avaient pas tranché, se bornant à décrire le jeune homme comme « un cas limite », à la jonction de la névrose et de la psychose de type schizophrénique. A l'audience, les psychiatres sont même allés jusqu'à estimer qu'il ne pouvait être traité qu'en dehors du milieu carcéral par une équipe comportant nécessairement plusieurs spécialistes et lors d'une prise en charge « de très longue durée ».

Mais ces experts n'avaient pas conclu aussi clairement, lors de l'instruction, hésitant à faire bénéficier Gérard Azy de l'article 64 du code pénal, qui interdit de juger un dément.

La cour d'assises devait donc se prononcer à leur place, mais, si certaines juridictions européennes ont la possibilité d'ordonner un traitement, les jurés parisiens ne pouvaient que répondre à ces deux questions : l'accusé est-il coupable ? A-t-il des circonstances atténuantes ?

M. P.

M. Michel Spaeth n'est pas en fuite

M. Michel Spaeth « n'est pas en fuite ». Cet ami et associé de M. Michel Vinciguerra, président du Parti des forces nouvelles, inculpé, lui, de banqueroute et abus de biens sociaux (*Le Monde* du 17 février) et écroué, à tenu le dire à quelques journalistes, au cours d'une réunion — jeudi 19 février — dans le cabinet de son avocat strasbourgeois, M^{re} Jocelyne Klopferstein.

M. Spaeth, que les gendarmes avaient en vain cherché à son domicile quelques jours plus tôt, a assuré qu'il attendait toujours la convocation d'un juge d'instruction et qu'il se tenait à la disposition de la justice. Salarié depuis trois mois d'une entreprise, il se trouvait, explique-t-il, en déplacement professionnel lorsqu'il a appris l'arrestation de M. Vinciguerra.

Depuis, le jeune homme attend toujours qu'on lui signifie son inculpation. Le mandat d'amener délivré à son encontre par le juge d'instruction de Saint-Dié, Mlle Mottes, n'avait pas encore été exécuté lorsque M. Spaeth a reçu la presse. L'affaire serait, affirme-t-il, d'ordre purement économique, et mêler le Parti des forces nouvelles aux sociétés qu'il gère aux côtés de M. Vinciguerra, s'apparente à un « cocktail politico-financier particulièrement ridicule ».

Le dossier n'est désormais plus entre les mains de M^{me} Mottes, qui a été dessaisie à sa demande, mais de M. Jean Giacomini, juge d'instruction à Nancy.

Ag. L.

L'honneur de l'ONASEC

Précisions

A la suite des relations publiées dans *Le Monde* des 18 et 19 février du procès intenté au *Figaro* et à M. Sullert par MM. Roland Dumas et Georges Morin, ce dernier, ancien président de l'ONASEC, nous demande d'apporter les précisions ou rectifications suivantes :

1) « L'orientation générale que le conseil d'administration de l'ONASEC a constamment suivie, sur ma suggestion, n'était pas d'apporter un concours direct à des immigrés ; ce n'était pas la vocation de l'ONASEC et nous nous serions substitués à d'autres organismes dont c'était le rôle. Il s'agissait, lorsque nous menions des actions envers des familles de rapatriés d'origine algérienne, dans les nombreuses cités où ils se trouvent avec des immigrés, de concevoir des actions communes aux deux ministères en charge des immigrés (les affaires sociales) et des rapatriés (le secrétariat d'Etat). »

2) M. Raymond Courrière, ancien secrétaire aux rapatriés, quand il a parlé de lits mis à la disposition de cette population avec le concours de l'ONASEC, parlait de vacances de neige offertes à des enfants d'anciens harkis.

3) M. Leroy, ancien préfet de Lot-et-Garonne, n'a pas parlé de « logements préfabriqués » mais de vingt-sept villas en dur dont l'ONASEC a financé la construction en septembre 1985 et que M. André Sautin, ancien secrétaire d'Etat aux rapatriés, vient d'inaugurer.

communiqué de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques publié après l'expulsion. « Tio » est considéré par la police espagnole comme un membre actif d'ETA-militaire. Il avait été interpellé vendredi en fin de matinée à Saint-Jean-de-Luz.

« Tio », qui ne bénéficiait pas du statut de réfugié politique et ne faisait pas l'objet d'un mandat d'arrêt international, selon la préfecture, est le trente et unième Basque espagnol expulsé de France depuis le 19 juillet 1986, le vingt-neuvième selon la « procédure d'urgence absolue ».

سكينة الوكيل

Société

DÉFENSE

Treize années de sondages réguliers

L'armée face à l'opinion

Plus on est jeune (entre dix-huit et vingt-quatre ans) et plus on est diplômé (c'est-à-dire que l'on est issu de l'enseignement supérieur), moins on a des opinions favorables à l'armée. Ce diagnostic relève du sondage que, chaque année depuis 1973, le ministère de la Défense demande à la SOFRES pour tenter d'évaluer l'état de l'opinion française sur l'institution militaire. Si

l'opinion varie beaucoup en fonction de l'âge et du niveau d'instruction, en revanche, le dernier sondage, en 1986, apporte une indication nouvelle par rapport aux enquêtes précédentes : les femmes, habituellement plus réservées que les hommes à l'encontre de l'armée, avancent des jugements plus favorables dès lors qu'il s'agit d'analyser les appréciations des Français sur l'emploi des militaires, notamment, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Ces précisions sont données dans le dernier numéro de la revue *Armées d'aujourd'hui* qui vient d'être publié, selon une formule radicalement différente, par le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) du ministère de la Défense.

L'enquête, réalisée en septembre 1986, immédiatement après la série d'attentats terroristes à Paris, montre que le terrorisme est précisément devenu la préoccupation majeure des Français. Alors que l'Union soviétique était, en 1983, considérée comme le pays le plus menaçant pour la paix du monde par 57 % des Français, les Etats soupçonnés de soutenir le terrorisme (l'Iran, la Libye et la Syrie) sont devenus, en 1986, les puissances à risques. Dans ces circonstances, rien d'étonnant si 89 % des Français interrogés approuvent le spectacle des armées partant les frontières ou des aéroports. En outre, 73 % des Français jugent cette mesure efficace.

« Finalement, note le lieutenant-colonel Jean-Paul Le Bourg, qui commente ce sondage dans *Armées d'aujourd'hui*, les actions terro-

ristes, peu dangereuses pour la sécurité globale du pays, mais meurtrières et spectaculaires, tendent à masquer la menace militaire potentielle que constitue l'URSS pour la sécurité de l'Europe, alors même que ce pays est majoritairement considéré comme partiellement responsable du terrorisme. » Le SIRPA envisage une action d'information en 1987 sur la menace soviétique.

Le sondage de 1986 apporte une autre nouveauté : le fossé se creuse entre l'armée et les hommes qui n'ont pas effectué leur service national. Déjà nettement en retrait depuis plusieurs années, les hommes qui n'ont pas fait leur service national (ils sont en moyenne 30 % de la classe d'âge) ont accentué, en 1986, leurs jugements défavorables sur le service militaire et sur la volonté de défense. Ils sont de plus en plus anti-militaristes.

En revanche, l'alternance politique instaurée en 1981 et la période de cohabitation instituée depuis 1986 n'ont pas sensiblement modifié, ou altéré, l'opinion des Français sur la nécessité et l'efficacité supposée de la dissuasion nucléaire. Ainsi, 56 % des « sondés » considèrent que la dissuasion protège la France contre une agression et 59 % sont prêts à accepter que le chef de l'Etat use de la menace de recourir aux armes nucléaires en cas d'une attaque de même nature sur les intérêts vitaux du pays.

« Sondage effectué du 27 septembre au 1^{er} octobre 1986, par la SOFRES, sur un échantillon national de mille personnes représentatif de l'ensemble de la population âgée de plus de dix-huit ans.

POLICE

Après la mise à l'écart de M. Pierre Quilici

Malaise dans la police marseillaise

La mise à l'écart par M. Robert Pandrand du directeur départemental des polices urbaines des Bouches-du-Rhône, le contrôleur général Pierre Quilici, continue de susciter d'après commentateurs dans la police marseillaise (le Monde du 20 février).

La section locale du Syndicat national des policiers en tenue (SNPT-FASP) a déclaré ne pas être surprise de la position de M. Quilici, qu'elle « tient en grande estime » et qu'elle qualifie de « père de la police nationale ».

De son côté, le Syndicat national des commissaires (membre de la FASP) déplore qu'une fois de plus un haut fonctionnaire de police dont les mérites professionnels, le courage et les qualités sont reconnus de tous soit relevé de ses fonctions. La section départementale de la CFDT-Police parle de « valise des chefs » qui constitue « une véritable maladie ».

L'échec de la Caisse d'épargne

Vendredi 20 février, dans les colonnes du *Provençal*, M. Quilici revient lui-même à la charge en déclarant que « certains fonctionnaires ont un cœur gros comme ça. Il n'aurait pas fallu grand-chose pour qu'il y ait une parfaite entente entre les polices urbaines et le SRPJ, mais les nouveaux responsables de celui-ci ont dressé des barrières entre les services. Ils ont profité du travail des autres. La FASP se targue d'enregistrer plus de 52 % de bons résultats en matière de hold-up, mais qui a arrêté le plus grand nombre de braqueurs ? Les polices urbaines ».

La réorganisation de la police marseillaise en cours depuis plusieurs mois est au centre de la polémique. Dès son arrivée place Beauvau, M. Robert Pandrand avait annoncé qu'il conduirait dans les Bouches-du-Rhône une expérience de départementalisation de la police nationale. Une enquête, confiée à M. Marcel Leclerc, chef de l'inspection générale de la police nationale (IGPN), devait, l'été dernier, en tracer les grands traits. Il s'agissait de confier au service régional de la police judiciaire les tâches de police judiciaire habituellement traitées par la sûreté urbaine.

Cette organisation, analogue à celle que connaît la capitale, revient à marginaliser les services de la sûreté urbaine, qui ne s'occupe plus que d'ordre public.

A l'évidence, la réforme, qui tarde à se mettre en place, a bouleversé des habitudes et menacé des fiels. Le dernier « râteau » du hold-up de la Caisse d'épargne, au cours duquel sept « casseurs » ont réussi à

échapper à la police malgré un impressionnant dispositif déployé pour les intercepter, a ravivé les rancœurs, chacun rejetant sur l'autre la responsabilité de l'échec.

C'est dans ce cadre que sont à nouveau évoquées plusieurs affaires dans lesquelles sont impliqués quelques hauts policiers de la sûreté urbaine. L'une vise les commissaires Gentet et Ghennassia, respectivement chef et ancien chef de la brigade marseillaise. Ces deux policiers, sur la foi du témoignage d'une prostituée, sont inculpés de proxénétisme aggravé.

Une confrontation entre ces fonctionnaires, vigoureusement défendus par leur organisation syndicale, le Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale, et l'accusation est prévue, pour le début du mois de mars. Les collègues des deux policiers affirment qu'elle tournera à l'avantage des inculpés.

Mais M. Ghennassia est également inculpé après la disparition de logiciels de machines à sous saisis et entreposés dans les locaux de la police marseillaise. Il est, de plus, inculpé après la disparition d'une importante somme d'argent trouvée sur un truand blessé par des concurrents. Ces affaires, et quelques autres, connues de toute la hiérarchie policière, ont provoqué des frictions avec le parquet général.

G. M.

ÉDUCATION

La mort de James Marangé

Un symbole de « la laïque »

James Marangé, ancien secrétaire général de la FEN, est mort vendredi 20 février (notre dernière édition du 21 février). Instituteur de village devenu syndicaliste, il symbolisait le militant laïque de l'après-guerre marqué toute sa vie par la formation rigoureuse qu'il avait reçue à l'école normale de Chaumont. James Marangé avait raconté son itinéraire en 1976 dans un livre intitulé *De Jules Ferry à Ivan Illich* (Stock).

[Né le 27 mai 1920 à Soncourt-sur-Marne (Haute-Marne), James Marangé était fils de boulanger. Orienté vers l'école normale pour des raisons financières, il devient instituteur dans l'école de son village en 1939. Dès la Libération, sa vie se confond avec le syndicalisme. Il adhère au SNJ et est élu au bureau de sa section de la Haute-Marne dont il devient secrétaire général en 1947. animateur de mouvements de jeunesse, il est aussi responsable départemental de la Fédération des œuvres laïques. En 1952, il devient membre du

bureau national du SNJ puis, deux ans plus tard, secrétaire national permanent chargé des questions de la jeunesse et de la formation syndicale ; il dirige ensuite l'*École laïque*, journal du SNJ, et devient, en 1962, secrétaire général adjoint de ce syndicat. En 1966, James Marangé succède à Georges Lanté au poste de secrétaire général de la FEN où le poids du SNJ est déterminant. En mai 1968, il joue un rôle d'intermédiaire actif entre ministères et manifestations et participe aux accords de Grenelle.

Agé de cinquante-cinq ans, l'âge de la retraite des instituteurs, il cède la barre de la FEN en 1974 à M. André Henry, prédécesseur de l'actuel secrétaire général M. Jacques Pommatras. James Marangé, depuis sa retraite, a été conseiller technique auprès du Conseil économique et social et, depuis 1978, conseiller d'Etat en service extraordinaire. Entré en 1937 aux Jeunesses socialistes, James Marangé coisait à la SFIO depuis 1945. Membre du Parti socialiste, il a siégé au comité directeur de 1975 à 1977.]

Havas détient plus du tiers du capital de CEP Communication

L'agence Havas a pris, vendredi 20 février, le contrôle direct de 35,45 % du capital de CEP Communication en absorbant sa filiale Interinvestissements, détentrice d'une participation dans le groupe.

CEP Communication, dont le PDG est M. Christian Brégon, est le premier groupe français d'information économique et professionnelle (notamment avec l'*Usine nouvelle*, le *Moniteur des travaux publics* et le *bâtiment*, les titres du groupe de presse informatique Testa, sa filiale Larousse-Nathan, etc.). Son chiffre d'affaires en 1986 est supérieur à 3 milliards de francs, soit dix fois plus que lors de la création du groupe en 1976.

Introduit au second marché boursier en novembre dernier, le capital de CEP Communication est donc désormais détenu par Havas (35,45 %), par les banques CCF, Suez, Barclays (à hauteur de 10 %), la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (8,5 %), *Ouest-France* (5,5 %) et par les cadres dirigeants du groupe (12,5 %).

Après les artistes du show-business

Les musiciens classiques réclament une chaîne musicale

Après Johnny Hallyday, Loris Maazel ; après Isabelle Adjani, Christiane Ede-Pierre ; après Jean-Jacques Goldmann, Jeanne Stern, Alice Weissmanberg, Daniel Barenboim, Pierre Boulez... Après les vedettes du show-business et de la chanson, voici donc les grands noms de la musique classique qui contemporeine, du lyrisme et du jazz qui se mobilisent et s'expriment en faveur d'une chaîne musicale.

L'initiative, coordonnée par la SACEM et signée par le BLM (Bureau de liaison interprofessionnel de la musique), a, en effet, regroupé « en une journée », précise un communiqué « plus de deux cents musiciens et auteurs du sonnet d'une vingtaine d'associations musicales. Elle s'est traduite par la publication, dans la presse, d'un texte intitulé « Pour une chaîne de toutes les musiques ». Les artistes y affirment « que seule une chaîne non généraliste (...) pourra rendre à toutes les musiques les services que le public et les professionnels en attendent : concerts, spectacles musicaux, opéras, clips, films, etc., etc. ».

Un appel direct à la CNCL, laquelle, après les auditions des can-

La mort de Sir Hugh C. Greene, ancien directeur général de la BBC

L'ancien directeur général de la BBC, Sir Hugh Carleton Greene, frère de l'écrivain Graham Greene, est décédé jeudi 19 février à l'âge de soixante-seize ans.

[Entré à la BBC en 1940 pour y diriger les émissions à destination de l'Amérique, après avoir été correspondant à l'étranger du *Daily Telegraph*, M. Greene avait été nommé directeur général de la société nationale en 1960. C'est sous sa direction — qui a duré jusqu'en 1969 — qu'avaient été lancées toute une série de nouvelles émissions, et que l'image de la BBC s'est considérablement modernisée.]

SPORTS

« SKI : Catherine Quittet accidentée. — Mauvaise journée pour Catherine Quittet vendredi 20 février. Alors que la jeune skieuse de 23 ans amorçait la descente, première épreuve des championnats de France de ski alpin, qui ont lieu jusqu'à dimanche, elle a fait une chute provoquant une rupture des ligaments au niveau du genou. Hospitalisée à Lyon, Catherine Quittet doit être opérée samedi et risque de ne plus pouvoir skier jusqu'à la fin de la saison.

Europe 1 cède à RMC sa participation dans Télé-Monte-Carlo

Après plusieurs mois de négociations, le groupe Europe 1 Communication a cédé à Radio-Monte-Carlo sa participation de 30 % dans la société Télé-Monte-Carlo. Le radio montégasque, qui devient actionnaire à 60 % de TMC, a ainsi repris l'ensemble des créances et engagements relatifs à TMC, ainsi que les participations qu'Europe 1 et Régie n° 1 détenaient dans la Régie de TMC, Régie Soliel.

« Il s'agit d'un apurement financier entre les deux actionnaires », dit-on à la SOFIRAD, la holding d'Etat qui détient 83 % des parts de RMC, tandis qu'Europe 1 se félicite de la cession de sa participation dans une société dont le déficit l'an passé était de 55 millions de francs. L'appréciation semblait la même, vendredi 20 février, à la Bourse de Paris, où l'action Europe 1, cotée à 830 F à l'ouverture, atteignait 900 F un peu plus tard.

Voilà donc amorcée la première étape du plan de M. Schwarz, PDG de la SOFIRAD, visant à rattacher RMC et TMC et à doter le repreneur de RMC — en voie de privatisation — d'atouts importants pour exploiter une synergie entre les deux médias. L'audat permettrait de calculer le prix de vente de RMC-TMC ayant déjà été réalisé par le Crédit

lyonnais, la procédure de vente pourrait donc être enclenchée à la fin du mois de mars.

L'affaire suscite déjà nombre de convoitises : la station RMC est une entreprise rentable ; quant à TMC, qui souhaite élargir sa zone de diffusion dans tout le sud de la France, elle dispose d'une série de fréquences précieuses dans la région du Midi et d'avantages divers liés à son appartenance à l'UER (Union européenne de radiodiffusion), notamment des droits en matière de retransmissions sportives et l'accès aux images d'actualité provenant des échanges européens.

Autant d'éléments intéressants pour les candidats à la reprise de RMC (Jean-Claude Doucas, la famille Doucas...), mais aussi et surtout pour les repreneurs de la cinquième et de la sixième chaînes. Des contacts et négociations ont déjà eu lieu entre les propriétaires de TMC et les candidats repreneurs, lesquels souhaiteraient transformer TMC en une station régionale affiliée à leur réseau, c'est-à-dire associée aux recettes publicitaires mais n'emettant — en décrochages — que quelques heures par jour.

A. Co.

Un week-end d'attente pour les candidats à la reprise des chaînes

Les représentants des projets « Capital TV » et « Canal Plus Junior », les deux derniers candidats à la reprise de la sixième chaîne, ont été reçus, vendredi 20 février, par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), qui a ainsi clos sa série d'auditions pour la réattribution de la « 5 » et de la « 6 ». Les résultats sont attendus normalement pour le mardi 24 février, mais la CNCL n'exclut pas de les faire connaître dès lundi prochain, avant l'expiration du délai pour le dépôt des candidatures à la Une.

La CNCL a d'ores et déjà fait savoir que la candidature de Canal Plus Junior — chaîne cryptée destinée aux enfants — « n'aurait pas dans le cadre de l'appel d'offres qu'elle avait lancé et qui portait sur l'exploitation de services privés de télévision à vocation nationale, diffusés en clair par voie hertzienne terrestre ». Elle a par conséquent déclaré « ne pas être en mesure de se prononcer pour l'instant sur ce projet ».

De son côté, la SET-Press (représentant d'une trentaine de publications) a confirmé sa volonté de voir les entreprises de presse participer collectivement au groupe d'acquéreurs animé par Hachette et celle-ci confirme son intention de se porter acquéreur de TF1.

Une réunion des actionnaires de la SET-Press a eu lieu vendredi en présence de M. Yves Sabourat, vice-président-directeur général d'Hachette, lequel — indique un communiqué — « a affirmé, conformément au protocole d'accord signé le 31 décembre, son soutien à la SET-Press, pour que celle-ci soit une structure de rassemblement pour la presse française, afin d'en assurer la représentation la plus large, la plus efficace possible au sein du groupe des repreneurs ». Probables départs de déjà quelques jours, les candidatures d'Hachette et de Bouygues ne devraient être annoncées officiellement qu'au dernier moment.

A. Co.

Après la mutation du rédacteur en chef de FR 3-Corse

Conflit entre le personnel de la station et la direction de la chaîne

L'annonce de la mutation de M. Sampiero Sanguinetti, chef du service régional et rédacteur en chef de FR 3-Corse depuis six ans, a provoqué un regain de tension à l'intérieur de la chaîne (le Monde des 20 et 21 février). Les syndicats de journalistes CFDT, CGT et SNJ (autonomie) de la société ont dénoncé, vendredi 20 février, « l'irresponsabilité » du président de FR 3, M. René Han, et les « pressions » du ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua.

Soixante-sept membres du personnel de FR3-Corse sur un total de soixante-treize ont signé un télégramme envoyé au PDG lui demandant de revenir sur cette décision. Des mots d'ordre de grève ont été lancés pour mardi par les personnels de FR 3-Corse (vingt-quatre heures reconductibles) et de Radio-Corse FM (vingt-quatre heures), lesquels seraient rejoints dans leur mouvement par les salariés de trois des radios locales (RCL, Studio 20 et Alta Frequenza). Plusieurs autres actions ont été décidées sur place, telles qu'une opération portes ouvertes à FR 3-Corse, samedi 21 et

mardi 24 février, la circulation d'une pétition et une campagne d'affiches.

De son côté, le quatuor syndical de journalistes de FR 3 — Force ouvrière — a publié un communiqué dans lequel il « réprovoque le fait que la direction se sépare de journalistes confirmés au moment où FR 3 se trouve confrontée à une concurrence accrue ».

Bien décidée à ne pas revenir sur cette décision, la direction de la chaîne a annoncé, par la voix de M. Claude Marchand, directeur régional, la nomination de deux nouveaux responsables : MM. Michel Satti, comme chef de service, et Gérard Pinson, comme rédacteur en chef. M. Sampiero Sanguinetti s'est, quant à lui, vu proposer d'intégrer l'équipe de Sûr 3 à Paris.

« Cela correspondrait à une bonne trajectoire journalistique », explique M. René Han, qui estime impossible, dans le cadre du fonctionnement actuel de la chaîne, de laisser plus de six ans un même responsable au même poste. M. Sanguinetti a accepté sa décision.

MUSIQUES

L'Orchestre national de jazz 1987

Nouvelle génération

Antoine Hervé, directeur pour cette année, tire l'ONJ vers le pop-jazz culturel.

Antoine Hervé incarne hyperboliquement la nouvelle génération des jazzmen français : grand, plébein, sûr de lui sans arrogance, juvénile, détendu, impeccable instrumentiste, orchestrateur savant et cultivé, décidé à gagner sur au moins deux tableaux, celui de la culture subventionnée et celui du succès public. Ce double choix était bien illustré par le programme qu'il a présenté avec une simplicité charmante et dirigé avec un métier impeccable, mardi, au Théâtre musical de Paris, devant un auditoire formé de presque autant de notables et de professionnels de la musique que d'amateurs, soigneux et ouverts.

Sous les toits de Paris, la première composition, due au chef, introduisait, grâce à l'accordéon, ce qu'il fut de loin d'œil à la française dans une pièce orchestrale qui emprunte, en l'assagissant, le modernisme et la honneur mesure à six

temps de Coltrane, comme tout le monde le fait depuis bientôt trente ans - l'âge même d'Hervé. C'est *Africa* réécrit *Sous le ciel de Paris*, et il n'y a rien à pour choquer ou surprendre. On jouait simplement du beau son d'orchestre, de cet équilibre contrasté entre les sections acérées de soufflées comme les vent le jazz et une rythmique électronique comme gonflée, ronde et musclée comme la vent la pop ou le jazz-rock.

Suivait une composition neuve de Louis Schiaffino, à l'écriture extrêmement percussive, toujours modale, où l'improvisation « free » du soliste mettait d'autant mieux en valeur l'irréprochable mise en place de l'orchestre dans les passages difficiles joués à l'unisson en tutti, qui tendent à la pure et simple performance. Cette impression que donne l'ONJ de fonctionner selon un point d'humour technique beaucoup plus qu'esthétique - comme s'il s'agissait d'abord de convaincre ou de se faire accepter par ses hyperprofessionnalisme - fut encore accentuée par un « medley » des

thèmes de *West Side Story*, très allégrement enchaînés, mais où l'on était heureux d'entendre soudain une suite d'accords sous une mélodie, *There's a place for us*, jouée avec cœur par le tromboniste Glenn Ferris. Trop longtemps cantonné dans les studios, André Ceccarelli, fameux « requin », trouve dans ce morceau de bravoure l'occasion d'un solo où démontre tout ce qu'il sait faire, mais peut-être n'en fallait-il pas tant.

De comp, le réarrangement en jazz de thèmes du *Sacre du printemps* de Scriabine tourne lui aussi à la *bravura* (habileté) orchestrale, et la question s'impose : A quoi bon ? Pour obtenir un « plus » culturel, aussi disgracieux que le « mieux-disant » du même acabit ? On s'est retenu de tourner la tête vers la loge du ministre.

Chacun s'est retrouvé à l'aise, dans la commémoration de la balade pour soliste et grand orchestre, avec celle, classiquement jazz, pour laquelle était invité Johnny Griffin, toujours volubile et fouillant dans la fourrure. Très divertissant fut le *Libcher* de volutes vaporeuses dans les jambes des musiciens durant un morceau d'ambiance lyrico-mystérieuse, dont on comprit à temps qu'il n'était ni une faute de goût ni une preuve de rigueur, mais une nécessité, celle d'humidifier les plantes vertes du décor. Le concert faillit se terminer en queue de poisson sur une coda ratée du saxophoniste Francis Bourgeois. Un rappel a permis à Antoine Hervé d'envoyer un bref morceau franchement binaire, ne cherchant pas midi à quatorze heures et indiquant sans ambiguïté une direction de l'orchestre : le pop-jazz-rock.

Entre le jazz considéré comme un art et celui conçu comme un divertissement, l'ONJ va donc essayer, semble-t-il, de ne pas choisir. Ainsi reflète-t-il parfaitement la crise qui affecte cette musique et qu'exprime la critique Michel-Claude Jallard dans son livre *Le jazz est-il encore possible ?*, qui vient de paraître (1) et qui conclut ainsi : « Le temps des créateurs est à jamais clos ».

MICHEL CONTAT.

(1) Editions Parenthèses, coll. Epitaphie. Préface d'Alain Gerber.

FESTIVAL

Le 750^e anniversaire de Berlin

Festivités en tous genres

En prologue du Festival du film de Berlin, on a annoncé une série de manifestations pour célébrer le 750^e anniversaire de la ville. Un programme énorme.

A Berlin, tout au long de l'année, les festivals se succèdent. En 1987, plus encore que d'habitude, puisque c'est le 750^e anniversaire de la ville. Le Dr Ulrich Eckhardt, qui dirige l'ensemble, a donné le jeudi 19 une conférence de presse et annoncé le programme : énorme. Il s'étale du 30 avril au 15 novembre, le reste du temps étant pris par le Festival du film, les rencontres théâtrales, le jazz, les enfants.

Il y aura de grandes manifestations populaires, comme ce feu d'artifice japonais (le 30 août) ou ce concert géant en trois parties, sur l'histoire de Berlin des centaines de musiciens seront regroupés sur une estrade élevée autour de la colonne de la Victoire - au milieu d'une large avenue, face à l'Est - pour plus de cent mille spectateurs, avec un aménagement technique très poussé.

Il y aura évidemment beaucoup de concerts pendant le temps des fêtes, des expositions, des présentations d'architecture, des opéras - une participation internationale : Milan, Kiev, Vienne, Bruxelles... de la danse, du théâtre, entre autres un « portrait de Patrie » Chéreau. Très célèbre dans toute l'Allemagne, il n'est pas venu à Berlin depuis la *Dispute*, en 1976. Il présentera, fin octobre-début novembre, *Dans la solitude des champs de coton*, de Bernard-Marie Koltès, et des vidéos de spectacles, ses films, dont le dernier, tourné avec ses élèves d'après Platonov, de Tchekhov.

Côté théâtre étranger, il y aura encore *Elvire/Jour*, la *Grande magie* par Strehler, le théâtre Habimah de Tel-Aviv, qui n'est pas venu à Berlin depuis soixante ans et présentera une pièce contemporaine mise en scène par Loubimov, *Les Trois Sœurs* sur le théâtre de Budapest, le *No de Emmausk*, etc. En plus, du 16 au 23 août, sera créé un spectacle tout à fait particulier, qui ne peut être fait que là où il sera fait : l'adaptation de *Notre-Dame de Paris* par Hansgünther Heyme. C'est la pièce de Lessing, mais jouée par étapes, sur les lieux mêmes parcourus par le

personnage qui a inspiré Lessing, un juif nommé Mendelssohn. Non seulement le parcours longe le mur, mais il traverse, en somme, des moments du génie berlinois, passe notamment par le bosquet où, abîmé, solitaire, s'élève la statue de Lessing. L'endroit est magique, le spectacle ne peut pas ne pas l'être.

A l'Est aussi, Berlin a sept cent-cinquante ans, et les festivals régionaux y étant plus nombreux, la célébration a déjà commencé : la compagnie Martha Graham est là pour la première fois, Fina Bausch y sera, également pour la première fois, les 27 et 28 mai. La participation internationale est très impor-

tante. Du côté de la France, puisque Roberto Benzi est classé parmi les Italiens et Nana Mouskouri parmi les Grecs, les accords se sont faits sur Miréille Mathieu, Gilbert Bécaud, le mime Marceau, les marionnettes d'André Tahon, etc. En hommage à la légende, on annonce une revue, *Hallo Paris*, entre Folies-Bergère et Lido, si on se fie au programme.

Plusieurs manifestations, notamment concerts et récitals, auront lieu dans l'un et l'autre Berlins, mais le rêve d'une opération commune « au-dessus du mur » a dû être abandonné.

COLETTE GODARD.

Les trois coups

Le Festival international du film de Berlin a été inauguré le vendredi 20 avec *The Colour of Money*, de Martin Scorsese. Paul Newman plus beau que jamais y reprend son personnage de l'arnaqueur, vingt-cinq ans après. Il ne gagne plus sa vie en jouant au billard, il vend du whisky, a une maîtresse qui rêve d'aller en Floride et une belle voiture blanche. Mais il rencontre un jeune garçon génial, Tom Cruise, qu'il veut éduquer, à qui il tente d'enseigner ses stratégies vicieuses... C'est pas *Karate Kid* version billard.

Traditionnellement, la direction du Festival offre une soirée dans un cadre qui évoque le film d'ouverture. Les salons de l'Hôtel Intercontinental n'ont pas manqué de parer, de fines chahuttes pendant du pla-

fond, on était loin des casinos d'Atlantic-City tels qu'on les voit dans le film, malgré la table de billard trébuchant sur une estrade. La foule était chic avec prédominance des lamés argent, de paillettes noires et blanches, de gilet velouté et, quand même, quelques coiffures excentriques, juste pour les photographes et la télévision, qui d'ailleurs ne s'intéressaient qu'à Klaus Maria Brandauer, président du jury.

En fait, le Festival commence réellement ce samedi 21 avec la compétition, le forum, les nouveaux films allemands, etc., et, en marge, les programmes internationaux de la production « gay » qui se donnent chaque soir à partir de 1 heure du matin, entrée libre.

C. G.

L'Orchestre de San-Francisco au Châtelet

Une grande tradition

Pour fêter son soixante-quinzième anniversaire, l'Orchestre symphonique de San-Francisco accomplit une longue tournée européenne, et un public nombreux a chaleureusement accueilli, au Théâtre Châtelet, cet ensemble excellent dont Pierre Monteux fut le chef pendant près de vingt ans avant de céder la baguette à Josef Krips, puis à Seiji Ozawa.

Son chef actuel, Herbert Blomstedt, qui a succédé depuis un an et demi à Edo de Waart, tout en restant directeur musical de la prestigieuse Staatskapelle de Dresde, est un Suédois de haute taille, sec et vigoureux, brillant technicien. Mais ses interprétations (du *Carmina burana* de Berg, de la *Prémère symphonie* de Bratslav, malgré leur richesse instrumentale, paraissent un peu raides et dépourvues de sentiment

personnel, fidèles comme une photographie mais sans la moindre inspiration.

Entre ces œuvres, Isaac Stern jouait d'abord un adagio et un rondo pour violon et orchestre de Mozart avec une curieuse négligence ou plutôt, sans doute, une certaine distraction ; sinon, comment expliquer ces phrases ébréchées, ces notes à la limite de la justesse ?

Mais la grande orchestre, enfin éveillée, prenait sa revanche dans le premier concerto de Prokofiev, éblouissant, comme venu de son tréfonds, son rythme, son arc-en-ciel de sonorités merveilleuses les épousées durs, populaires, voire agressives et goguenardes, sans jamais perdre le style de ce lyrisme très pur.

JACQUES LONCHAMPT.

NOTES

Théâtre-Ouvvert met la clé sous la porte

Des lettres et des télégrammes de soutien, venus de tous les horizons, s'empilent sur le bureau de Lucien Attoun depuis qu'il a annoncé, non sans avoir minimalement tiré le sonnette d'alarme, la cessation des activités publiques du Théâtre-Ouvvert : un théâtre d'essai et de création, consacré à l'écriture théâtrale d'aujourd'hui.

C'est au Jardin d'hiver, ouvert en 1981, à deux pas du Moulin-Rouge, que pour cette seule saison, Vincent, et *Arrounanches*, de Dominique Benichard. « Une vraie dynamique s'était enclenchée au Jardin d'hiver, regrette Lucien Attoun, mais, sur le plan économique, ce n'est plus possible ». La Ville de Paris veut de ramener sa subvention à 200 000 F, soit deux fois moins qu'en 1986 et cinq fois moins qu'en 1981, tandis que les subventions apportées par l'Etat sont en stagnation depuis 1982.

Lucien Attoun a donc décidé de ne pas faire de miracle avec des bouts de ficelles et de cesser les activités publiques du Théâtre-Ouvvert (créations, mises en scène), tout en poursuivant le travail souterrain entrepris depuis plus de dix ans avec sa femme Micheline : la lecture et la diffusion de pièces inédites. Avant d'être joués sur nos grandes scènes nationales, c'est au Théâtre-Ouvvert que des auteurs comme Koltès ou Wenzel ont été découverts. « Défendre le patrimoine d'aujourd'hui, d'accord ; mais celui de demain ? », s'interroge Lucien Attoun.

O. Ct.

Planète Newton

Cocktail d'artifices, de fantasmes et de mauvais goût, mais aussi d'humour et de professionnalisme, une photographie signée Helmut Newton se reconnaît au premier coup d'œil. De Venise à Beverly Hills, des femmes élégantes et flânes, riches bourgeois vêtus de noir, très déhanchées ou mes sur haut talon, clairement, choquant, amment on font rêver par l'audace suggestive et la déconstruction de la pose, mais aussi par l'ambiguïté des situations dans lesquelles l'autour, avec un érotisme acide, excelle à les placer.

Né à Berlin en 1920, arrivé en 1956 à Paris en Porsche blanche, après un long exode australien où il rencontre sa femme Jane (devenue Alice Springs), Newton, qui se déclare paresseux mais discipliné, et qui travaille uniquement à la commande, est avec Penn, Avedon et Bourdin, un de ceux qui ont renouvelé la mode. Conçu tel un plan cinématographique, entièrement « écrit » avant d'être réalisé, mettant en scène des personnages et non plus des mannequins, chacune de ses images, y compris les plus vulgaires, respire une joie nonchalante, un plaisir perpétuellement attiré de photographier.

Exempt de romantisme et de sentimentalité, porté par le faux chic, l'abus du luxe et une fascination de la nuit berlinoise de Brassat, tout en regrettant la faible place accordée aux portraits, on retrouve l'ambiance aux tonalités glacées de son univers sulfureux dans le vingt-sixième volume de la collection « Photo-Poche », que présente avec une distinction froide l'inévitable et dérangeant Karl Lagerfeld.

P. R.

★ Helmut Newton, introduction par Karl Lagerfeld, suivi d'Helmut Newton par Helmut Newton, 61 photographies, Coll. « Photo-Poche », CNP, 34 F.

★ Et aussi la réédition de la très remarquable *Histoire de la photographie* de Nancy Hall-Duncan, préface de Yves Saint Laurent. Editions du Chêne, 240 p., 375 F.

« Le Monde » et ses invités sur le Vieux-Port de Marseille

Le jeudi 19 février jour de parution de son dossier spécial « Marseille ville au futur », le Monde a proposé, à ses lecteurs marseillais et aux habitants de la ville une soirée inhabituelle, sur le Vieux-Port, dans les murs du théâtre de la Crée.

Etaient présents, pour s'entretenir de choses et d'autres avec les invités, les acteurs Catherine Sellera, Francine Berger, Martine Pascal, et les auteurs Pierre Arditi, Michel Robin. - tous bien connus du public marseillais pour avoir interprété plusieurs pièces, ces dernières années, à la Crée. Etaient là aussi les auteurs dramatiques Michel Vinaver, Pierre Laville, et, bien sûr, le maître de maison, à la fois acteur, auteur, et metteur en scène, Marcel Merchal.

Comme la rencontre, très informelle, avait lieu dans l'une des salles de théâtre de la Crée où venait d'être jouée *Fin de partie* de Samuel Beckett et *Vers l'Est* de Marguerite Duras, le dialogue fut « lancé » par la projection d'une belle œuvre, qui a pour propos la vie du théâtre et

des comédiens, un film d'un jeune réalisateur marseillais, le *Succès* de Constantin Khoudikov.

Ce film raconte l'histoire d'un garçon d'une trentaine d'années, metteur en scène de théâtre à Moscou, qui vient d'éprouver des échecs dans sa vie de famille et son travail, et qui, afin de changer d'air, s'en va, dans une grande ville loin de Moscou, mettre en scène la *Mouette* de Tchekhov.

Dans ce théâtre, il y a une troupe régulière d'acteurs, qui accepte assez mal l'arrivée de ce metteur en scène de la capitale, qui d'ailleurs manque de souplesse, est assez brusque. Et cette situation de demi-conflit nous permet de découvrir, de manière aiguë, brillante, la plupart des habitudes, des difficultés de l'art des comédiens, qui sont pour une grande part les mêmes en URSS et en France.

La public de cette soirée découvrait ainsi, par l'entremise du film, bien des choses de la vie des acteurs qui ne lui étaient pas connues, et, comme il avait là, « sous la main » pourrait-on dire, une équipe de comédiennes et comédiens remarquables, il put confirmer ses impressions.

M. C.

la Tempête CARTOUCHERIE LOC 43 29 36 38 ET FNAC

MARIO GONZALEZ met en scène STUART SEIDE joue

LA DERNIERE BANDE de SAMUEL BECKETT

soirée 2 du mardi au samedi 21 et dimanche 15 h 30

Les petites annonces de la dernière semaine

THEATRE EUROPE FEVRIER

CARTES BLANCHES AUX COMEDIENS ALLEMANDS en collaboration avec le GOETHE INSTITUT

22 FEVRIER - 20H30 MATHIEU CARRIERE
III - Eine teufelsinsuere im siebzehnten Jahrhundert - Sigmund Freud, 1923

24 FEVRIER - 20H30 JUTTA LAMPE
III - Die Weise von Liebe und Tod des Cornets Christoph Rilke - et autres poèmes.

ODEON THEATRE NATIONAL Tél. 43.25.70.32

MERCREDI

HARRISON FORD

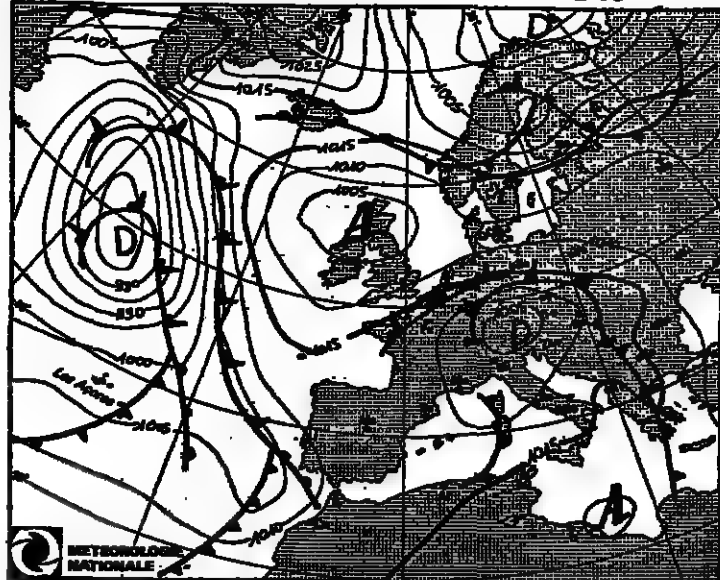
Mosquito Coast

PETER WEIR

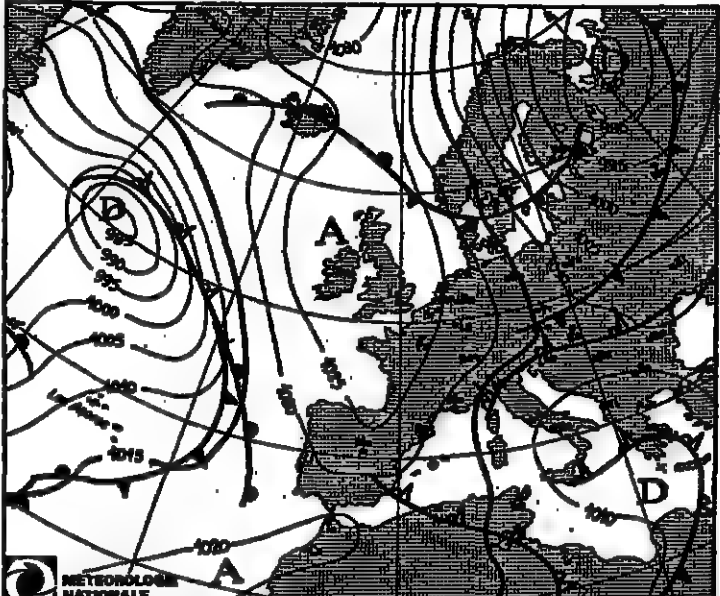
THE SAUL ZAENTZ COMPANY PRESENTS A FILM BY PETER WEIR HARRISON FORD THE MOSQUITO COAST HELMUT BERGER RUTH PROSSIN CONRAD ROBERTS ANDRU GELBOY MARTHA TUMFOLDS MONTAGE THOMAS MONTAGUE ANDREW GELBOY JOHN SALE A.C.C. MUSIC BY MAURICE JARRE COSTUME DESIGNER SAUL ZAENTZ EDITOR JERRY L. COTE DES MONTAGNES BY PAUL THORPEX PRODUCTION (C) 1986 BY SAUL ZAENTZ

MÉTÉOROLOGIE

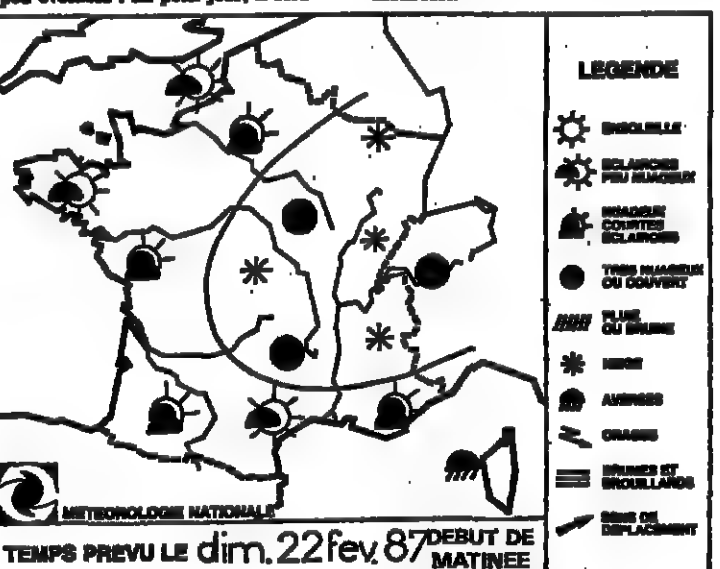
SITUATION LE 21 FÉVRIER 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 23 FÉVRIER À 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 21 février à 0 heure et le dimanche 22 février à 24 heures. Les retours d'air génériques par la dépression d'origine méditerranéenne s'annoncent matins sur l'Australie, sont en lente atténuation. L'anticyclone d'Irlande va s'écarter sous l'influence de l'ouest et le nord à notre pays, apportant un temps plus stable. Dimanche : le matin, le temps sera généralement très nuageux, gris, humide et brumeux. Il se dégagera sur la moitié est ; en Champagne, Lorraine, Alsace, Franche-Comté, Bourgogne, dans le Massif Central, le Centre-Est, et les Alpes. Il se dégagera également sur les Pyrénées. Pas de précipitations sur les autres régions. En Bretagne, Normandie, et dans le Nord, on aura même des éclaircies dès le matin. Près de la Méditerranée, les éclaircies seront plus tardives. Les températures minimales seront peu élevées : un peu jour, il fera 0 à 3 degrés, parfois -5 degrés sur le relief. Des températures légèrement positives, 1 à 3 degrés sur les côtes maritimes. Au cours de la journée, les chutes de neige s'écarteront lentement vers l'est, et ne toucheront plus le soir que les Alpes et le Jura. Les neiges resteront abondantes de la Franche-Comté à l'est du Massif Central et à l'est de la Bretagne, et en Corse où la neige pourra donner des ornières d'après-midi. Sur toutes les autres régions, malgré les nuages bas souvent très présents, des éclaircies apparaîtront au cours de la journée. Les températures maximales seront 1 à 3 degrés sur la moitié est, mais 10 degrés environ près de la Méditerranée. Plus à l'ouest : 3 à 5 degrés, 7 à 8 degrés près de l'Atlantique. Le vent sera généralement faible à modéré de nord. Mistral et tramontane se renforceront l'après-midi. Près de la Manche : vent de nord-est, modéré à assez fort.



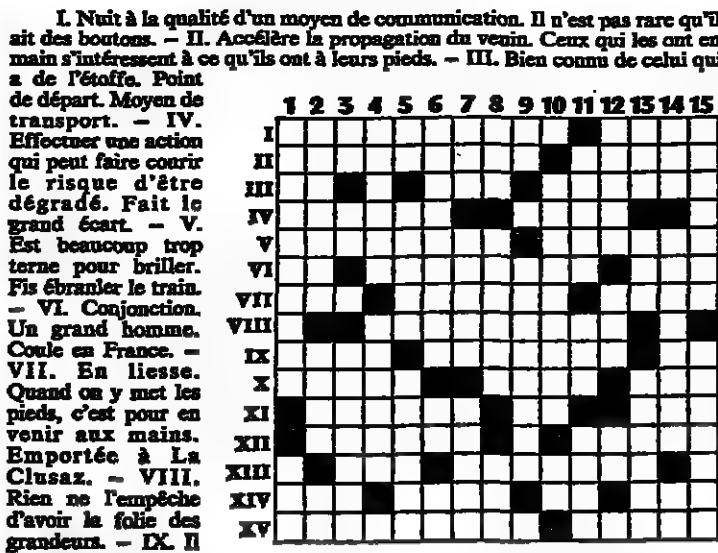
TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé. Valeurs extrêmes relevées entre le 20-2 à 6 h TU et le 21-2-1987 à 6 h TU

FRANCE	20-2	21-2	22-2	23-2
ALGER	10	10	10	10
BARCELONE	10	10	10	10
BELGRADE	10	10	10	10
BOMBAY	10	10	10	10
BUDAPESTE	10	10	10	10
CAEN	10	10	10	10
CHANGHAÏ	10	10	10	10
CHONGKING	10	10	10	10
COPENHAGUE	10	10	10	10
DARWIN	10	10	10	10
DELHI	10	10	10	10
GENÈVE	10	10	10	10
HANOI	10	10	10	10
HONGKONG	10	10	10	10
KARAKORUM	10	10	10	10
LAO	10	10	10	10
LIENING	10	10	10	10
LYON	10	10	10	10
MARSEILLE	10	10	10	10
MATRUH	10	10	10	10
MELBOURNE	10	10	10	10
MONTREAL	10	10	10	10
MUSKAT	10	10	10	10
NANKING	10	10	10	10
PARIS	10	10	10	10
PEKING	10	10	10	10
PRAGUE	10	10	10	10
REIMS	10	10	10	10
SEKOU	10	10	10	10
SHANGHAI	10	10	10	10
SINGAPOUR	10	10	10	10
STANBOUR	10	10	10	10
TOKYO	10	10	10	10
VIENNE	10	10	10	10

* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4426 HORIZONTALEMENT



I. Nuit à la qualité d'un moyen de communication. Il n'est pas rare qu'il ait des boutons. - II. Accroître la propagation du vin. Ceux qui les ont en main s'efforcent à ce qu'ils ont à leurs pieds. - III. Bien connu de celui qui a de l'effort. Point de départ. Moyen de transport. - IV. Effort pour une action qui peut faire courir le risque d'être dégradé. Fait le grand effort. - V. Est beaucoup trop ternie pour briller. Fin ébranler le train. - VI. Conjonction. Un grand homme. Coule en France à sa naissance. - VII. En liesse. Quand on y met les pieds, c'est pour en venir aux mains. Emportée à la Clusaz. - VIII. Rien ne l'empêche d'avoir la tête des grands. - IX. Il ne vaut mieux pas être vu pour le remplir. Susceptible d'intéresser celui qui ne cherche qu'à faire plaisir. N'est pas sans suite. - X. Peut faire regretter d'avoir passé la main. Est en mesure d'attirer l'attention de celui qui recourent le terrain. Cité africaine. - XI. Préparé pour apparaître. Matrice facilement la situation. Est blanc comme neige. - XII. Poussé à s'occuper de ses affaires. Données pour dériver. - XIII. Idéal pour celui qui veut jeter la pierre. Son gibier est infatigable. - XIV. On lui a fait perdre ce qu'il avait de plus précieux. N'est pas de durée bien définie. Pièce montée. Cause des déceptions. - XV. Présentes à la fin d'une « tournée ». Variétés d'œuvres.

VERTICALEMENT
1. Repetir ceux qui ne craignent pas de s'attacher à un gros morceau. Délaissés par celui qui a une poche bien remplie. - 2. Nécessaire pour se débarrasser de la chose. Avec lequel on peut être sûr qu'il va y avoir du sport ! Sont mis en bataille. - 3. Porteur de casque. Pierre ou Paul. Pour bien vivre la nuit. - 4. On l'emploie pour l'empois. Moment où l'on rassemble les montons. - 5. La ville pour s'installer à la campagne. Rattachée de ce qui était rempli de vers. Grâce à eux, il est possible de louer à toute époque de l'année. - 6. Ceux qui en étaient les victimes redoutaient qu'ils les laissent tomber. Soient une union. Les grains le font grossir. - 7. Morceau de fil. S'entremet en cas de ceux qui ont subi une épreuve. Avait la base des math. - 8. Propice aux caprices. Était malheureux quand il n'y voyait goutte. Trop épicé au goût de certains. - 9. N'est donc plus à l'abri des regards. Va se trouver dans un nouvel état. - 10. Qui ne sentent donc plus l'essence. Préposition. - 11. Variété de choléra. Fait grand bruit. Spécialiste de la recherche. - 12. Pas forcément entre les mains de celui qui a plus d'une carte dans son jeu. A connu le meilleur avant le pire. Réchauffait le cœur des prétendants. - 13. Élément d'un cercle. A les bras en croix. Respirant l'air du large. - 14. Étiquette ou quelconque. Fait des opérations qui sont souvent des soustractions. Quelque chose d'écœurant. - 15. Est vraiment « empoisonnant ». Résultat d'une maladresse.

Solution du problème n° 4425

HORIZONTALEMENT
I. Frontage. - II. Rue. N.R.F. (Nouvelle rue française). - III. Onolettas. - IV. Ne. Piste. - V. Ta. Mère. - VI. Ramper. - VII. Tête. - VIII. On. Normal. - IX. Fesser. - X. Tsa. Nil. - XI. Auto. Bui.

VERTICALEMENT
1. Front. Volta. - 2. Rumeur. Su. - 3. On. AT. Fht. - 4. Melpomène. - 5. EL. Piste. - 6. Tumeurs. - 7. Endormir. - 8. Réer. Arie. - 9. Hs. Bial. Li.

GUY BROUTY.

Décès

Nous apprenons le décès, survenu le jeudi 19 février 1987 à Paris, du général François BOUQUET, compagnon de la Libération, dont les obsèques seront célébrées le mercredi 25 février, à 10 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris.

Né le 30 janvier 1913 à Nancy (Meurthe-et-Moselle) et ancien capitaine, François Bouquet fut prisonnier par les Allemands en mai 1940, d'où il fut libéré en septembre 1941, puis en septembre 1944, il fut fait compagnon de la Libération, comme capitaine à la direction générale des études et de la recherche (DGER), qui devait donner naissance aux services de renseignements.

Après plusieurs postes d'attaché à Paris et en Afrique, François Bouquet commença, comme colonel, le 3^e régiment de chasseurs d'Afrique en 1957. En 1962, il commanda la 5^e brigade blindée à Tignes, en Alpes françaises, et fut en 1965, avec le grade de général de brigade, nommé adjoint au général commandant la 1^{re} division d'infanterie à Tignes. En 1968, il commanda la 1^{re} division à Tignes avant d'être élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée en 1971, pour occuper le poste d'inspecteur de l'armée blindée et de la cavalerie. Il fut admis dans le cadre de réserve en 1974. Le général François Bouquet est titulaire de nombreuses décorations, dont le King Cross Medal, et il était grand officier de la Légion d'honneur.

M^{me} Stanislas Deleris.

Est toute la famille. Ent la douleur de faire part du décès de M. Maurice DELERIS, dans sa 77^e année, le 17 février 1987, dans sa résidence à Paris, 10^e arrondissement.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 23 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Martin des Batignolles, 77, place du Docteur-Félix-Lobigeois, à Paris-17^e.

On nous prie d'annoncer le décès, survenu à Paris le 10 février 1987, de M. Francis DUPONNOIS, ancien délégué général du Comité français de service social.

Les obsèques religieuses ont eu lieu, à Rouen, dans l'intimité.

Une messe sera célébrée à son intention, le mardi 3 mars 1987, à 18 heures, en la chapelle des catéchismes de la basilique Saint-Clément, 29, rue Lacaze, à Paris-7^e.

M^{me} Roger Valéry.

Est toute la famille. Ent la douleur de faire part du décès de M. Roger VALEIRE, croix de guerre 1939-1940.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame-de-la-Route, le lundi 23 février 1987, à 10 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

73, avenue Raymond-Bergasson, 63100 Clermont-Ferrand.

Anniversaires

- La famille de Raymond COGNAT, rappelle son souvenir à ses amis en ce dixième anniversaire de son mort.

- Pour le dixième anniversaire de la disparition de JÉRÔME JIBERT, née Tria, une pensée est adressée à ceux qui l'ont connue et aimée.

Edition

La mort de E. P. Jacobs
Un maître de la BD

Le dessinateur belge Edgar Pierre Jacobs est mort vendredi 20 février à Bruxelles. Il était âgé de quarante-deux ans.

Avec l'inventeur de Blake et Mortimer, qui s'est éteint chez lui, la bande dessinée vient de perdre l'un de ses plus grands classiques. « Je suis né le 30 mars 1944, à l'époque des fleurs, des lampes à pétrole et des poils à charbon. C'est sur ces notes que s'ouvre l'opéra de papier, le livre de souvenirs publié par Edgar Pierre Jacobs chez Gallimard en 1981.

Le dessinateur belge y relate un parcours pour le moins singulier, qui l'avait mené des planches du Théâtre de la Momie (où il fut engagé comme baryton dès 1921) à ces autres planches qu'il allait livrer après la guerre au journal *Tintin*. Jacobs vint à la BD par accident en 1942 : la rédaction de l'hebdomadaire *Bravo* le chargea de poursuivre, au pied levé, un épisode des aventures de Gordon l'Intrepide (héros américain plus connu en France, comme *Guy l'Éclair*), dont les dernières pages s'élevaient par traverser l'Atlantique.

Non seulement il s'acquitta de cette mission impossible, mais il dessina ensuite après une œuvre originale, le *Rayon U*, remarquée par Hergé. Engagé par ce dernier au 1^{er} janvier 1944, Jacobs fut étroitement associé à la refonte des premières aventures de Tintin et à l'élaboration de nouveaux épisodes comptant parmi les meilleurs de la série : le *Trésor de Rackham le Rouge*, le *Sept Boules de cristal* et le *Temple du soleil*.

Mais ses propres personnages (le capitaine Francis Blake, des services secrets britanniques, et le professeur Philip Morimer, homme de sciences au tempérament impulsif) l'absorbèrent tout entier.



En l'espace de vingt ans, il allait donner sept grands récits parmi lesquels plusieurs chefs-d'œuvre : *le Mystère de la Grande Pyramide* (1950-1952), *la Marque jaune* (1953-1954), *SOS mémoires* (1958-1959) et *le Piège diabolique* (1960-1961). Fortement teinté de science-fiction et de fantastique, ces récits d'aventures enflammèrent toute une génération de lecteurs par leur densité épique, leur force de persuasion et leur philosophie humaniste. Nombreux sont les dessinateurs actuels qui se réclament de la rigueur jacobsonne.

Celle-ci devait malheureusement l'amener à réduire toujours davantage son rythme de travail. Dernière aventure de Blake et Mortimer, les *Trois Formules du professeur Sato* restent inachevées... depuis vingt ans ! Des crayonnés de la fin existent pourtant, qui pourraient peut-être le sort éditorial réservé à *Tintin* et l'*Alpha* art. Le tournage de la *Marque jaune* par le réalisateur Lam Lâ n'est pas moins attendu. Dans l'attente de ce double événement, on peut toujours se passionner pour les nouvelles fouilles entreprises dans la Grande Pyramide... et relire les fabuleux albums d'Edgar Pierre Jacobs.

THERRY GROENSTEEN.

ÉCHECS

A Linares (Espagne)
Karpov affronte Sokolov

Le lundi 23 février, à Linares, en Espagne, doit débuter le match Karpov-Sokolov. Le vainqueur affrontera, vraisemblablement en septembre en un lieu qui n'est pas encore désigné, Garry Kasparov, qui mettra sa coréenne mondiale en jeu.

Qui, à part Kasparov, peut battre Anatoli Karpov dans un match en quatorze parties ? Qui peut l'empêcher de se retrouver pour la quatrième fois face à celui qui l'a privé du titre de champion du monde que lui-même ne pense qu'à récupérer ? Le sort des armes a désigné Andreï Sokolov alors que le monde des échecs attendait plutôt Timman ou Nunn ou encore Beliavsky.

Sokolov n'a que vingt-trois ans. Champion d'URSS en 1984, il se qualifie pour le Tournoi des présidents au championnat du monde, qui a eu lieu en octobre-novembre 1985 à Montpellier. Il n'est pas, et de loin, favori, n'étant classé que treizième joueur mondial. Et pourtant, il termine premier ex aequo avec Vaganian et Yousoupov devant Timman. Il bat ensuite Vaganian et rencontre en octobre 1986 Yousoupov, qui a éliminé Timman. Le match, en quatorze parties comme celui qu'il va disputer contre Karpov, commence très mal pour lui. A la dixième partie, il est mené 6-4. Avant d'être éliminé. C'est alors - à Karpov si l'on peut dire - qu'il aligne trois victoires de rang et annule la dernière partie.

Il faut une force de caractère et les nerfs peu communs pour réussir un tel exploit, qui lui vaut aujourd'hui d'être classé troisième joueur mondial (Elo 2645) et de pouvoir rencontrer le vice-champion du monde en titre, tout de même, à lui, un Elo de 2710 points. La différence est énorme. Si on ajoute à cela l'expérience de Karpov, son obsession de retrouver Kasparov et, tout simplement, son talent, on peut en déduire sans grand risque que, dans quelques mois, lui et Kasparov enverront leur quatrième partie de championnat du monde.

B. de C.

سكندر الأتاسي

Le Monde REGIONS

ALSACE

Une taxe de luxe sur la chasse

Le conseil régional d'Alsace voudrait récupérer une taxe supplémentaire : il a adopté à l'unanimité une motion demandant que les droits d'enregistrements perçus sur les baux de chasse soient reversés à la région. La chasse en Alsace, comme en Moselle d'ailleurs, est en effet réglementée par le droit local issu de la loi du 7 février 1881. Les locataires des chasses, choisis par adjudication, paient un droit d'enregistrement de 18 % pour les chasses communales, et de 19 % pour les chasses domaniales. Au total, cette « taxe de luxe » a rapporté, en 1986, 6 700 000 francs au Trésor public.

M. Xavier Muller, maire de Mersheim (Bas-Rhin), auteur de cette motion, a expliqué que, puisque cette loi n'avait pas d'équivalent dans le reste de l'Hexagone, cet argent devrait logiquement revenir aux deux régions concernées (Alsace et Lorraine). On pourrait ainsi, a-t-il suggéré, favoriser l'équilibre du gibier, améliorer des actions pour l'environnement. Tous les élus régionaux ont soutenu cette idée.

HAUTE-NORMANDIE

Le bon grain de Rouen

Par rapport à celui du Havre, qui d'une année sur l'autre a baissé de 3 %, le trafic du port de Rouen l'an dernier n'a enregistré qu'une chute de 0,9 %. Mais avec 21,89 millions de tonnes, il reste toutefois très inférieur à celui de son puissant voisin et concurrent (48 millions de tonnes).

Les exportations représentent 60 % du trafic total de Rouen et même si les expéditions de céréales ont accusé un recul de 13 %, le port normand reste le numéro un européen du grain — malgré la concurrence de Grand Noctuaire — et voit passer dans ses silos 7 % du marché mondial du blé.

Rouen a bénéficié d'une croissance spectaculaire des entrées et sorties de pétrole brut (il existe trois raffineries dans la circonscription du port) et de produits raffinés. Autre succès : le rapatriement d'un trafic de papier canadien au détriment du redoutable concurrent... Anvers.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

MONTPELLIER. — Le premier numéro de *Méridien*, magazine trimestriel traitant de l'actualité économique du Languedoc-Roussillon, vient de paraître.

Réalisé par l'équipe de la *Lettre M*, bulletin confidentiel diffusé par abonnement à partir de Montpellier sur l'ensemble de la région, ce premier numéro, vendu 20 F, a été tiré à 6 000 exemplaires. Il comprend notamment une enquête intitulée : « Les Languedociens sont-ils fainéants ? » Une vingtaine de chefs d'entreprise de la région ont été invités à répondre à cette question.

POINT DE VUE

Toulouse et les autres

par PIERRE MADAULE

Après la visite à Toulouse, les 13 et 14 février derniers, du premier ministre, Pierre Madaule, président du Comité économique et social de Midi-Pyrénées, rappelle quels sont, au-delà de ceux de sa capitale, les besoins de la région.

C'est à Toulouse, d'entre part, que se réunira les 5 et 6 mars le congrès du Conseil national des économies régionales et de la productivité (INERP).

UNE étude récente de l'INSEE, commentée dans ces colonnes sous le titre : « La France riche et la France pauvre » (Le Monde des 14 et 15 janvier) notait une amélioration relative de la situation des régions du Sud-Ouest parmi lesquelles Midi-Pyrénées.

Effectivement, d'après cette étude, notre région passe de la quinzième place sur vingt-deux en 1982 à la douzième en 1984 pour le produit intérieur brut par habitant.

Cela traduit bien un dynamisme certain de Midi-Pyrénées, dont la capitale, Toulouse, est de plus en plus souvent citée par les médias à propos de l'aéronautique, de l'espace ou des technologies de pointe élaborées dans ses nombreux laboratoires publics et privés, pour s'en tenir à la technique.

Mais ce dynamisme n'est-il pas, avant tout, celui de la métropole régionale et ne serait-il pas comme l'arbre majestueux qui cache une forêt effrénée et malade ? Il ne faudrait pas que la région, celle de Toulouse et de ses environs, qui est une grande chance pour notre région, occulte les faiblesses de la plus vaste région de France avec ses huit départements et 4,3 % de la population pour 8,3 % du territoire métropolitain.

Car le réel de Midi-Pyrénées c'est aussi le dépeuplement de vastes zones rurales offrant des conditions de vie de plus en plus difficiles à ceux qui restent, surtout

aux jeunes ; c'est également la crise qui touche les bassins d'emplois industriels traditionnels de ces zones rurales, et c'est enfin son enclavement, avec des routes vétustes qui découragent les implantations industrielles éloignées de Toulouse et de son aéroport, quand elles ne font pas partir les entreprises, parfois les plus performantes, existant dans les bassins d'emplois traditionnels.

En quatre ans, entre le début de 1982 et celui de 1986, on compte deux mille quatre cents emplois de plus en Midi-Pyrénées. Mais cette augmentation — qui nous situe en bonne position par rapport à d'autres régions — est en fait le résultat d'un accroissement de neuf mille neuf cents emplois dans le bassin d'emplois de Toulouse et d'une perte de sept mille cinq cents dans le reste de la région.

De ces chiffres, je tirerai principalement deux conclusions : — Premièrement, le désenclavement est une véritable précondition, une condition nécessaire (bien que

non suffisante) du développement économique, et la mise à niveau des routes nationales exige un effort beaucoup plus conséquent de l'Etat. Cela nécessite une augmentation des crédits et une accélération des travaux pour faciliter la circulation des personnes et des biens, tant vers l'extérieur de la région, et notamment l'Espagne, qu'à l'intérieur, et permettre également au dynamisme de Toulouse de se diffuser, mieux qu'actuellement, dans toute la région.

Deuxièmement, la politique d'aménagement du territoire, centrée sur des pôles de développement urbain, a des limites, surtout dans une région vaste et rurale comme l'est Midi-Pyrénées... à moins d'accepter comme fatal — et d'accélérer — le vieillissement, l'abandon et le désert hors de ces pôles, ce que je refuse.

A l'heure où l'aménagement du territoire fait l'objet de l'attention du gouvernement, je me dois de verser ces observations au dossier des propositions établi par la commission de réflexion, présidée par Olivier Guichard.

Depuis dix ans, la chute des mises en chantier de logements s'est accélérée : cent quinze mille en 1975, quarante mille l'an dernier. A contrario, depuis qu'il y a deux ans le gouvernement a considérablement libéré les règles (redevances et agrément) de construction en Ile-de-France — ce que réclamait à cor et à cri les élus de la région, — on assiste à une prolifération des programmes de bureaux, notamment dans l'ouest de la région et surtout dans les Hauts-de-Seine. Conséquence : une concentration du déséquilibre Est-Ouest et un risque d'engorgement des moyens de transports (RER, autoroutes). Dans un souci de gonfler leurs recettes fiscales (par le biais de la taxe professionnelle) et d'offrir des emplois à

leurs habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

« LE RHONE QUI BOUGE »

Valence et ses bus-TV

UN Valencinois vient d'inventer le journal le plus populaire à lire en public : le « visio-bus ». Des écrans, aux dimensions d'un poste de télévision, installés dans les cinquante bus de Valence, chef-lieu de la Drôme, diffusent en couleur et en silence un « journal cyclique » d'une dizaine de minutes : informations pratiques entrecoupées de messages publicitaires. Dans une quarantaine de communes de la ville, des écrans identiques diffusent les mêmes informations. Ils sont reliés par téléphone au centre serveur de la société SVD (Service de vidéographie diffusée), qui exploite l'ensemble du réseau. Particularité du visio-bus : il fonctionne sans fil, il est téléchargé à distance et l'on peut à tout moment « réactualiser » l'information.

C'est une première européenne, fait remarquer Rodolphe Pesce, député PS et maire de la ville, qui vient d'inaugurer le visio-bus. Il y a un an, Joël Tatier, fondateur et PDG de SVD, tentait le pari du visio-bus. Il vient de faire un « miracle », qu'on lui demande déjà de renouveler à Grenoble, Nice, Montpellier et peut-être Paris. Rodolphe Pesce voit dans ce jeune patron le digne représentant d'une « nouvelle race d'entrepreneurs » dont sa municipalité a le plaisir d'imprimer à la fois la capitale du Rhône qui bouge.

Valence a trop longtemps manqué d'ambitions, avoue-t-il. Pour beaucoup, la préfecture de la Drôme (68 000 habitants, 120 000 avec l'agglomération) reste une ville coincée entre deux bretelles d'autoroute, ou ne laisse

le souvenir que de « deux minutes d'arrêt » à la gare sur le chemin des vacances.

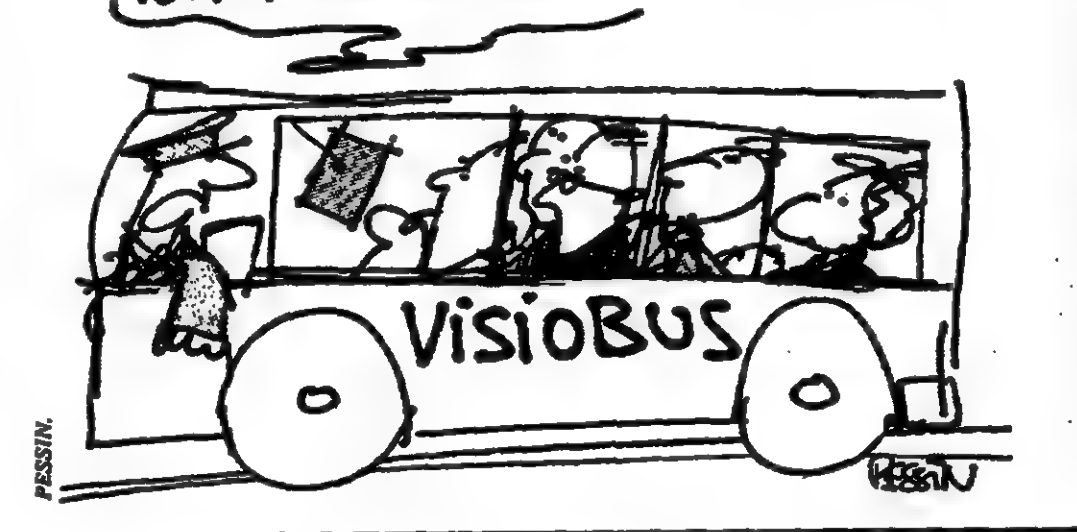
Dans quelques semaines, le maire engagera 600 000 F dans une campagne publicitaire destinée à inviter les industriels à s'installer à Valence. Avec un secteur tertiaire très développé (80 % de la population active), la ville espère attirer surtout de petites unités dont les dernières nées étonnent déjà : IMAJE, leader de la fabrication d'imprimantes à jet d'encre, que l'on vient visiter des Etats-Unis, est passé de sept salariés à cent quatre-vingts en cinq ans ; IC-ACBF, fabrique monobloc de machines textiles, a racheté une partie des ARCT de Roanne ; ou encore LPG : Louis-Paul Guizot inventeur d'un appareil de massage à « palper-rouler ».

Pour inciter à la création d'activités nouvelles, la mairie de Valence offre un « paquet-cadeau » : exonération de la taxe professionnelle, « conduits assés » de la nouvelle entreprise par les conseillers de la « maison du créateur », mise à disposition de locaux à loyer modéré. Quant à l'argent ? « Il ne manque pas », assurent en chœur les huit banquiers qui viennent de cofinancer avec la mairie une plaquette pour la promotion de leur ville. Ce sont plutôt les hommes qui manquent : la formation est l'un des points faibles des Valencinois dans leurs tentatives de relever le défi économique. L'Institut supérieur d'automatique et de robotique (ISAR) parfait la formation des jeunes ingénieurs. Mais cela ne suffit pas, même avec un IUT, une faculté de droit (fondée au DELG) et une classe de mathématiques supérieures, à faire de Valence une ville universitaire.

Pour attirer les « têtes », Valence utilise donc ses « jokers » : sa situation privilégiée et son art de bien vivre. La liaison aérienne Valence-Paris n'offre que deux aller et retour quotidiens avec le capital, mais la nouvelle ligne TGV prévue pour le début des années 90 mettra Paris à deux heures vingt-cinq minutes de Valence (actuellement deux heures cinquante-huit minutes). L'autoroute A49, pour laquelle l'enquête d'utilité publique vient d'être ouverte, accélérera les échanges avec Grenoble, les Alpes et la neige. Enfin, avec l'autoroute du Soleil, Valence n'est qu'à une heure trente minutes de la mer. Autant d'arguments dont on dit, à la mairie de Valence, qu'ils peuvent conduire les indices attirés en outre par les programmes des deux festivals de cinéma (Cinéma et Histoire et Cinéma et Littérature) organisés tous les ans par le Centre de recherches et d'actions culturelles et les menus du restaurant Pic, à s'arrêter à Valence « ville étape » sur la route des Jeux olympiques, entre Albertville et Barcelone.

GERARD MEJEAN.

OH!
J'AI DIT, TERMINUS
TOUT LE MONDE DESCEND!!!



LIMOUSIN

L'accordéon au Conservatoire

Le Conservatoire national de la région de Limoges offre un nouvel enseignement : un département de musique traditionnelle française ; y sont programmés l'accordéon diatonique, la vielle à roue, la chabrette (cornemuse à soufflet), le violon. Cet enseignement sera complété par une activité de recherche et de collecte, par des cours de danse et des conférences-débats sur l'ethnographie musicale française, et plus précisément celle du Massif Central.

Ce nouveau département du Conservatoire de Limoges sera confi-

ILE-DE-FRANCE

Trop de bureaux, trop peu de logements

Comment trouver des terrains à bâtir en Ile-de-France (surtout dans la zone dense, c'est-à-dire Paris et la proche banlieue) et relancer la construction de logements ? Tel était le thème du colloque organisé le 2 décembre à Paris et qui a réuni près de sept cents élus, promoteurs et fonctionnaires spécialisés dans l'urbanisme et la construction.

Depuis dix ans, la chute des mises en chantier de logements s'est accélérée : cent quinze mille en 1975, quarante mille l'an dernier. A contrario, depuis qu'il y a deux ans le gouvernement a considérablement libéré les règles (redevances et agrément) de construction en Ile-de-France — ce que réclamait à cor et à cri les élus de la région, — on assiste à une prolifération des programmes de bureaux, notamment dans l'ouest de la région et surtout dans les Hauts-de-Seine. Conséquence : une concentration du déséquilibre Est-Ouest et un risque d'engorgement des moyens de transports (RER, autoroutes). Dans un souci de gonfler leurs recettes fiscales (par le biais de la taxe professionnelle) et d'offrir des emplois à

leurs habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

Leur habitants, les maires sont souvent tentés de donner le feu vert à des immeubles de bureaux plutôt qu'à des programmes de logement. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, de l'aménagement du territoire et du logement, et Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, ont annoncé qu'ils s'étaient fixés l'objectif, sur les trois ans qui viennent, de cinquante mille logements par an, ce qui provoquera la création de quinze mille emplois nouveaux dans le bâtiment et les travaux publics. Mais l'accroissement de l'offre de terrains relève davantage des maires eux-mêmes que du gouvernement.

PROVENCE ALPES-COTE D'AZUR

L'argent du tourisme

La dépense moyenne par personne et par jour (hors voyage) du touriste étranger qui séjourne en Provence-Alpes-Côte d'Azur est d'environ 120 francs. Un tiers de cette dépense est consacré à l'hébergement. Elle varie en fonction du mode d'hébergement choisi : de 233 francs à l'hôtel à 85 francs chez des parents ou amis. On peut estimer à 17,9 milliards de francs le chiffre d'affaires directement lié aux dépenses des touristes venus de l'étranger de la région en juillet et août.

Les étrangers dépensent plus que les Français, même avec une durée moyenne de séjour plus courte : leur budget moyen par personne et par séjour atteint 2 020 francs pour 1 866 francs chez les Français. Cela est dû en grande partie au fait que les étrangers fréquentent plus les hébergements payants (hôtels, campings) et moins les hébergements gratuits (parents ou amis, résidence secondaire personnelle).

Ces indications sont données par la direction régionale de l'INSEE dans une enquête sur le tourisme d'été en 1985.

RHONE-ALPES

C'était la « Menu »...

Le site « historique » de Mammarches va accueillir un centre d'offices modernes, des logements de standing et des installations de haute technologie.

Les premiers coups de pioche sont prévus avant la fin de 1987. Le groupe immobilier SARI-SEERI, qui a été chargé de l'aménagement du quartier de la Défense à Paris, sera le maître d'œuvre du projet. Les 5 hectares de terrain en plein centre de la ville devraient être vendus prochainement aux alentours de 20 millions de francs.

Le projet prévoit qu'une partie des bâtiments, construits au dix-neuvième siècle et déclassés depuis le départ des derniers pigeons de grève célestes en 1985, seront détruits ou aménagés. Une galerie commerciale serait installée sous les verrières des ateliers, tandis que d'autres bâtiments seront aménagés en bureaux et appartements.

Le site accueillera aussi un planétarium, un Palais des congrès et un Centre régional de l'image de synthèse. « Thomson et IBM sont déjà intéressés par ce projet », confie François Dubouché, maire (UDF) de la ville. Près d'un millier d'emplois devraient ainsi être créés dans la région stéphanoise.

La façade de l'usine, sous l'ancien imposant monument d'architecture industrielle du dix-neuvième siècle, sera conservée, ainsi que la centrale électrique, avec ses énormes turbines.

Un concours pour les usines à la campagne

GORGES CHAVANES, de l'Institut de l'agriculture et des services, et Jacques Salles, délégué à l'aménagement du territoire, ont lancé un concours sur le thème « Créez votre entreprise à la campagne ». Ses résultats seront proclamés lors de la conférence nationale d'aménagement rural, les 24 et 25 juin à Besançon.

Créé avec l'appui de la DATAR, de la Caisse nationale de crédit agricole, du Comité pour l'agriculture des Vosges, du conseil général du Doubs, de l'Association nationale pour la création d'entreprises et de l'INRA, ce concours est doté d'un premier prix de 100 000 francs.

Les zones rurales les plus fragiles, affectées par la baisse démographique et de la désertification économique, se trouvent en Corse, dans les massifs montagneux, les Morvan, les Landes, le nord des Ardennes et de la Meuse, certaines zones de Bretagne et de Bretagne centrale.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Edouard Bazzet, Georges Chavanes, Jacques Fortier, Guy Portet. Coordination : Jacques-François Sarrat.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

L'HIVER n'en finit pas de s'éterniser à la Bourse de Paris. Si le climat s'est quelque peu réchauffé en fin de semaine, après l'annonce de la réunion monétaire du groupe des Sept à Paris prévue pour le 22 février, c'est d'abord et surtout un vent froid qui a soufflé dans les travers du palais Boursier. Malgré un surcroît des cours, jeudi, à la dernière séance du mois boursier, la liquidation de février était négative à 0,8 %. Le nouveau redressement du marché, vendredi, permettait au score hebdomadaire de s'équilibrer autour de zéro. La rue Vivienne nous avait habitués à de plus fortes températures.

Jusqu'à mi-fin de la semaine, le pessimisme et la mauvaise humeur n'ont, il est vrai, cessé de grossir (-1,3 % mercredi), nourris par les accrocs répétés de la conjoncture française. Le dérapage quasi certain des prix en janvier - dans les services notamment - était dévotement accueilli autour de la corbeille. « En régime de liberté (des prix), certains ne savent pas se tenir et se montrent rapidement trop gourmands », regrette un observateur, traduisant le sentiment général de la place. La crainte d'un redressement de l'inflation renouait les espoirs d'une baisse des taux, encore très tendus en France. Si mal ne croyait-il au échec de la réunion du «G7», on restait circonspect sur la portée des décisions qui devaient être prises. Dans ce contexte, l'hypothèse d'un recul prochain des taux d'intérêt paraissait prématurée.

Quant à la publication des statistiques de commerce extérieur pour janvier, elle n'a fait qu'accroître le malaise initial. Avec une balance commerciale déficitaire de 2,5 milliards de francs (contre un excédent de 3,7 milliards de francs en décembre), la France a mal commencé l'année, sur les marchés d'exportation en particulier. La Bourse, où sont cotées les grandes firmes tournées vers l'extérieur, a été la première sanctionnée par ce mauvais départ.

En attendant qu'il parvienne de son assurance, le marché a, de surcroît, été victime de la concurrence des autres places internationales, les capitaux anglo-saxons se dégageant de Paris pour rejoindre Wall Street en ébullition ou Londres,

Incertitudes

à son plus haut niveau historique en début de période. On notait au passage la réversibilité faciale d'oubli de ces Bourses, qui semblaient avoir « oublié » leurs problèmes - pourtant importants - d'habitués : l'affaire Borsky pour l'une, le scandale Calvi pour l'autre.

Deux phénomènes nouveaux - et plutôt encourageants - se sont cependant manifestés rue Vivienne. Ce sont d'abord les investisseurs français qui, revenant à l'achat, ont repris l'initiative aux étrangers. Ces derniers se sont ensuite séparés en deux groupes, celui des acheteurs paraissant l'emporter sur celui des vendeurs qui prenaient leur bénéfice en profitant au maximum de l'effet de change (les Américains principalement).

Autre trait original, le marché au comptant a connu un net regain d'activité (alors que le volume moyen de transactions au « règlement mensuel » restait important, autour de 2 milliards de francs par jour). Les professionnels estiment maintenant que les « blue chips » cotées à terme ont réalisé l'essentiel de leur programme. Ils se replient donc, silencieusement, sur le marché plus étroit du comptant, en « travaillant » quelques titres nationaux.

L'incertitude et le manque d'enthousiasme qui ont prévalu ces derniers temps à la Bourse n'ont pas été atténués, bien au contraire, par l'affaire Bouygues (voir encadré). La Bourse a même pu les échouer. Et même s'il ne s'agit que pour le moment d'un faux pas du bâtiment qui n'a pas perdu la vente de la part de 33,9 % du capital qu'il détenait dans SPIE-Batignolles n'a pas été saluée par les vives du marché.

Autre déconvenue, la dégradation sensible des résultats de Vallourec (production et pose de tubes), qui devrait enregistrer pour 1986 une perte nette consolidée voisine de 400 millions de francs, a perturbé les investisseurs, les hantant à la prudence. Certaines valeurs, comme Michelin,

Semaine du 16 au 20 février

Peugeot ou Danault, restaient très démunies, sans effectuer pour autant des écarts spectaculaires.

C'est dans ce climat alourdi qu'un courant encore discret de polémique a jailli autour de la privatisation de l'Électricité de France. Longtemps muette sur le sujet, l'opposition socialiste a accusé le gouvernement, par la voix de M. Jack Lang, d'avoir « dilapidé le bien des Français et fait réaliser des superprofits à quelques groupes financiers, sur le dos des contribuables ». À travers ces propos, l'ancien ministre de la culture a mis en cause le « moyen » des dix-sept investisseurs choisis pour détenir 18,2 % du capital de l'Électricité de France, avec pour engagement de conserver 80 % de leur part pendant au moins deux ans. Si la réaction de M. Lang est tardive (on connaissait en décembre la composition du « moyen ») et parfois abusive (il parle de 52 milliards de contribuables épouillés), elle n'est pas sans quelques vraies questions.

Dans une lettre qu'il nous a adressée le 17 février, il observe que les dix-sept gros investisseurs peuvent dès maintenant prendre leur bénéfice sur 28 % des actions acquises, et gagner ainsi 160 millions de francs. « Comment expliquer, poursuit-il, que la prime de contrôle soit de l'ordre de 50 % dans le cas de l'Électricité de France, et de 2,5 % dans le cas de l'Électricité de Paris ? Autre interrogation : pourquoi les actions du « moyen » n'ont-elles pas été prises aux enchères ? En réalité, il est clair que M. Lang a voulu jouer la « sécurité » du placement en choisissant lui-même les dix-sept membres. « Pourrait-il courir le risque de céder une part significative du capital à un investisseur non crédible ? », s'exclame un bonhomme.

Les critiques du choix, arrêtées par le ministre, tracent les limites que les libéraux du 16 mars ont données à la loi du marché. Il est encore trop tôt pour juger de l'opportunité d'avoir fait entrer dans ce cercle restreint des étrangers comme le groupe Bruxelles-Lambert ou la Kuwait Investment Authority (dont la « crédibilité » est parvenue à l'état de « double éponge »). Il reste, c'est une évidence, que la privatisation de l'Électricité de France n'a pas été une opération de pure spéculation. Mais qu'en dit-on ?

ERIC FOTTORINO.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Trois records battus

Réduits à quatre séances en raison de la fermeture du President's Day, la semaine à Wall Street a été faste, le Dow Jones franchissant pour la première fois trois sommets historiques (jusqu'à 2 237,64) avant de reculer vendredi à 2 235,24 (+51,88 points depuis le 13 février). Des ordres d'achat étrangers, l'optimisme des investisseurs sur la santé de l'économie et des entreprises américaines ont conforté le sentiment, ainsi que l'arrivée des capitaux venus du marché obligataire, devenu moins rentable. La diminution du taux d'escompte japonais, déjà anticipée, est passée inaperçue.

	Cours 13 fév.	Cours 20 fév.
Alcoa	44 1/8	43 3/4
AT&T	23 5/8	23 1/2
Boeing	50 3/8	52 7/8
Chrysler	38 3/4	40 3/8
Du Pont de Nemours	36 5/8	39 3/4
Eastman Kodak	78 7/8	79 7/8
Exxon	81	81 5/8
Ford	61 1/8	62
General Electric	103 1/4	107
General Motors	75 3/4	76 1/2
Goodyear	53 3/4	55 1/4
IBM	134 5/8	139 3/4
ITT	61 5/8	62
ITT	44 1/4	43
Johnson & Johnson	78 5/8	79 7/8
Pfizer	39 1/8	39 3/8
Schlumberger	55 1/2	55 1/2
Texas Instruments	57 1/2	58 1/2
Union Carbide	26 1/4	26 5/8
USX	24	24 1/8
Westinghouse	60 3/4	61 1/2
Xerox Corp.	70 1/4	74 1/2

LONDRES

Euphorie

L'euphorie s'est poursuivie cette semaine au Stock Exchange, où l'indice Financial Times a touché, pendant trois séances consécutives, de nouveaux sommets. Des prises de bénéfices ont ensuite interrompu son ascension. L'anticipation d'un allègement de l'impôt sur le revenu et l'espoir d'une baisse des taux ont dopé le marché, qui reste très volatil.

Indice Financial Times du 20 février : 1 567 (contre 1 521 le 13 février) ; fonds d'Etat : 87,22 (contre 86,18) ; mines d'or : 300,9 (contre 300,7).

	Cours 13 fév.	Cours 20 fév.
Bootham	525	538
Bovest	423	428
Brit. Petroleum	764	756
Charter	329	325
Comstock	324	321
De Beers (*)	928	947
Glaxo	13 21/4	15 5/32
Int. Univ. Stores	16 1/4	16 1/4
Shell	16 1/2	16 1/2
Shell	16 1/2	16 1/2
Unilever	23 3/4	24 1/4
Victrex	484	485
Worleyparsons	36 1/2	37 1/4

(*) En dollars.

FRANCFORT

Régali

La Bourse de Francfort a connu cette semaine un nouvel accès de faiblesse, conséquence de la fermeté du mark. Les investisseurs ne manifestent pas une grande confiance à l'approche de la réunion monétaire du groupe des Sept.

Indice commercial du 20 février : non publié.

	Cours 13 fév.	Cours 20 fév.
ABG	301,50	298,10
BASF	253,50	248,50
Bayer	208,50	201
Commerzbank	274	261,30
Deutschebank	697	685
Hoechst	248,10	248
Karstadt	476	463
Messerschmitt	147,50	152
Siemens	626,70	633,90
Volkswagen	342,50	347

TOKYO

Une semaine de hausse

Les cours ont nettement monté cette semaine à Tokyo, dans le sillage de Wall Street, le Nikkei atteignant même un sommet historique jeudi, à 20 228,09 yens. L'appréciation relative du dollar a favorisé les titres liés à l'importation. L'abaissement de 3 à 2 1/2 du taux d'escompte a soutenu l'activité.

Indice Nikkei du 20 février : 20 080,39 (contre 19 628,81 le 13 février) ; indice général : 1 752,27 (contre 1 712,52).

	Cours 13 fév.	Cours 20 fév.
Akai	492	510
Brigitte	672	681
Casio	915	945
Fuji	2 580	2 590
Honda Motor	1 330	1 330
Matsushita Electric	1 820	1 970
Nissan Heavy	525	529
Sony Corp.	3 000	3 400
Toyota Motor	1 780	1 830

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE
8, rue de la Pompe, 75116 PARIS
46-20-87-12

Bâtiment, travaux publics

	20-2-87	Diff.
Auxil. d'entrepr.	1 562	-25
Bouygues	1 259	-40
Ciments Français	983	-39
Dumez	2 083	-8
GTM	457	-50
J. Lafarge	1 740	-78
Lafarge	395	-20
Maisons Phénix	173	-3
Poliet et Chausson	1 785	-38
SCRB	560	-29
SCRB-SB	95,10	-5,10

Pétroles

	20-2-87	Diff.
Elf-Aquitaine	320	-15
Esso (1)	475	+28
Exxon	507	+15,50
Francep	348	+20
Pétrolis	1 510	-28
Pétrolis S.A.	151	-5
Primagaz	677	-21
Raffinage	156	-5,60
Rhône-Poulenc	638	-3
Sotagaz	420	-5
Total	451	-28

(1) Coupon.

Produits chimiques

	20-2-87	Diff.
Ind. Métaux	4 890	+80
Labo. Bell.	2 080	-18
Reaumur UC	1 440	-98
BASF	323	-23
Bayer	980	+1
Hoechst	825	+2
Leop. Chemie	425	+2,21
Norsk Hydro	133,10	+6,10

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)			
Valeur	Hauss.	Valeur	Baiss.
Proxodis	+24,6	Vallourec	-18,2
Saint-Gobain	+16,7	URS	-13
SARL	+16,1	Geac	-12
Mécat	+16,1	Geac	-12
SAT	+14,7	Canal	-7,4
Sonac	+11,1	GTM-Entrep.	-7,1
Leclerc	+9,1	Montb.	-6,7
BNP	+8,5	Siemens	-6,7
Peclac	+8,7	Unibel	-6,7
Schneider	+7,6	Ficht-Basche	-6,4
Strat	+7,5	Interim	-6,1
Solac	+7,4	Comptax mod.	-5,9

VALEURS LES PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)			
Nbre de titres	Val. en cap. (F)	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
SPIE Bat.	1924005	1 074 718 888	
Peugeot	360 251	454 639 822	
Michelin	147 250	431 227 998	
Midi	249 888	387 597 911	
Lafarge	235 669	332 982 786	
St-Gobain	709 363	2 812 827 028	
Molt. Henz.	118 623	271 520 708	
Thomson	176 413	260 564 977	
BNP	712 497	250 699 823	
Chargem	130 381	243 942 130	
Redoute	81 545	234 259 826	
BSN	44 438	207 971 120	

(*) De 13 au 19 février 1987.

BONS DU TRÉSOR

Séance du 20 février 1987

Emissions	Pis	Pis	Cout	Valeur
	int.	int.	compt.	(par/100)
Mars 87	92,30	92,25	92,30	+0,8
Juin 87	92,37	92,37	92,37	+0,6
Sept. 87	92,40	92,40	92,40	-0,83
Déc. 87	92,35	92,35	92,35	-0,10

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 13 fév.	Cours 20 fév.
Or fin (100 onces)	78 000	78 700
Or fin (1 once)	780	787
Pièces françaises (20 g.)	517	517
Pièces françaises (10 g.)	258	258
Pièces latines (20 g.)	445	445
Pièces latines (10 g.)	222	222
Or Suisse (100 g.)	612	612
Or Suisse (10 g.)	612	612
Pièces de 20 dollars	3 960	3 960
Pièces de 10 dollars	1 980	1 980
Pièces de 5 dollars	990	990
Pièces de 20 marks	800	800
Pièces de 10 marks	400	400
Pièces de 5 marks	200	200

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	20-2-87	Diff.
Bail Equipement	515	-10
Banque (Cie)	1 012	-46
Catolam	1 345	-20
Chargem SA	1 931	-1
CFI	1 220	-6
CFI	685	-14
Ernst & Young	3 100	+10
Hélin (La)	745	-2
Ima. Pt-Monnet	471,50	-3,50
Locofin	690	-19
Locofin	995	-27
Midland Bank	1 530	-16
O.F.P.	1 540	-22
Paris de résc	798	-26
Préhabili	1 453	-27
Schneider	624	+7
UCS	600	+10

Matériel électrique

services publics

	20-2-87	Diff.
Alcatel	2 338	-12
Alcatel-Alsthom	265,10	-18,90
Crozet	318	-4,10
Général des Eaux	1 437	+17
IBM	1 857	+37
Intermédiaire	1 650	-26
ITT	309,50	+13,50
Leclerc	5 350	-120
Lyonnais des Eaux	1 440	-99
Matra	2 170	-115
Occidentale (Gie)	2 520	-35
Motus Lary-Son	832	-28
Montell	85,50	-6,50
PM Labinal	862	-38
Radionique	1 347	-33
Schubert	1 340	+2,90
SEB	833	+23
Siemens	2 191	-21
Signaux	640	+9
St-Louis-Bonch	3 170	+130
Thomson-CSF	1 465	-40

Métallurgie

construction mécanique

	20-2-87	Diff.
Alpi	460	+19
Arvint Dugues-B.	1 350	+39
Chiers Châtillon	88	-4
De Dietrich	2 112	-167
FACOM	1 950	-110
Forcel	265	+10,50
Martin Wenzel	490	+5
Peugeot SA	1 480	+39
PSA	1 235	+3,10
Sagat	3 700	+12
Strat	688	+48
Vallo	475	-42
Vallourec	103,90	+23,10

Valeurs diverses

	20-2-87	Diff.
Accor	525	-15
Agache Havas	2 420	-30
Bic	720	-15
Bic	1 569	-6
COIP	1 360	+5
Enl	666	-6
Europe 1	980	+95
Hachette	325	+5
L'Oréal	3 890	+34
Navigation Miste	1 030	-33
Paro-Ed	1 190	-30
Procter & Gamble	3 190	-50
Saint-Gobain	409	+13
Saatchi	905	-15
Sis Romain	1 369	-46

Matériel électrique

services publics

Diff.		20-2-87
10	Alcatel	2 338
10	Alsthom-Atlantique	265,10
10	Crozet	318
1	Général des Eaux	1 437
6	IBM	1 857
14	Intermédiaire	1 650
10	ITT	309,50
2	Leclercq	5 350
3,50	Lyonnais des Eaux	1 440
19	Matra	2 170
17	Motus-Gérin	2 520
10	Motus Leroy-Somer	832
12	Moulinex	85,50
16	PM Labinal	862
16	Radionique	1 347
17	Schubert	1 340
10	SEB	833
10	Siemens	2 191

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

L'attrait des emprunts en monnaies fortes

L'attrait des secteurs obligataires en monnaies fortes vient de se manifester par une transaction qui témoigne nettement de l'arbitrage des classifications sur le marché global des capitaux. Maintenant que la plupart des grandes banques internationales sont présentes dans les principaux centres financiers, l'efficacité des marchés sollicités ne dépend pas de leur nature (marché intérieur ou européen).

Donnant la préférence au marché suisse, un emprunteur d'une rare qualité, la ville d'Oslo, s'est assuré de conditions monétaires les plus basses possibles pour le refinancement d'opérations résultant d'une série d'emprunts venant à échéance ou prématurément remboursés en monnaies diverses.

Cette transaction porte sur 328 millions de francs. Elle est émise en quatre tranches, dont trois, pour un total de 78 millions, prennent la forme de placements privés assortis de coupons de 4,25 % et de 4,375 % pour des durées de trois, quatre et cinq ans, le seul Crédit suisse étant chargé de l'opération. La quatrième tranche, la plus large, est un emprunt émis dans le public de 250 millions, lancé à 99,50 % avec un coupon de 4,50 %, ce qui procure un rendement brut à l'émission de 4,57 % sur une vie moyenne de neuf ans. Elle est dirigée par Heidebank NW. Ce qui frappe dans ce type d'opérations, c'est leur simplicité d'ensemble, due au fait que leur faible coût ne met pas obligatoirement en contribution l'ingéniosité des spécialistes du marché des « swaps ».

Les trois nouveaux emprunteurs français de la semaine passée se sont adressés au marché du yen. Ce dernier, après la frappe suisse, l'un des moins onéreux en termes de rendement, se distingue par une activité intense alors que le soleil des 4 % est français. Confirmant l'attrait du marché, la réduction de 3 % à 2,50 % du taux d'escompte de la Banque du Japon a facilité

l'accueil des plus récentes émissions, même après de ceux des investisseurs japonais qui, récemment encore, se signalaient par leur aversion de taux d'intérêt nominaux élevés. Encore profondément choqué par la grave faiblesse du dollar et par la diminution correspondante de la valeur de leurs placements dans cette monnaie, les grandes institutions nipponnes retrouvent l'attrait de leur propre devise.

La proposition du Crédit lyonnais est particulièrement originale, car il s'agit d'une des très rares opérations en yen à n'avoir pas été lancée sous la houlette d'une maison japonaise. La grande banque française, conjointement avec l'américaine Shearson Lehman, se charge du rôle de porte-parole. Tout paraît indiquer que cette solution a été dictée par les conditions du « swap » sous-

jacent, apparemment bien plus alléchantes que celles qui auraient découlé des offres de maisons nipponnes.

D'un montant de 15 milliards de yens et d'une durée de cinq ans, l'emprunt a vu le jour sur la base d'un rendement de 4,43 %. Suivant une pratique bien japonaise, c'est un prix d'émission élevé (102,50) qui s'est chargé de réduire le rendement au-dessous du niveau nominal de 5 % de son coupon. Après « swap », l'emprunteur dispose, dit-on, de dollars à taux variable, à moins de 30 points de base au-dessous du Libor (taux d'intérêt interbancaire offert à Londres). Bien reçue en Asie comme en Europe, l'émission se traitait vendredi dernier sur le marché gris avec une décote de l'ordre de 1,625 %, bien à l'intérieur des commissions totales de 1,875 %.

Discretion générale

4,50 %. Dirigée par Yamaichi International, l'opération a été placée de Japon privée après de trois institutions japonaises. Elle prend pourtant l'aspect d'un emprunt dans le public, ce que la cotation des obligations en Bourse de Luxembourg met en évidence. Il ne s'agit assurément que d'une formalité. Aucun cours n'était d'ailleurs disponible pour cette émission la semaine passée sur le marché gris. Après « swap », la Société générale dispose de dollars à taux flottant, à des conditions intéressantes mais peut-être pas autant que celles qu'a obtenues le Crédit lyonnais.

Aucune émission n'est apparue la semaine passée dans le secteur de l'eurofranc français, plus que d'autres attendent par l'incertitude ambiante relative à l'évolution des cours de change à l'approche des réunions monétaires du week-end. On parle de renouer les deux emprunts qui étaient prévus pour le mois de février.

(Interim.)

LES DEVISES ET L'OR

Dans l'attente du G 5

Toute la semaine sous revue, ou presque, a été placée sous le signe d'une réunion du groupe des Cinq (le fameux G5), à savoir les pays à l'économie de marché les plus industrialisés — Allemagne fédérale, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon — auxquels vont s'ajouter pour la première fois, et à leur demande, le Canada et l'Italie. Cette réunion, on le sait, était destinée à réaliser un accord sur une stabilisation des parités monétaires.

En début, le dollar fléchissait en raison des incertitudes planant sur cette réunion et revenait de 1,83 DM à 1,81 DM, et, à Paris, de 6,10 F environ à 6,03 F. Mercredi, il commença à se raffermir sur des rumeurs de réunion du G5 en prévision du Japon, pour bondir, brusquement, jeudi, à l'annonce, officielle cette fois-ci, de la tenue effective d'une telle réunion à Paris, au cours du week-end : la nouvelle était diffusée par le gouvernement japonais lui-même, à l'occasion du départ du ministre des finances, M. Kiichi Miyazawa, pour le capital japonais.

De coup, le billet vert montait à plus de 1,8620 DM et de 6,20 F, dans une certaine excitation, pour retomber toutefois, en fin de semaine, à un peu plus de 1,82 DM et de 6,05 F : le scepticisme gagnait les opérateurs, peu enclins à croire que les Cinq étaient arrivés, enfin, à se mettre d'accord sur un projet de stabilisation cohérent, efficace et crédible.

Il avait, surtout, prêté l'oreille aux propos de M. James Baker,

secrétaire au Trésor des États-Unis, et de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, tous deux devant le Congrès, mais qui convergèrent sur un point précis : « Pas d'accord sur la stabilisation des monnaies sans une relance des économies en Allemagne et au Japon ». M. Volcker se montrait même menaçant : « En l'absence d'une croissance plus forte au Japon et en RFA, les pressions à la hausse du yen et du mark s'intensifieraient ». En clair, « stimulez votre demande intérieure et vos importations, sinon gare à une nouvelle baisse du dollar ! ».

A vrai dire, le scepticisme des opérateurs s'alimentait à une autre source : en l'absence d'engagement américain sur la réduction de leur déficit budgétaire, quelles garanties pouvaient avoir les marchés de ne pas voir, effectivement, de nouvelles pressions à la hausse sur le yen et le mark ?

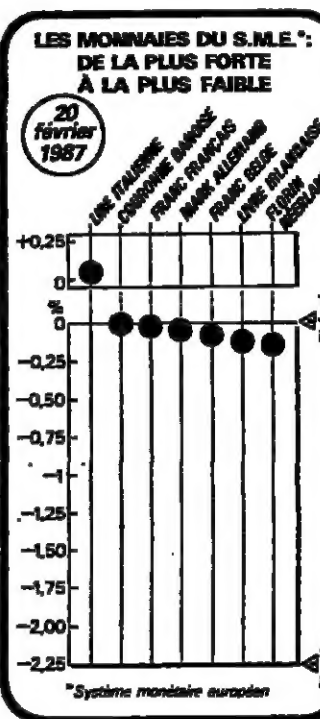
On en était là à la fin de la semaine, les milieux financiers internationaux préférant ne pas nourrir trop d'espoir sur la portée de l'accord, de peur d'avoir à trop déchanter par la suite. En tout cas, dès le vendredi matin, comme pour sceller par avance un accord éventuel (que l'on dit, en effet, déjà signé) la Banque du Japon abaissait d'un demi point son taux d'escompte, le ramenant à 2 1/2 %, nouveau record historique. C'est la cinquième fois qu'elle le fait en un an, partant de 5 % en janvier 1986. Cette mesure, largement anticipée par les opérateurs, ne les a guère impressionnés.

A cette occasion, toutefois, une rumeur courait en début de semaine sur les marchés : les États-Unis réduiraient leurs taux d'intérêt tandis que leurs partenaires les abaisseraient, une mesure de nature à freiner la baisse du dollar, rendu ainsi plus attirant. Séduisant certes, mais on ne voit guère la Réserve fédérale relever son taux, sauf au cas où les prêteurs étrangers se monteraient trop rétifs ou trop méfiants, ce qui n'est pas (encore) le cas.

En Europe, la proximité d'une réunion du groupe des Cinq a provoqué un resserrement au sein du système monétaire européen, avec une baisse relative du mark et une hausse non moins relative des monnaies dites « faibles », de sorte que toutes les devises du SME se retrouvent groupées dans le peloton, bien serré.

C'est un phénomène rare, et provisoire ! A Paris, le cours de la devise allemande glisse très doucement en-dessous de 3,33 F, cotant 3,3280 F à 3,3290 F. Son glissement se trouve freiné, dit-on, par les achats de la Banque de France qui a entrepris de reconstituer ses réserves, mises à mal par la tempête monétaire qui a précédé la réévaluation du mark le 12 janvier dernier.

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 16 AU 20 FÉVRIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	SEK	Franc suisse	Franc suisse	DM	Mark	Franc belge	Franc	Lira italienne
Londres	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180
New-York	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180
Paris	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180
Zurich	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180
Frankfurt	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180
Bruxelles	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180
Amsterdam	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180
Milan	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180
Tokyo	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180	1,5180

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 20 février, 3,9576 F contre 3,9697 F le vendredi 13 février.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Ultime tension ?

L'espoir de voir baisser les taux d'intérêt, nourri par les milieux financiers français depuis tant de semaines, et même de mois, va-t-il être enfin comblé ? Tout dépendra de la portée, de l'étendue et de l'efficacité de l'accord qui va être conclu par le groupe des Cinq, puis des Sept, pendant le week-end (voir par ailleurs).

Si cet accord est jugé crédible par les marchés des changes, le dollar rencontrera un peu ou se stabilisera, ce qui aura pour effet de rendre le mark moins attractif, de le faire fléchir encore un peu à Paris et, en définitive, de permettre à la Banque de France d'abaisser sa garde. N'ayant plus, ou ayant moins à défendre le franc, l'institut d'émission pourrait faire revenir les taux à court terme à des niveaux plus normaux, qui rejoindraient ceux pratiqués à partir de juin dernier.

A cette époque, rappelons-le, les pouvoirs publics, après avoir lancé un nouveau train de baisses de taux (Caisse d'épargne, taux d'intervention de la Banque de France ramené à 7 %), déclaraient ne pouvoir aller plus loin en raison de l'attitude de l'Allemagne, qui se refusait à abaisser à nouveau ses taux d'intérêt (environ 4,50 % à court terme). Or l'Allemagne vient de les ramener à 3,80 %, en France, ils sont montés à plus de 9 %, soit 5 points au-dessus, ce qui constitue un record.

Cette semaine, le loyer de l'argent sur le marché interbancaire s'est usé entre 1 1/2 % et 9 %, atteignant même 9 1/8 % et 9 1/4 % jeudi et vendredi, ceci en dépit des pensions à 24 et 48 heures accordées par la Banque de France à 8 1/2 % d'abord puis, à 9 3/8 % vendredi. L'institut d'émission, il faut bien le dire, entendait ainsi « punir » les trésoriers de grandes banques, qu'il accusait d'avoir, dans l'espoir d'une baisse des taux, tardé à constituer leurs réserves obligatoires pour la fin de la période mensuelle, qui s'achevait vendredi 20

février, d'où la tension enregistrée en fin de semaine. Vendredi soir, au reste, le loyer de l'argent sur le marché interbancaire retombait de 9 1/4 % à 8 3/8 %, près d'un point de baisse, précédant ainsi la fin de la période de constitution des réserves.

Sur le MATIF qui, à la veille du week-end, était son premier anniversaire et son éclatante réussite (voir page ci-contre), les cotations ont reflété les humeurs de la semaine. Au départ, ce fut la morosité et même la déprime, les échéances mars, juin et septembre retombant, mardi, à 104,85 et même 104,60 et 104,70 mercredi, journée tout à fait névrosante. Ainsi le rendement des emprunts d'Etat repasse au-dessus de 9 %, pratiquement au niveau du début de mars 1986 : retour un an en arrière !

Puis, jeudi, un frémissement parcourt le marché à l'annonce officielle d'une réunion du groupe des Cinq à Paris pour le week-end. Les cours bondissent de plus de 1,30 point sur toutes les échéances, à plus de 106. Toujours l'espoir d'une baisse des taux.

En fin de semaine, toutefois, le bel enthousiasme retombait un peu, un certain scepticisme gagnant les opérateurs. Le MATIF terminait à 105,50, avec des rendements sur le marché obligataire tournant autour de 8,91 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, de 9,10 % pour ceux de deux à sept ans et de 10,12 % pour ceux du secteur public.

attachée à chaque obligation, à savoir un bon d'échange au porteur, détachable et négociable séparément, admis à la cote officielle.

En échange de ce bon, tout porteur pourra, du 28 mars au 28 avril 1988, demander l'échange de son obligation CAECL à taux fixe contre une obligation à taux révisable (TRE) égal au taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) minoré de 0,30 %. Cette obligation à taux révisable sera assimilable à celles émises avant cette formule par la CAECL au début de février, pour 2 milliards de francs. Cette faculté d'échange, qui constitue un garde-fou contre le risque d'une remontée du taux, et donc d'une baisse des cours, a joué en faveur de l'émission.

En revanche, l'adjudication d'une tranche de 2 milliards de francs d'obligations assimilables de la Caisse de refinancement hypothécaire (CRH) a été franchement accueillie, victime, selon la Caisse d'une « cabale » et, selon le marché, d'une réaction de mauvaise humeur des banques contre la formule même de l'adjudication, inaugurée cette semaine par la CHR qui, selon elles, supprime la commission de placement et accroît les risques des souscripteurs.

Pour éviter un fiasco coûteux et limiter les dégâts, la Caisse a fait appel à des « amis », mais a dû payer 9,63 % en moyenne (émission à 92,14 % d'un nominal de 8,50 %), avec, même, une décote sur le marché gris, après l'adjudication. Apparemment, le marché n'aime pas beaucoup la CRH, qui va, pourtant, lui demander 16 milliards de francs cette année, contre 9,8 milliards en 1986. Selon les opérateurs, son « papier » colle aux doigts quand on veut le négocier. Voilà qui ne fera guère plaisir à M. Georges Plescoff, président de la Caisse !

F. R.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Fringale d'aluminium

Après un mois de janvier peu encourageant, voilà l'aluminium reparti à l'assaut de coteaux qu'il n'avait plus atteints depuis juin 1985. Le tonne de métal valait ainsi 857,5 livres en début de semaine, sur l'échéance de livraison à trois mois, avant que des prises de bénéfices de la spéculation ne ramènent sa valeur à 847 livres.

Cette brusque remontée de l'aluminium, qui avait terminé l'année 1986 à moins de 800 livres par tonne, reflète sans aucun doute le retour progressif vers un équilibre de l'offre et de la demande. Les stocks de métal primaire (de première fusion) détenus dans le monde (pays communistes exclus) ont ainsi chuté d'environ 400 000 tonnes entre décembre 1985 et décembre 1986, pour n'atteindre plus que 3,5 millions de tonnes, soit environ 28 % de la consommation du globe en un an.

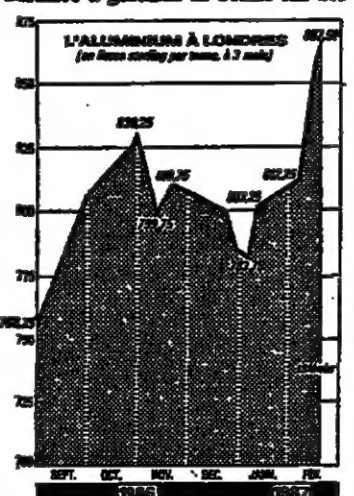
Le président d'Alcan (premier producteur mondial), M. David Norstrom, affirmait mardi à Londres que les prix du métal devraient rester fermes, compte tenu d'une relance prévisible de la consommation et de l'assèchement, en bonne voie de réalisation, du marché. Selon lui, les capacités de production occidentales ont reculé de 1,5 million de tonnes (plus de 10 %) au cours des deux dernières années, et 250 000 tonnes supplémentaires « disparaîtront » en 1987. Les nouvelles installations mises en place dans le même temps, qui totalisent 700 000 tonnes, ont cependant freiné une adaptation plus rapide du marché.

Mais la fermeté soudaine des cours au London Metal Exchange (LME) s'explique aussi par la pénurie artificielle d'aluminium dont souffre actuellement la place britannique. Alors que les principales maisons de négoce japonaises (une dizaine au total) n'ont cessé depuis le début du mois d'acheter massivement (elles auraient élevé entre 100 000 et 150 000 tonnes), la marchandise immédiatement disponible commence à faire cruellement défaut. A tel point que les cours du comptant sont plus élevés que ceux du terme, traduisant ainsi la forte demande qui se manifeste à très court terme pour ce métal.

Cette tension est due à l'indisponibilité du contrat de l'Alcan : celui-ci n'admet qu'une seule qualité d'aluminium (99,5 % de purifié), qui provient essentiellement des pays de l'Est. Or ces derniers ne sont pas des fournisseurs réguliers. Il leur arrive de se retirer du marché sans crier gare ou de commercialiser leur production directement auprès du destinataire final, sans passer par le LME.

Les autorités britanniques, conscientes de cette imperfection, s'apprêtent à lancer en mai prochain

un nouveau contrat pour l'aluminium, qui tiendrait la qualité supérieure (99,7 % de purifié), produite en abondance outre-Atlantique, en Amérique latine notamment. Rien n'est cependant au point ; il faudra attendre l'installation, au LME, d'une chambre de compensation, destinée à garantir la bonne fin des



transactions (une nécessité après le krach de l'étau d'octobre 1985) pour que la refonte du contrat soit effective.

Aussi le marché reste-t-il soumis à une forte pression, accentuée par d'inquiétantes nouvelles venues du Brésil. Une mauvaise distribution du courant dans le nord-est du pays pourrait contraindre l'unité d'Alcoa-Billiton Alumar à réduire sa production de 35 000 tonnes. A Londres, les opérateurs avouent que la spéculation s'en donne à cœur joie et accentue la remontée des cours.

ERIC FOTTORINO.

M. GÉRARD LONGUET invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Gérard Longuet, ministre délégué aux postes et télécommunications, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde », dimanche 22 février de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Longuet, ancien député UDF de la Moselle, membre du secrétariat politique du Parti républicain, répondra aux questions d'André Passerou et de Daniel Carrou, de RTL, et de Gilles Leduc et de René-Jacques Baguleu, de RTL, le débat étant animé par Olivier Meszurolle.

Le Monde
sur minitel
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL
Bourse : suivre l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.
36.15 TAPEZ LEMONDE

50.000.000.000

55 من الال

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Tchad : le redéploiement du dispositif français. 4 Liban : retour progressif des forces de Damas. — La guerre du Golfe : l'URSS et l'Irak se prononcent sur un arrêt immédiat des hostilités.	6 Le différend sur la Calédonnie devient polémique. — Les élections et les élus communistes sont de plus en plus sollicités.	7 Le ministère de la santé arrête la diffusion d'une brochure sur le MST. — Prospection dans les Deux-Sèvres pour le stockage des déchets nucléaires. 8 L'armée face à l'opinion. — Communication.	9 Festival : le 750 ^e anniversaire de Berlin. — Jazz : l'Orchestre national de jazz 1987.	13 Les enjeux de la réunion du groupe des Sept. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grande marchés.	Carnet 11 Echecs 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Spectacles 10	● Les dossiers « chauds » du Monde. ● Les informations 24 h/24 h. ● Les points forts de la semaine. ● Jeu : Gagnez le Monde. Actualité, Immobilier, Météo, Bourse, Télémarketing, Loisirs. 36.15 Tapez LEMONDE
RÉGIONS	DATES					
12 Le Rhône qui bouge. Valence et ses bords.	2 Il y a cent ans, pour ou contre la tour Eiffel ?					

BRÉSIL

La décision de suspendre le paiement des intérêts de la dette extérieure a été «longuement mûrie» affirme le président Sarney

Le président brésilien, M. José Sarney, a annoncé, vendredi 20 février, dans la soirée, la suspension du paiement des intérêts de la dette extérieure (plus de 108 milliards de dollars), sans préciser pour quelle durée.

Quelques instants après, l'Argentine (une dette de 53 milliards de dollars) a

menacé d'en faire autant. Le ministre argentin des finances, M. Mario Broderick, a déclaré que si les banques commerciales n'accordaient pas à Buenos-Aires les 2,15 milliards de dollars de prêts que l'Argentine leur demande, «la priorité sera donnée à la croissance de l'économie plutôt

qu'au paiement des emprunts contractés à l'étranger». Des négociations doivent avoir lieu mercredi prochain à New-York. Par ailleurs, le Pérou a confirmé qu'il maintiendrait sa décision de ne pas rembourser les 200 millions de dollars d'échéances qu'il doit au FMI.

RIO-DE-JANEIRO de notre correspondant

Le Brésil suspend le paiement des intérêts de sa dette extérieure, non pas pour trois mois, mais tant que dureront les négociations avec ses créanciers. Il s'agit, pour lui, d'affirmer son «autonomie» et sa «souveraineté» au moment de s'asseoir à la table de discussion afin d'obtenir «des conditions équitables» de paiement. Voilà, en substance, ce que M. Sarney a annoncé, le vendredi 20 février, aux Brésiliens dans une allocution radiotélévisée, au cours de laquelle il s'est complimenté lui-même pour son «nationalisme» et son «courage» et a lancé un appel à l'«union» autour de sa personne, les critiques relevant, à l'encre, de la «trahison».

Le président brésilien a démenti que le «moratoire» ait été provoqué par un assèchement des réserves de change. Il y a 3 milliards 900 millions de dollars en caisse, a-t-il précisé, «assez pour faire face à plusieurs mois d'importations». Il ne s'agit pas d'une décision prise en catastrophe. Au contraire, celle-ci a été «longuement mûrie» et elle est destinée à «fortifier la position» du Brésil sur la scène financière internationale et à obtenir que le paiement de la dette ne se fasse pas «au prix de la misère de la population».

Affaili depuis plusieurs semaines par ses échecs dans la lutte contre l'inflation, par l'indécision et les incertitudes de son équipe économique, par la progne, voire la rébellion qui règne dans les milieux industriels et

jusque dans les rangs de la coalition gouvernementale, M. Sarney tente, avec ce nouveau coup de théâtre, un an après celui qu'il avait été le «plan cruzado», de retourner la situation en sa faveur. Le moratoire est en effet une idée populaire au Brésil. Le président l'accompagne d'un appel au peuple, au «patriotisme responsable» pour resserrer les rangs autour de lui.

Bref, quand le gouvernement est décidé, pour sa part, à faire tous les efforts nécessaires, M. Sarney annonce un plan de restriction des dépenses publiques. Dorénavant, le Trésor ne dépensera pas plus que ce qu'il perçoit : les entreprises de l'Etat investiront avec leurs ressources propres ; le système des subventions sera révisé en profondeur.

Mettre fin à une «hémorragie»

Depuis un an, le gouvernement était critiqué pour n'avoir pas fait les coupes nécessaires dans ses dépenses, contribuant ainsi à l'échec du plan cruzado. M. Sarney promet qu'il en sera autrement désormais et annonce une remise en ordre. Mais les créanciers attendent évidemment de savoir si ces promesses seront effectivement tenues. Le président et son équipe ont perdu malheureusement depuis plusieurs mois beaucoup de leur crédibilité.

L'annonce du moratoire a évidemment fait l'unanimité — ou presque — du monde politique et syndical. Une telle décision a été en effet un thème constant des campagnes de propagande électorale, mais, si ses défen-

seurs en ont souligné les mérites, ils se sont bien gardés la plupart du temps d'en expliquer les inconvénients.

M. Ulysses Guimarães, le président du PMDB, le parti au pouvoir, a répliqué à son tour que le paiement des intérêts de la dette était une «hémorragie» pour le pays, et qu'il était temps d'y mettre un terme. «Le gouvernement fait aujourd'hui ce que le peuple réclame depuis longtemps», a déclaré vendredi M. Luis Henrique, porte-parole du parti majoritaire à la Chambre des députés. Quand la décision a été annoncée au Congrès, «l'euphorie» s'est emparée des députés, affirment les journalistes présents. M. Luis Henrique est monté à la tribune pour dénoncer un complot de la finance internationale contre la souveraineté du pays et la stabilité de son gouvernement.

Interrogé sur des répercussions éventuelles, beaucoup de partisans du moratoire répondent que le Brésil est suffisamment grand et puissant pour y résister. Un dirigeant de la CUT, la principale centrale syndicale, est même allé jusqu'à dire que la suspension des paiements «apporterait des jours meilleurs à la population», et affirme également qu'il conviendrait de servir les rangs autour du président.

Bref, les réquisitoires d'hier contre l'échec du plan cruzado, la reprise en flèche de l'inflation, la désorganisation de l'économie, sont oubliés comme par miracle, sauf par certains dirigeants de la Centrale unique des travailleurs (CUT), le syndicat d'extrême gauche. La plupart des partis forment un chœur nationaliste autour du chef de

l'Etat, et c'était là sans doute l'un des buts de l'opération.

Il faut lire la grande presse de Rio et de São-Paulo pour avoir un son de cloche différent. La plupart des journaux de vendredi ont fait une analyse implacable des raisons qui ont conduit au moratoire et des conséquences de celui-ci. Du *Jornal do Brasil* à la *Folha de São Paulo* et au *Jornal da Tarde*, les grands quotidiens sont unanimes dans le constat : la suspension des paiements est une preuve de faiblesse — et non le contraire — de la part du gouvernement Sarney ; elle montre son «incompétence» dans la direction des affaires économiques. C'est sans doute la raison pour laquelle le pays dans un processus de «stagnation» que le ministre des finances, M. Fumero et son équipe vont négocier avec les créanciers étrangers, c'est-à-dire dans les pires conditions possibles.

Les mêmes journaux critiquent la «manipulation politique» du moratoire et disent que M. Sarney, par populisme, par démagogie, cherche avec cette initiative à regagner les appuis politiques qu'il s'était aliésés par ses échecs successifs. «On fait du théâtre au lieu de chercher à discuter sérieusement avec les créanciers», déclare M. Robert Appy, journaliste économique du journal *O Estado de São-Paulo*, qui ajoute : «La communauté économique internationale va sans doute chercher un accord avec le Brésil, mais, si celui-ci veut obtenir de l'argent facile pour payer ses importations et reprendre le paiement des intérêts, il pourra difficilement éviter un accord avec le FMI».

CHARLES VANHECKE.

L'ancien président de la République dans le Sud-Ouest

La vraie-fausse campagne de M. Giscard d'Estaing

MONTAUBAN de notre envoyé spécial

Valéry Giscard d'Estaing aurait pu inscrire cette semaine sur son petit agenda d'ancien président : jeudi 19 et vendredi 20 février, retour en France profonde. Une semaine après avoir prêté devant celle du petit écran qu'il ne revêtait point de revenir à l'Elysée en 1988, le «non-candidat» Giscard a inauguré dans le Sud-Ouest un nouveau style de campagne : la campagne Canard Dry.

Officiellement, ce n'est pas une campagne. Mais politiquement, elle l'est, donc banni par lui-même qui s'abstient, comme on ne le sait pas encore assez, tout ce qui est politique.

Pourtant, sur le terrain, ces deux jours ont étrangement ressemblé, sous le mot, à une campagne. Campagne pour l'Europe, bien sûr, avec pour slogan trois mots revenant désormais comme une ritournelle : «Il faut pour l'Europe une monnaie, un village, une défense». Campagne pour l'union — mieux, ce qui est encore, à ses yeux, moins politique — pour «la réunion des Français» sans laquelle «ce pays sera flétri». Mais campagne, par populisme, par démagogie, cherche avec cette initiative à regagner les appuis politiques qu'il s'était aliésés par ses échecs successifs. «On fait du théâtre au lieu de chercher à discuter sérieusement avec les créanciers», déclare M. Robert Appy, journaliste économique du journal *O Estado de São-Paulo*, qui ajoute : «La communauté économique internationale va sans doute chercher un accord avec le Brésil, mais, si celui-ci veut obtenir de l'argent facile pour payer ses importations et reprendre le paiement des intérêts, il pourra difficilement éviter un accord avec le FMI».

Officiellement, le député du Puy-de-Dôme du groupe UDF, ne faisait, par souci d'économie de carburant et de fatigue, que répondre à un tir groupé d'invitations lancées par ses collègues de cette grande région. Mais, en vérité, tous les ingrédients habituels avaient été réunis pour organiser ce déplacement selon les meilleures recettes électorales.

surprenant, ce qui était peut-être imaginable encore l'année dernière s'est produit. A Montauban, on a vu le maire socialiste dominant, M. Hubert Gouze, multiplier les civilités auprès de l'ancien président au cours de la visite du musée de sa ville.

Quelques heures plus tard, à Auch, à la tribune du déjeuner donné de l'Union patronale du Gers se retrouvaient, aux côtés de Giscard, le député, maire socialiste d'Auch, M. Jean Laborde, et le président socialiste du conseil général, M. Pierre Joseph. «Simple question de tolérance», plaisaient ceux-ci, précisant qu'ils n'avaient fait que répondre à l'invitation des patrons.

Mais seraient-ils venus si le semaine précédente Giscard ne s'était pas spectaculairement désengagé du combat présidentiel ? Pas sûr. Giscard n'indispose pas. «Vous êtes bien au-dessus de la mêlée», lui a dit le député du Tarn-et-Garonne M. Jean Borromée. Vous avez rencontré l'agriculture, vous avez connu le désordre dans notre camp, mais vous avez jeté la rampe à la rivière. Vous êtes le seul en France à parler vrai dans la mesure où votre parole est totalement libre et dégagée des contingences actuelles. «C'est vrai», a rétorqué Giscard, je crois pouvoir vous parler de choses d'autres en effet, pour des raisons différentes : ne pouvant pas vous parler... Liberté, liberté chérie, la campagne Canard Dry a pour Giscard presque les vertus de la Jouvence de l'abbé Soury.

Ce que M. Chirac ne peut crier sur les toits, ce que M. Barre ne peut que suggérer sous peine de grosses réprimandes, lui, Giscard, peut le dire avec une totale tranquillité. Juste de vouloir le confiner dans le rôle d'un confesseur du circuit connaissance du monde... et de l'Europe ! Giscard a un avis sur tout.

Le chômage ? — «Nous avons atteint les limites du traitement social». — Il souhaite que le gouvernement s'engage à la retraite parlementaire plus avant sur ce dossier. L'agriculture ? Elle est «en état de faillite», et il réclame pour ce secteur de véritables «accords de Grenelle» fondés «sur la suppression définitive des montants compensatoires négatifs». L'éducation ? «Nous avons un immense effort à faire».

La Nouvelle-Calédonie : «La France est présente dans le Pacifique. C'est une grande chance pour elle, cela ne doit pas être une charge». Les États d'Israël de M. Gorbatchev : «Je souhaite que la France ne se laisse pas distraire par d'autres dans l'évolution du changement en Union soviétique». La santé du dollar : «Il faut cesser d'agiter cette monnaie par des déclarations intempestives des responsables politiques». La non-candidature de Giscard entend moins que jamais s'élever en motif du désistement.

Samedi matin, M. Giscard d'Estaing effectuait une visite privée à Lourdes. Certains y verraient sans aucun doute un autre clin d'œil.

DANIEL CARTON.

A Usinor-Dunkerque

L'annonce de la suppression de 750 emplois a provoqué un débrayage de vingt-quatre heures

Outre la suppression de 835 postes déjà connue en octobre dernier et devant prendre effet en mars 1988, la direction d'Usinor-Dunkerque a annoncé au comité d'entreprise, le 19 février, que 750 emplois devraient à leur tour être supprimés. Ce surcroît est dû, selon la direction, à «une augmentation des gains de productivité» et aux résultats «plus que probants» obtenus dans le cadre de l'opération «challenge qualité totale».

A partir du 19 février à 13 heures, le travail a massivement cessé parmi les ouvriers du train à bande, et les équipes successives ont débrayé pendant vingt-quatre heures. Dans un communiqué, la CGT a souligné que cette nouvelle réduction d'effectifs porte à «1 585 le nombre des suppressions d'emploi d'ici à mars 1988 avec la majeure partie en congés formation-conversion».

Les sidérurgistes, indique la CGT, acceptent de moins en moins facilement cette formule, considérée comme l'«antichambre des licenciements». Pour les 835 premières suppressions d'emploi, 260 contrats de formation-conversion et 430 prétraitements étaient notamment prévus. En contre-partie, le plan prévisionnel comportait 140 embauches de jeunes du niveau bac + 2 qui ne seraient pas remises en cause.

En cours de publication

J.-H. FABRE

SOUVENIRS ENTOMOLOGIQUES

nouvelle édition illustrée

Sciences Nat 60200 Venetiz

le volume : 175 F

A B C E F G H

URSS

L'amie soviétique

Elles se sont rencontrées à Moscou en 1985 et ont sympathisé. M^{me} Zambetov est soviétique. M^{me} Van Norden-Pommier est française. Elles voulaient se revoir à Paris ; aussi, dès son retour en France, M^{me} Van Norden-Pommier s'empressait-elle de remplir à l'ambassade d'URSS, toutes les formalités nécessaires pour la venue de son amie. Afin d'accélérer les démarches, M^{me} Van Norden, héros de la Résistance, demandait à l'Association des anciens combattants de la Résistance hollandaise d'intervenir. Hélas ! à la fin du mois de novembre 1988, le visa est refusé.

Et pourtant, M^{me} Zambetov est déjà venue à Paris en 1978. Et elle est bien repartie à Moscou à la fin de son séjour. Cette infirmière de soixante-dix-sept ans

manœuvrait-elle les fondements du régime soviétique ? Ou faut-il chercher ailleurs les raisons de ces mesquineries taïlannes ? Du côté de la nièce de M^{me} Zambetov ? Mariée à un Français et travaillant à Radio-Free Europe, cette nièce — M^{me} Fatima Selkhanova — affirme que les motifs du refus de visa opposé à sa tante sont officiellement son «lieu de travail» et ses «opinions erronées» sur la guerre en Afghanistan.

Deux amies septuagénaires sont ainsi les victimes de petites vengeances. Au moment où l'URSS essaie de montrer un visage nouveau, il est regrettable que l'administration soviétique s'acharne sur deux femmes âgées, ne demandant que le droit de se revoir.

● M. Iossif Begun a été libéré. — Le dissident juif soviétique Iossif Begun, cinquante-cinq ans, a été libéré vendredi 20 février à Tchéistopol, où sa femme Irina et son fils Boris étaient venus l'accueillir, a annoncé sa belle-fille à la presse occidentale à Moscou. M^{me} Begun a appelé sa famille à Moscou depuis

Tchéistopol pour annoncer que son époux était libre et qu'ils comptaient rejoindre Moscou tous les trois dimanche, après avoir passé le jour du sabbat à Tchéistopol.

M^{me} Begun n'a fourni aucun détail sur la santé ou l'aspect physique de Iossif Begun, a déclaré sa belle-fille Yanna. — (AFP.)

Interagra signe un contrat de 6 milliards de francs avec Moscou

M. Jean-Baptiste Doumeng, PDG de la société Interagra, a annoncé, le 20 février à Moscou, une série de contrats avec l'Union soviétique d'une valeur totale d'un milliard de dollars (6 milliards de francs). Le détail n'a pas été précisé mais il s'agit, selon M. Doumeng, de la fourniture d'équipements, d'usines et de plans d'irrigation pour l'agriculture et l'industrie. Un accord aurait été passé à Moscou avec le Gosagroprom, comité d'Etat pour l'industrie agroalimentaire. M. Doumeng, qui était à Moscou à l'occasion du forum de la paix, clos le 16 février, a notamment rencontré M. Gorbatchev.

Par ailleurs, la Communauté européenne a accepté la vente de 35 000 tonnes de blé à l'URSS, à un prix de 225 ECU (1 550 F) la tonne. Cette vente fait suite à la décision des Douze d'un plan de déstockage en deux ans de 3,2 milliards d'ECU (le stock de la CEE atteint 1,3 million de tonnes). D'ici à juin 1988, 300 000 tonnes de blé devraient être vendues à l'URSS.

Le numéro de «Monde» daté 21 février 1987 a été tiré à 480 195 exemplaires

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18 h 15

GERARD LONGUET

animé par Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON et Daniel CARTON (Le Monde) Gilles LECLERC et René-Jacques BAPTISTE (RTL)

RTL